



62B 8132-3

VOL 5 UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -
NORTHWEST TERRITORIES
SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -
TERRITOIRES DU NORD-OUEST
GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS



7540-CH-502-0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8132-3
VOL 5

001001

62B 8132-3
VOL 5



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

Dated From
À compter du

27 juin 96

To
Jusqu'au

29 avril 97

AFFIX TO TOP OF FILE – À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS – NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE – POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

File No. – Dossier n°

8132-3

Volume

6



La Fédération Franco-Ténoise

8144-6-94

Le 29 avril 1997

Honorable Charles Dent
Ministre de l'éducation, de la culture et de la formation
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Casier postal 1320
Yellowknife NT
X1A 2L9

Objet : éducation en français à Hay River

Monsieur le Ministre,

Le 9 janvier dernier des ayants droit de Hay River vous adressaient une demande officielle d'instauration dans leur ville d'un programme d'enseignement en français langue première pour septembre 1997. Ils justifiaient leur requête par le nombre potentiel d'élèves dans la région, et par les droits que leur confèrent la *Charte canadienne des droits et libertés* et le *Règlement sur l'instruction en français langue première*, en vertu de la *Loi sur l'éducation dans les Territoires du Nord-Ouest*.

Ces parents francophones apprenaient, le 24 avril dernier, que l'exercice de ce droit leur est nié faute de ressources financières. Depuis, plusieurs élèves se sont ajoutés au nombre initial, si bien qu'en chiffres absolus (sans parler de proportionnelle), leur nombre dépasse celui des élèves présents à l'ouverture historique de l'École Allain St-Cyr, à Yellowknife, en 1989.

Au nom de l'ensemble de la communauté francophone des Territoires du Nord-Ouest, la Fédération Franco-Ténoise appuie sans équivoque la requête des ayants droit de Hay River, et vous prie instamment de tout mettre en œuvre pour satisfaire leurs besoin en matière d'éducation en français.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, nos salutations les plus cordiales.

Le président

Daniel Auger

cc:

Monsieur Hilaire Lamoine, directeur général, Programme de promotion des langues officielles, ministère du Patrimoine canadien.

L. L.

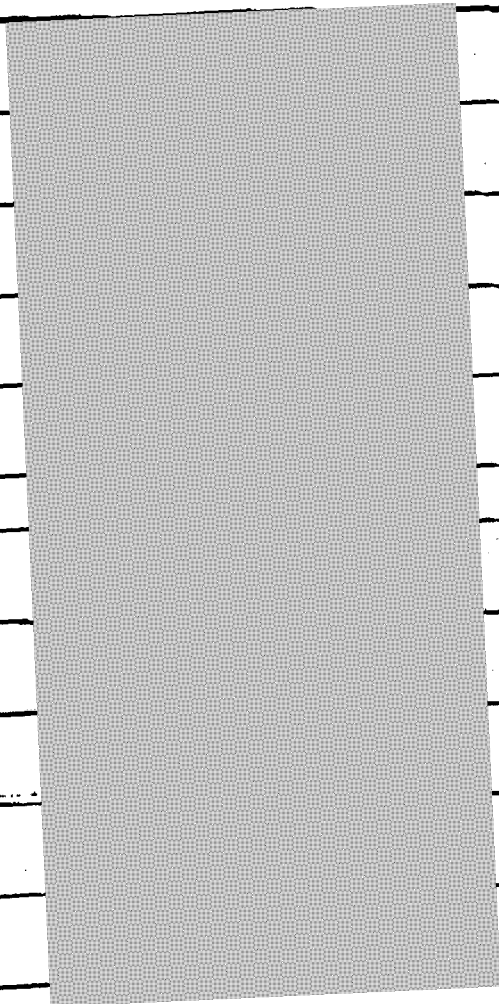
Tu vendras en
dixité avec
J.M. Maris
vlt

Étudiants potentiels¹ (Hay River)

s.19(1)

Nom de l'enfant	Âge (au 31/12/97)	Nom et adresse du/des parent(s)	Ville
Brendan	7		Hay River
Renée	5		Hay River
Alanna	2		Hay River
Kayla	4		Hay River
Kendra	1		Hay River
Gabriel	2		Hay River
Jeanne	1		Hay River
Marc	8		Hay River
Julien	5		Hay River
Alexis	3		Hay River
Carolyn	1		Hay River
Dustin	9		Hay River
Neesa	2		Hay River
Phillip	5		Hay River

ENV. PAR:

Nom de l'enfant	Âge (au 31/12/97)	Nom et adresse du parent	Ville
Robert	3		Hay River
Melissa	8		Hay River
Reece	6		Hay River
Chad	3		Hay River
Paige	1		Hay River
Jean-Marc	9		Hay River
Maxime	7		Hay River
Janelle	10		Hay River
Dominique	11		Hay River
Isabelle	4		Hay River
James	8		Hay River

1: Les noms qui figurent à la présente liste ne représentent qu'une partie des étudiants potentiels. D'autres noms (environ 10, répartis sur l'ensemble des niveaux) sont susceptibles de venir s'ajouter au cours des prochaines semaines.

s.19(1)

8144-6-97

En ce qui concerne les Territoires du Nord-Ouest, le Commissaire avait indiqué, en juin 1995, au ministère de l'Éducation que son nouveau projet de Loi sur l'éducation n'était pas conforme à l'article 23 de la *Charte*, parce qu'il n'énonçait pas les principes généraux relatifs au respect de la *Charte* et laissait au Ministre la responsabilité d'adopter les mesures requises par l'entremise de règlements. Le ministère de la Justice du Canada, quant à lui, avait indiqué que cette loi serait conforme à la *Charte*. La loi est entrée en vigueur sans modification en juillet 1996. Il n'y a pas de conseil scolaire francophone aux Territoires du Nord-Ouest mais deux comités de parents francophones, qui relèvent des conseils scolaires de langue anglaise, et assurent une gestion partielle des deux écoles de langue française, l'une à Yellowknife, l'autre à Iqaluit (90 élèves). Invoquant le *Règlement sur l'instruction en français* de 1996, les parents francophones de Yellowknife et d'Iqaluit ont demandé récemment, au ministre de l'Éducation, un établissement scolaire pour Yellowknife et des programmes scolaires additionnels en français à Iqaluit. Une demande pour la création d'une commission scolaire francophone territoriale est imminente. Elle devra être adressée au Ministre par les deux conseils scolaires francophones existants. Le pouvoir du Ministre étant discrétionnaire, il n'est pas certain que ce dernier accédera à cette demande. Les parents ont reçu un appui financier initial du Programme de contestation judiciaire pour faire vérifier la constitutionnalité de la *Loi sur l'éducation* et de son *Règlement* par les tribunaux si cela se révèle nécessaire. Cette législation scolaire n'est pas, selon nous, conforme à la *Charte*. Le Commissaire a déjà indiqué qu'il interviendrait dans cette cause si les parents déposaient un tel recours.

Au Québec, les 360 écoles de langue anglaise (111 446 élèves) se retrouvent principalement sur le territoire géré par les 18 commissions scolaires protestantes au sein des 158 commissions scolaires confessionnelles. La province a adopté, en 1989, la loi 107 remplaçant le système des commissions scolaires confessionnelles par des commissions scolaires linguistiques, mais la mise sur pied des commissions linguistiques n'a pas encore été faite. La constitutionnalité de la loi 107 a été confirmée par la Cour suprême du Canada en 1993. Toutefois, les intervenants n'arrivent pas à s'entendre sur la façon de mettre en application cette partie de la loi 107. La province a adopté, le 15 avril, une résolution visant à modifier l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* en abolissant l'application des droits confessionnels au Québec. La résolution, qui doit être adoptée par le Parlement canadien, entrerait en vigueur à la suite de sa promulgation par le gouverneur général du Canada, si possible avant le déclenchement des prochaines élections fédérales. La communauté anglophone, dont *Alliance Quebec*, proposait plutôt que l'on mette en place les commissions scolaires linguistiques sans toucher à l'article 93. Le régime scolaire québécois respecte la Constitution et l'article 23 de la *Charte*. Ce qui pose un problème au Québec, c'est plutôt la conformité des réformes effectuées dans le contexte de l'abrogation de l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867*. La gestion scolaire au Québec résultait de la combinaison des effets de ces deux garanties juridiques différentes.

De son côté, la Commission nationale des parents francophones (CNPF) a établi récemment son plan d'action pour les trois prochaines années en mettant l'accent sur la question de l'équivalence au niveau du traitement, formulée en termes « d'égalité des

*** TRANSMISSION REPORT ***

8 144-5-96

PRINT TIME 04/24 '97 16:10 ID: DGPALD/OLSPB

D-	FILE	START	MODE	LOCATION
No.	No.	TIME		
00	998	04/24 16:09	TX	14038730169

STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
2	2	0	00'39"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.



**Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles**

**Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs**

15, Eddy
Hull (Québec)
(819) 994-0943

télocopie/Fax : le 24 avril 1997

1 + 1 pages

À/TO The Honourable Charles Dent, M.L.A. Minister of Education Northwest Territories tél./tel. : (403) téléf./fax : (403) 873-0169	DE/FROM LISE TOUPIN Gestionnaire Opérations et coordination régionale tél./tel. : (819) 994-3507 téléf./fax : (819) 953-6580
---	---

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 04/24 '97 11:16 ID: DGPALO/OLSPB

D-	FILE	START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No.	No.	TIME			PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00	997	04/24 11:15	TX	14036692809	1	1	0	00'48"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

CH97-10551

Deputy Prime Minister and
Minister of Canadian Heritage



Vice-première ministre et
ministre du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

The Honourable Charles Dent, M.L.A.
Minister of Education, Culture and Employment
Government of the Northwest Territories
Post Office Box 1320
Yellowknife, Northwest Territories
X1A 2L9

APR 22 1997

Dear Mr. Dent:

Thank you for your letter of February 26, 1997, requesting financial assistance to replace the *École Allain St-Cyr*.

I appreciate your making me aware of the plans of the Government of the Northwest Territories to construct a new school so that the Francophone community will have a modern and efficient facility at their disposal. I understand that the minority official-language community has been consulted on this project and is in agreement with the initiative. The commitment of your government to ensuring that the new school will meet both educational and community needs is commendable.

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 04/23 '97 13:42 ID: DGPALO/OLSPB

D-	FILE	START	MODE	LOCATION
No.	No.	TIME		
00	987	04/23 13:42	TX	14038730169

STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
2	2	0	00'39"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

ALL ORIGINALS WERE SENT BY PRIORITY POST TODAY.



**Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles**

**Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs**

15, Eddy
Hull (Québec)
(819) 994-0943

télex/Fax : le 24 avril 1997

1 + 1 pages

À/TO The Honourable Charles Dent, M.L.A. Minister of Education Northwest Territories tél./tel. : (403) téléc./fax : (403) 873-0169	DE/FROM LISE TOUPIN Gestionnaire Opérations et coordination régionale tél./tel. : (819) 994-3507 téléc./fax : (819) 953-6580
---	---

The original was sent by priority post today.

URGENT

8144-5-96



**Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles**

**Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs**

15, Eddy
Hull (Québec)
(819) 994-0943

télécopie/Fax : le 23 avril 1997

1 + 1 pages

À/TO JEAN-MARIE MARIEZ Responsable des programmes de langue française Gouvernement des TNO tél./tel. : (403) 920-8992 téléc./fax : (403) 873-0109	DE/FROM LISE TOUPIN Gestionnaire tél./tel. : (819) 994-3507 téléc./fax : (819) 953-6580
--	--

Cette lettre a été postée aujourd'hui.

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 04/23 '97 13:49 ID: DGPALO/OLSPB

D-	FILE	START	MODE	LOCATION
No.	No.	TIME		
00	988	04/23 13:48	TX	14038730109

STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
2	2	0	00'40"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

Cette lettre a été postée aujourd'hui.

Author: Hilaire Lemoine at JLS7-HULL
Date: 23/04/97 16:03
Priority: Urgent
TO: "Jeff Pitre" <pitre@internorth.com> at INTERNET
CC: Lise Toupin, Michele Blais-Chauvin
Subject: Re: EASC

8144-5-96

M. Pitre,

Il y a de nouveaux développements dans ce dossier. Puis-je vous demander de communiquer avec M. Mariez du ministère de l'Education.

Vous pouvez communiquer par téléphone avec M. Lemoine si vous n'arrivez pas à rejoindre M. Mariez.

Paula Doyon (pour Hilaire Lemoine) 819-994-0943

Reply Separator

Subject: EASC
Author: "Jeff Pitre" <pitre@internorth.com> at INTERNET
Date: 4/23/97 11:50 AM

Bonjour M. Lemoine

Toujours pas de nouvelle au sujet de l' Ecole EASC? SVP pouvez-vous , nous fournir une indications a ce sujet.
J'ai un meeting avec le conseil se soir merci.

Jean-Francois Pitre
President
Conseil Scolaire Francophone de Yellowknife

Author: "Jeff Pitre" <pitre@internorth.com> at INTERNET
Date: 97-04-23 11:50
Priority: Normal
TO: Milaire Lemoine at JLS7-HULL
Subject: EASC

Bonjour M. Lemoine

Toujours pas de nouvelle au sujet de l' Ecole EASC? SVP pouvez-vous , nous
fournir une indications-a-ce-sujet.

J'ai un meeting avec le conseil se soir merci.

Jean-Francois Pitre
President
Conseil Scolaire Francophone de Yellowknife

Author: "Jeff Pitre" <pitre@internorth.com> at INTERNET
Date: 97-04-23 11:47
Priority: Normal
TO: Hilaire Lemoine at JLS7-HULL
Subject: Re: Ecole EASC

> From: Jeff Pitre <pitre@internorth.com>
> To: Hilaire Lemoine <hilaire_lemoine@pch.gt.ca>
> Subject: Ecole EASC
> Date: Wednesday, April 23, 1997 9:45 PM
>
> Bonjour M. Lemoine
>
> Toujours aucune nouvelle au sujet de l'Ecole ?
> SVP pouvez vous me repondre oui ou non bientôt.
>
> Merci
> Jean-Francois Pitre
> President
> Conseil Scolaire Francophone the Yellowknife

403-873-6555

Hilaire
J'ai demandé
à Marie, en
l'absence
de Lise, de
l'écouter.
La lettre à P. Lemoine
est reçue.
Hilaire
970423

23-04

Lise,
La lettre a été faite à Marie
et bureau du ministre.
J'ai essayé sans succès de
rejoindre Marie, Paula a donc
repondu à M. Pitre par courriel
et par téléphone.
Hilaire

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 04/23 '97 18:10 ID: DLSPB

D-	FILE	START	MODE	LOCATION
No.	No.	TIME		
00	520	04/23 18:09	TX	12049842303

STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
2	2	0	00'54"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

[Handwritten signature]

2/5/97
Francis
Voulez-vous classer
ceci ?
[Signature]



**Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles**

**Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs**

15-7-K
15, Eddy
Hull (Québec)
(819) 994-2224

<http://www.pch.gc.ca/pch/offlangoff.htm>

télécopie/fax : le 23 avril 1997

À/TO Bill Balan tél./tel.: (204) 983-2630	DE/FROM Hilaire Lemoine Directeur général Programmes d'appui aux langues officielles tél./tel : 994-0943
--	---

CH-11-10551

8144-5-96

Deputy Prime Minister and
Minister of Canadian Heritage



Vice-première ministre et
ministre du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

The Honourable Charles Dent, M.L.A.
Minister of Education, Culture and Employment
Government of the Northwest Territories
Post Office Box 1320
Yellowknife, Northwest Territories
X1A 2L9

APR 22 1997

Dear Mr. Dent:

Thank you for your letter of February 26, 1997, requesting financial assistance to replace the *École Allain St-Cyr*.

I appreciate your making me aware of the plans of the Government of the Northwest Territories to construct a new school so that the Francophone community will have a modern and efficient facility at their disposal. I understand that the minority official-language community has been consulted on this project and is in agreement with the initiative. The commitment of your government to ensuring that the new school will meet both educational and community needs is commendable.

The Department of Canadian Heritage will be pleased to co-operate with the territorial government in replacing the school and will contribute up to \$3 million to this endeavour.

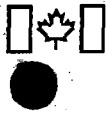
I will ask departmental officials to begin discussions immediately with officials of the Government of the Northwest Territories to prepare an auxiliary agreement to the Canada - Northwest Territories Agreement on Official Languages in Education in regard to this project.

I look forward to our continuing co-operation in this area of mutual interest. Please accept my best wishes.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Canada



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre Deputy Minister

Hull (Québec) Hull, Quebec
K1A 0M5 K1A 0M5

le 16 avril 1997

NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE SHEILA COPPS

ÉCOLE FRANCOPHONE À YELLOWKNIFE

(Pour décision)

RÉSUMÉ

- Nos négociations visant à assurer la participation financière du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest au projet d'une nouvelle école francophone à Yellowknife ont porté fruit. Le ministre de l'Éducation vous a écrit récemment (voir annexe) pour vous informer de sa contribution financière au projet et solliciter une contribution de 3 M \$ de notre Ministère.
- En appuyant le projet, notre Ministère permet la mise en place d'une infrastructure scolaire adéquate pour les francophones.

Contexte

- En raison de compressions budgétaires, le ministre de l'Éducation retirait en mai 1995 son offre de construire une nouvelle école francophone à Yellowknife. De plus, il refusait d'approuver dans le cadre d'une collaboration fédérale-territoriale un montant quelconque pour ce projet.
- Depuis lors, la communauté francophone et notre Ministère ont travaillé à obtenir à nouveau l'engagement politique et financier du gouvernement territorial au projet. Le ministère de l'Éducation et les organismes concernés en éducation sont récemment arrivés à une proposition d'école jugée acceptable par la communauté francophone. La nouvelle école serait adjacente à une école anglophone, permettant ainsi aux francophones d'avoir accès au gymnase et à d'autres locaux spécialisés.

- 2 -

- ° Dans sa lettre, le ministre de l'Éducation confirme non seulement son appui financier au projet (1,5 M \$ sur 4,5 M \$) mais s'engage à prendre des mesures pour assurer aux francophones le plein accès aux locaux partagés et à voir à ce que les nouveaux locaux puissent servir aux programmes préscolaires, conformément aux souhaits de la communauté.

Considérations

- ° Le dossier d'une nouvelle école francophone à Yellowknife est la priorité de la communauté. Faute de locaux convenables, des étudiants francophones logent, à l'heure actuelle, dans six installations temporaires.
- ° Pour la communauté, l'établissement proposé est plus qu'une école, c'est un centre communautaire où pourront se tenir diverses activités.
- ° Les franco-TéNois n'ont pu bénéficier du financement spécial (112 M\$) approuvé en 1993 pour la mise en place de la gestion scolaire pour les ayants droit francophones. En plus de contribuer au développement de la communauté francophone de Yellowknife, le projet permet la mise en place d'une infrastructure scolaire francophone adéquate.

Recommandation

- ° Nous vous recommandons d'accepter la proposition de collaboration soumise et d'approuver une contribution de 3 M \$ pour le projet. La contribution sera répartie sur deux exercices financiers : 1997-1998 et 1998-1999 et proviendra de l'enveloppe des fonds supplémentaires du Programme des langues officielles dans l'enseignement.
- ° Si vous êtes d'accord avec cette recommandation, vous voudrez bien signer la lettre ci-jointe à M. Charles Dent, ministre de l'Éducation.


Suzanne Hurtubise

Pièces jointes

CH97-10551



Northwest
Territories Minister of Education, Culture and Employment

The Honourable Sheila Copps
Minister
Canadian Heritage
Ed Juces Léger
Terrasses de la Chaudière
15 rue Eddy
HULL PQ K1A 0M5

FEB 26 1997

97 FEB 27 PM 2 00

RECEIVED / MIN

Dear Ms. Copps:

French School for Yellowknife in the Northwest Territories

The Department of Education, Culture and Employment has been working closely with its partners in Yellowknife to develop a ten-year plan for school facilities. Following months of discussion, I am pleased to say that we have agreed to a proposal that will replace the aging Ecolé Allain St-Cyr School in Yellowknife with a new facility. At this time, I would like to enlist your support to help us turn our thoughts and ideas into a workable plan.

The Government of the Northwest Territories and our Yellowknife education partners are committed to this project and are prepared to support the proposed \$4.5 million facility with an estimated \$1.5 million contribution consisting mainly of the construction site, construction contracts, shared teaching, parking and recreation facilities, project management, technical support, course of construction insurance and contract and legal services.

A site has been selected that will be shared with William McDonald School. Although the two facilities will be separate, we anticipate that specialty space such as the gymnasium, and career and technology studies rooms will be shared via a link from the French school to the existing school. The French School will be guaranteed access to these facilities through a protocol to be signed between the two schools that will ensure French students have proper and full access to the specialty spaces described above.

Since the GNWT is committed to the concept of full-service educational facilities, we will ensure the new school will provide community access for adult education programs, space for day care programs and community meeting space, in addition to kindergarten to grade 12 programs.

.../2

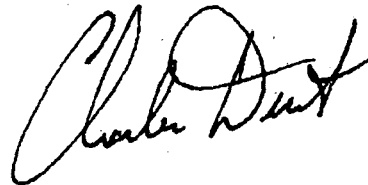
- 2 -

Although we have conservatively used zero-growth for our Yellowknife enrollment projections, we anticipate the new school will be large enough to accommodate at least 10 years of growth. As a result, eligible students and those wishing to transfer over to the new school can do so on the understanding that space will be available. The size of the proposed facility will also make a school addition unnecessary for quite some time.

The Department has worked closely with all of its education partners over the past year to develop a comprehensive capital plan for Yellowknife. As a result of these meetings, we can assure you that the Francophone community has been consulted and fully agrees with and supports the new school project as described above.

The Department of Education, Culture and Employment is requesting financial support from the Department of Canadian Heritage to make this project come to life. I am confident that a partnership between the Federal Government and the Government of the Northwest Territories can make this happen. I look forward to hearing from you soon.

Sincerely,



Charles Dent

- c Hilaire Lemoine, General Director, Heritage Canada, Ottawa
Bill Balan, Regional Executive Director, Heritage Canada, Winnipeg
Fax (204) 984-2303
Lise Picard, Acting Director, Heritage Canada, Yellowknife

Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre Deputy Minister

Hull (Québec)
K1A 0M5

Hull, Quebec
K1A 0M5

8144-5-96

le 16 avril 1997

NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE SHEILA COPPS

ÉCOLE FRANCOPHONE À YELLOWKNIFE

(Pour décision)

RÉSUMÉ

- Nos négociations visant à assurer la participation financière du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest au projet d'une nouvelle école francophone à Yellowknife ont porté fruit. Le ministre de l'Éducation vous a écrit récemment (voir annexe) pour vous informer de sa contribution financière au projet et solliciter une contribution de 3 M \$ de notre Ministère.
- En appuyant le projet, notre Ministère permet la mise en place d'une infrastructure scolaire adéquate pour les francophones.

Contexte

- En raison de compressions budgétaires, le ministre de l'Éducation retirait en mai 1995 son offre de construire une nouvelle école francophone à Yellowknife. De plus, il refusait d'approuver dans le cadre d'une collaboration fédérale-territoriale un montant quelconque pour ce projet.
- Depuis lors, la communauté francophone et notre Ministère ont travaillé à obtenir à nouveau l'engagement politique et financier du gouvernement territorial au projet. Le ministère de l'Éducation et les organismes concernés en éducation sont récemment arrivés à une proposition d'école jugée acceptable par la communauté francophone. La nouvelle école serait adjacente à une école anglophone, permettant ainsi aux francophones d'avoir accès au gymnase et à d'autres locaux spécialisés.

- 2 -

- ° Dans sa lettre, le ministre de l'Éducation confirme non seulement son appui financier au projet (1,5 M \$ sur 4,5 M \$) mais s'engage à prendre des mesures pour assurer aux francophones le plein accès aux locaux partagés et à voir à ce que les nouveaux locaux puissent servir aux programmes préscolaires, conformément aux souhaits de la communauté.

Considérations

- ° Le dossier d'une nouvelle école francophone à Yellowknife est la priorité de la communauté. Faute de locaux convenables, des étudiants francophones logent, à l'heure actuelle, dans six installations temporaires.
- ° Pour la communauté, l'établissement proposé est plus qu'une école, c'est un centre communautaire où pourront se tenir diverses activités.
- ° Les franco-TéNois n'ont pu bénéficier du financement spécial (112 M\$) approuvé en 1993 pour la mise en place de la gestion scolaire pour les ayants droit francophones. En plus de contribuer au développement de la communauté francophone de Yellowknife, le projet permet la mise en place d'une infrastructure scolaire francophone adéquate.

Recommandation

- ° Nous vous recommandons d'accepter la proposition de collaboration soumise et d'approuver une contribution de 3 M \$ pour le projet. La contribution sera répartie sur deux exercices financiers : 1997-1998 et 1998-1999 et proviendra de l'enveloppe des fonds supplémentaires du Programme des langues officielles dans l'enseignement.
- ° Si vous êtes d'accord avec cette recommandation, vous voudrez bien signer la lettre ci-jointe à M. Charles Dent, ministre de l'Éducation.


Suzanne Hurtubise

Pièces jointes

C497-10551



Northwest
Territories Minister of Education, Culture and Employment

The Honourable Sheila Copps
Minister
Canadian Heritage
Ed Juces Léger
Terrasses de la Chaudière
15 rue Eddy
HULL PQ K1A 0M5

FEB 26 1997

97 FEB 27 PM 2 00

REGISTRE / REGISTRY
MIN

Dear Ms. Copps:

French School for Yellowknife in the Northwest Territories

The Department of Education, Culture and Employment has been working closely with its partners in Yellowknife to develop a ten-year plan for school facilities. Following months of discussion, I am pleased to say that we have agreed to a proposal that will replace the aging École Allain St-Cyr School in Yellowknife with a new facility. At this time, I would like to enlist your support to help us turn our thoughts and ideas into a workable plan.

The Government of the Northwest Territories and our Yellowknife education partners are committed to this project and are prepared to support the proposed \$4.5 million facility with an estimated \$1.5 million contribution consisting mainly of the construction site, construction contracts, shared teaching, parking and recreation facilities, project management, technical support, course of construction insurance and contract and legal services.

A site has been selected that will be shared with William McDonald School. Although the two facilities will be separate, we anticipate that specialty space such as the gymnasium, and career and technology studies rooms will be shared via a link from the French school to the existing school. The French School will be guaranteed access to these facilities through a protocol to be signed between the two schools that will ensure French students have proper and full access to the specialty spaces described above.

Since the GNWT is committed to the concept of full-service educational facilities, we will ensure the new school will provide community access for adult education programs, space for day care programs and community meeting space, in addition to kindergarten to grade 12 programs.

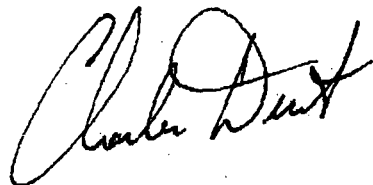
- 2 -

Although we have conservatively used zero-growth for our Yellowknife enrollment projections, we anticipate the new school will be large enough to accommodate at least 10 years of growth. As a result, eligible students and those wishing to transfer over to the new school can do so on the understanding that space will be available. The size of the proposed facility will also make a school addition unnecessary for quite some time.

The Department has worked closely with all of its education partners over the past year to develop a comprehensive capital plan for Yellowknife. As a result of these meetings, we can assure you that the Francophone community has been consulted and fully agrees with and supports the new school project as described above.

The Department of Education, Culture and Employment is requesting financial support from the Department of Canadian Heritage to make this project come to life. I am confident that a partnership between the Federal Government and the Government of the Northwest Territories can make this happen. I look forward to hearing from you soon.

Sincerely,



Charles Dent

- c Hilaire Lemoine, General Director, Heritage Canada, Ottawa
Bill Balan, Regional Executive Director, Heritage Canada, Winnipeg
Fax (204) 984-2303
Lise Picard, Acting Director, Heritage Canada, Yellowknife

8144-5-96

Télocopie

Destinataire : Lise Picard
Directrice par intérim
TNO

Télocopie : (403) 669-2809

Objet :

Date : 4 avril 1997

Pages : 0 pages y compris la page de garde.

NOTES :

Ci-joint pour ton information copie de l'entente auxiliaire.

Une fois l'approbation obtenue, les TNO auront à :

- développer les plans et devis,
- mener l'étude environnementale
- aller en appel d'offre

Nous avons amplement de temps pour faire signer l'entente.

Francis Landry
Agent principal
Région de l'Ouest

Télocopie :

*** TRANSMISSION REPORT ***

8144-5-96

PRINT TIME 04/04 '97 10:13 ID: DGPALO/OLSPB

D-	FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No.	No.	TIME		PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00	883	04/04 10:06 TX	14036692809	13	13	0	07'17"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

Télécopie

Destinataire : Lise Picard
Directrice par intérim
TNO

Télécopie : (403) 669-2809

Objet :

Date : 4 avril 1997

Pages : 0 pages y compris la page de garde.

NOTES :

Ci-joint toutes les informations contenues dans l'annexe.

8144-5-96

Télocopie

Destinataire : Lise Picard
Directrice par intérim
TNO

Télocopie : (403) 669-2809

Objet :

Date : 12 mars 1997

Pages : page(s) y compris la page de garde.

NOTES :

Ci-joint copie de ma note et du projet de lettre proposé en réponse à la lettre de M. Dent.

Francis Landry
Agent principal
Région de l'Ouest

Télocopie :

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 03/12 '97 15:14 ID: DGPALO/OLSPB

D-	FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No.	No.	TIME		PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00	732	03/12 15:11 TX	14036692809	6	6	0	03'19"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

Télécopie

Destinataire : Lise Picard
Directrice par intérim
TNO

Télécopie : (403) 669-2809

Objet :

Date : 12 mars 1997

Pages : page(s) y compris la page de garde.

NOTES :

8144-5-96



Télécopie

Destinataire : Lise Picard
Directrice par intérim
TNO

Télécopie : (403) 669-2809

Objet :

Date : 10 mars 1997

Pages : page(s) y compris la page de garde.

NOTES :

Ci-joint une ébauche de note pour l'approbation d'une contribution de 3 M \$ pour la nouvelle école francophone.

J'espère que ton voyage à Iqualuit avec Lise a été agréable.

Francis Landry
Agent principal
Région de l'Ouest

Télécopie :

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 03/10 '97 14:54 ID: DGPALD/DLSPB

D- FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No. No. TIME			PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00 713 03/10 14:52 TX		14036692809	3	3	0	01'50"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

Télécopie

Destinataire : Lise Picard
Directrice par intérim
TNO

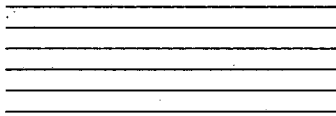
Télécopie : (403) 669-2809

Objet :

Date : 10 mars 1997

Pages : page(s) y compris la page de garde.

NOTES :



Télocopie

Destinataire : Lise Picard
Directrice par intérim
TNO

Télocopie : (403) 669-2809

Objet : École de Yellowknife

Date : 4 mars 1997

Pages : 3 page(s) y compris la page de garde.

NOTES :

Pour ton information, copie de la lettre envoyée à notre Ministre.

Je serai en communication avec toi à ce sujet, au besoin.

École à Yellowknife

Francis Landry
Agent principal
Région de l'Ouest

Télocopie :

Télécopie

Destinataire : Bill Balan
Directeur régional exécutif
Prairies et les TNO

Télécopie : 204 984-2303

Objet :

Date : 4 mars 1997

Pages : 3 page(s) y compris la page de garde.

NOTES :

Pour votre information.

Nous allons assurer le suivi avec Lise Picard.

école à Yellowknife

Francis Landry
Agent principal
Région de l'Ouest

Télécopie :

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 03/04 '97 13:31 ID: DGPALO/OLSPB

D- FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No. No. TIME			PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00 682 03/04 13:30 TX		12049842303	3	3	0	01'20"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

Télécopie

Destinataire : Bill Balan
Directeur régional exécutif
Prairies et les TNO

Télécopie : 204 984-2303

Objet :

Date : 4 mars 1997

Pages : 3 page(s) y compris la page de garde.

NOTES :

Pour votre information

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO:

GR

97/02 - 16:44

Docket No.: CH97-10551
Cross-reference No.:

Document date: 97/02/26
Date received: 97/02/27
Due date: 97/03/20
Campaign code:
Ack/Acc: Y(SC)

Program: CIOL - Official Languages / Langues Officielles

Author: Dent, Charles

Title/Org.: Minister/Government of Northwest Territories

Subject: Requests financial support for a proposal to develop a new French school for Yellowknife which will provide community access for adults education programs and replace the aging Ecole Allain [St-Cyr] School

Action: Reply/Réponse

c.c.: Jill Kogej (2)
c.c.: DMO CIADM
c.c.:

Forward To: Central Corresp./Corresp. centrale - Lynne - reply

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/REx D (or designate)

(Tel. Number)

Signature []
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:

Francis.

5/03/97

Voir note d'Hélène
mais je sais que tu / Gene
t'en occupes déjà !
S.V.P. classer copie si nécessaire
saine / NGP

001037



CH97-10551



Northwest
Territories Minister of Education, Culture and Employment

The Honourable Sheila Copps
Minister
Canadian Heritage
Ed Juces Léger
Terrasses de la Chaudière
15 rue Eddy
HULL PQ K1A 0M5

FEB 26 1997

97 FEB 27 PM 2 00

MIN

Dear Ms. Copps:

French School for Yellowknife in the Northwest Territories

The Department of Education, Culture and Employment has been working closely with its partners in Yellowknife to develop a ten-year plan for school facilities. Following months of discussion, I am pleased to say that we have agreed to a proposal that will replace the aging Ecolé Allain St-Cyr School in Yellowknife with a new facility. At this time, I would like to enlist your support to help us turn our thoughts and ideas into a workable plan.

The Government of the Northwest Territories and our Yellowknife education partners are committed to this project and are prepared to support the proposed \$4.5 million facility with an estimated \$1.5 million contribution consisting mainly of the construction site, construction contracts, shared teaching, parking and recreation facilities, project management, technical support, course of construction insurance and contract and legal services.

A site has been selected that will be shared with William McDonald School. Although the two facilities will be separate, we anticipate that specialty space such as the gymnasium, and career and technology studies rooms will be shared via a link from the French school to the existing school. The French School will be guaranteed access to these facilities through a protocol to be signed between the two schools that will ensure French students have proper and full access to the specialty spaces described above.

Since the GNWT is committed to the concept of full-service educational facilities, we will ensure the new school will provide community access for adult education programs, space for day care programs and community meeting space, in addition to kindergarten to grade 12 programs.

.../2

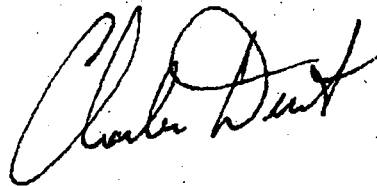
- 2 -

Although we have conservatively used zero-growth for our Yellowknife enrollment projections, we anticipate the new school will be large enough to accommodate at least 10 years of growth. As a result, eligible students and those wishing to transfer over to the new school can do so on the understanding that space will be available. The size of the proposed facility will also make a school addition unnecessary for quite some time.

The Department has worked closely with all of its education partners over the past year to develop a comprehensive capital plan for Yellowknife. As a result of these meetings, we can assure you that the Francophone community has been consulted and fully agrees with and supports the new school project as described above.

The Department of Education, Culture and Employment is requesting financial support from the Department of Canadian Heritage to make this project come to life. I am confident that a partnership between the Federal Government and the Government of the Northwest Territories can make this happen. I look forward to hearing from you soon.

Sincerely,



Charles Dent

c Hilaire Lemoine, General Director, Heritage Canada, Ottawa
Bill Balan, Regional Executive Director, Heritage Canada, Winnipeg
Fax (204) 984-2303
Lise Picard, Acting Director, Heritage Canada, Yellowknife



Honourable Charles Dent
MLA, Yellowknife Frame Lake

Minister Responsible for:
Education, Culture and Employment
Youth
Northwest Territories Power Corporation

P.O. Box 1320, Yellowknife, NWT X1A 2L9
Phone (403) 669-2355
Fax (403) 873-0169

Date: Feb 27/97

To: Hon. Sheila Copps
Minister, Canadian Heritage
Ottawa, PQ

Fax Number: (819) 994-5987

From: Hon. Charles Dent

Number of pages (including cover page): 3

Special Instructions: Hard copy to follow.

The documents accompanying this transmission contain confidential information intended for a specific individual and purpose. The information is private, and is legally protected by law. If you are not the intended recipient, you are hereby notified that any disclosure, copying, distribution, or the taking of any action in reference to the contents of this telecopied information is strictly prohibited. If you have received this communication in error, please notify us immediately by telephone and return the original to us by regular mail.

Li

8144-5-96



Northwest
Territories Minister of Education, Culture and Employment

The Honourable Sheila Copps
Minister
Canadian Heritage
Ed Juces Léger
Terrasses de la Chaudière
15 rue Eddy
HULL PQ K1A 0M5

FEB 26 1997

Dear Ms. Copps:

French School for Yellowknife in the Northwest Territories

The Department of Education, Culture and Employment has been working closely with its partners in Yellowknife to develop a ten-year plan for school facilities. Following months of discussion, I am pleased to say that we have agreed to a proposal that will replace the aging Ecolé Allain St-Cyr School in Yellowknife with a new facility. At this time, I would like to enlist your support to help us turn our thoughts and ideas into a workable plan.

The Government of the Northwest Territories and our Yellowknife education partners are committed to this project and are prepared to support the proposed \$4.5 million facility with an estimated \$1.5 million contribution consisting mainly of the construction site, construction contracts, shared teaching, parking and recreation facilities, project management, technical support, course of construction insurance and contract and legal services.

A site has been selected that will be shared with William McDonald School. Although the two facilities will be separate, we anticipate that specialty space such as the gymnasium, and career and technology studies rooms will be shared via a link from the French school to the existing school. The French School will be guaranteed access to these facilities through a protocol to be signed between the two schools that will ensure French students have proper and full access to the specialty spaces described above.

Since the GNWT is committed to the concept of full-service educational facilities, we will ensure the new school will provide community access for adult education programs, space for day care programs and community meeting space, in addition to kindergarten to grade 12 programs.

.../2

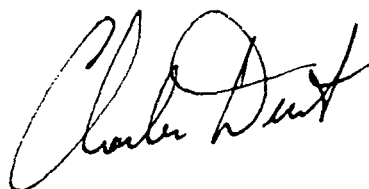
- 2 -

Although we have conservatively used zero-growth for our Yellowknife enrollment projections, we anticipate the new school will be large enough to accommodate at least 10 years of growth. As a result, eligible students and those wishing to transfer over to the new school can do so on the understanding that space will be available. The size of the proposed facility will also make a school addition unnecessary for quite some time.

The Department has worked closely with all of its education partners over the past year to develop a comprehensive capital plan for Yellowknife. As a result of these meetings, we can assure you that the Francophone community has been consulted and fully agrees with and supports the new school project as described above.

The Department of Education, Culture and Employment is requesting financial support from the Department of Canadian Heritage to make this project come to life. I am confident that a partnership between the Federal Government and the Government of the Northwest Territories can make this happen. I look forward to hearing from you soon.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Charles Dent', written in a cursive style.

Charles Dent

c Hilaire Lemoine, General Director, Heritage Canada, Ottawa
Bill Balan, Regional Executive Director, Heritage Canada, Winnipeg
Fax (204) 984-2303
Lise Picard, Acting Director, Heritage Canada, Yellowknife

Auteur : Lise Toupin à JLS7-HULL
Date : 97-02-18 11:44
Priorité : Normale
pour : Francis Landry, Lise Picard à YELLOWKNIFE
Objet : Yellowknife School

8144-5-96

Pour votre information.

_____ Séparateur Réacheminement _____

Objet : Yellowknife School
Auteur : Hilaire Lemoine à JLS7-HULL
Date : 97/02/18 09:45

Info.

Paula

_____ Forward Header _____

Subject: Yellowknife School
Author: Bill Balan at winnipeg
Date: 97-02-17 18:07

Update on the file

I have communicated the proposed changes to Bruce and there did not seem to be any major concerns on his part (we will see once the letter is out). He is aiming to have this letter to his Minister very quickly (by end of week). This could mean we will have it next week at the earliest.

Bill



Canadian Heritage

Prairie & NWT Region
9th Floor, 457 Main Street
Winnipeg, Manitoba
R3B 3E8

**FACSIMILE /
TÉLÉCOPIEUR**

Patrimoine canadien

Région des Prairies et des T.N.-O
457 rue Main, 9^e étage
Winnipeg, (Manitoba)
R3B 3E8

8144-5-96

**OFFICE OF THE REGIONAL EXECUTIVE DIRECTOR /
BUREAU DU DIRECTEUR EXÉCUTIF RÉGIONAL**

TO / À: Francis Lerdy

N° DE FAX NO: (204) 953-6580
N° DE TEL. NO: (204) 953-6580

DATE: 97.02.14	NUMBER OF PAGES / NOMBRE DE PAGES (including cover page / y compris la page couverture)
----------------	--

FROM / DE: Chantelle Hall

N° DE TEL. NO:
N° DE FAX NO.: (204) 984-6996

SUBJECT / OBJECT: _____

COMMENTS / COMMENTAIRES:

Un fax a été envoyé à Bill
Bolan au mauvais numéro.
Son numéro de fax est
(204) 984-2303.
Merci.

JA



Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles

Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs

Lise (Francis)

① dossier ?

Merci
Lise

15, rue Eddy
Hull (Québec) K1A 0M5
(819) 994-0943

télexcopie/Fax : le 14 février 1997

1 + pages

À/TO Bill Balan Directeur exécutif régional Région des Prairies et des TNO tél./tel. : (204) 983.79.08 téléc./fax : (204) 983.53.65	DE/FROM Francis Landry Agent principal Région de l'ouest Opérations et coordination régionale tél./tel. : (819) 997.75.89 téléc./fax : (819) 953.65.80 No.1 (819) 953.93.53 No.2
--	---

Hilaire voulait vous transmettre de vive voix ses commentaires au sujet de la lettre proposée par le gouvernement des TNO relativement à la construction d'une école française à Yellowknife mais hélas.

Vous trouverez ci-joint un document présentant nos commentaires sur le projet de lettre soumis. Nos commentaires tiennent également compte de ceux de Lise Picard, avec qui nous discuté du dossier.

Merci.

c.c. Hilaire Lemoine
Lise Picard

Merci

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 02/14 '97 11:42 ID: DGPAID/OLSPB

D-	FILE	START	MODE	LOCATION
No.	No.	TIME		
00	594	02/14 11:41	TX	12049835365

STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
3	3	0	00'55"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.



*Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles*

*Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs*

15, rue Eddy
Hull (Québec) K1A 0M5
(819) 994-0943

télécopie/Fax : le 14 février 1997

1 + pages

À/TO

Bill Balan
Directeur exécutif régional
Région des Prairies et des TNO

tél./tel. : (204) 983.79.08

télec./fax : (204) 983.53.65

DE/FROM

Francis Landry
Agent principal
Région de l'ouest
Opérations et coordination régionale

tél./tel. : (819) 997.75.89

télec./fax : (819) 953.65.80 No 1

SUBJECT: Changes recommended to the proposed letter from Charles Dent (Minister of Education) to the Minister of Canadian Heritage on the construction of the French school in Yellowknife.

Title : It should read "French School for Yellowknife" as opposed to the NWT.

2nd paragraph

Comment: GNWT's contribution has to be expenses which are normally cost-shared between both governments and associated to a capital project. Therefore, we recommend to eliminate the wording «in-kind contribution».

The paragraph could read as follows «... (GNWT) prepared to support the proposed 4,5 M \$ facility with an estimated 1.5 M \$ *consisting mainly of the construction site, of all costs associated with preparation of the site, design of facilities and construction contracts, along with the costs involved in connecting the existing facilities to the proposed new school.*

3rd paragraph

Comment: To avoid future problems which might arise between both schools with regard to access to facilities, we recommend that the letter give assurances that it is understood that the Francophone community has full and proper access to the specialty spaces referred to in the previous sentence.

The paragraph could include the following sentence «.....to the existing school». *We will draw up a protocol to be signed between the two schools to ensure that the French school has proper and full access to the specialty spaces referred above.*

4th paragraph

Comment : the word «expect» doesn't translate the GNWT's full commitment. Furthermore, it is important to avoid future problems that the assurance be given that the facilities will meet any government regulation for kindergarten space etc.

The paragraph could be worded as follows«.... full educational facilities, we *will ensure the new school will provide community access for adult education programs, space and facilities meeting functional and regulatory requirements for the delivery of early childhood programs.*

Additional paragraph

We suggest that an additional paragraph be included to the effect that the project has received the Francophone community's agreement by way of consultation with principal stakeholders, primarily the parents. This would avoid any future problems with regard to conformity of the

GNWT's proposal with the spirit of Section 23 of the Charter. This agreement could be obtained by way of consultation at a formal meeting with the *Table de concertation de Yellowknife*, which regroups all interested parties, at which the Department of Education could present the project and get the stakeholders agreement to it.

This assurance should be given in the proposed letter and could worded as follows ... *We can ensure you that the Francophone community has been consulted and fully agree with it and support it.*

8144-5-96



Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles

Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs

15, rue Eddy
Hull (Québec) K1A 0M5
(819) 994-0943

télocopie/Fax : le 14 février 1997

1 + pages

À/TO Bill Balan Directeur exécutif régional Région des Prairies et des TNO tél./tel. : (204) 983.79.08 téléc./fax : (204) 983.53.65	DE/FROM Francis Landry Agent principal Région de l'ouest Opérations et coordination régionale tél./tel. : (819) 997.75.89 téléc./fax : (819) 953.65.80 No.1 (819) 953.93.53 No.2
--	---

Hilaire voulait vous transmettre de vive voix ses commentaires au sujet de la lettre proposée par le gouvernement des TNO relativement à la construction d'une école française à Yellowknife mais hélas.

Vous trouverez ci-joint un document présentant nos commentaires sur le projet de lettre soumis. Nos commentaires tiennent également compte de ceux de Lise Picard, avec qui nous discuté du dossier.

Merci.

c.c. Hilaire Lemoine
Lise Picard

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 02/14 '97 11:42 ID: DGPALO/OLSPB

D- No.	FILE No.	START TIME	MODE	LOCATION
00	594	02/14 11:41	TX	12049835365

STORE PAGE	TX PAGE	RX PAGE	TOTAL TIME	CODE
3	3	0	00'55"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.



*Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles*

*Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs*

15, rue Eddy
Hull (Québec) K1A 0M5
(819) 994-0943

télexcopie/Fax : le 14 février 1997

1 + pages

À/TO

Bill Balan
Directeur exécutif régional
Région des Prairies et des TNO

tél./tel. : (204) 983.79.08

télec./fax : (204) 983.53.65

DE/FROM

Francis Landry
Agent principal
Région de l'ouest
Opérations et coordination régionale

tél./tel. : (819) 997.75.89

télec./fax : (819) 953.65.80 No 1

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 02/14 '97 11:47 ID: DGPALO/OLSPB

D- FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No. No. TIME			PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00 595 02/14 11:45 TX		14036692809	4	4	0	02'18"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

TÉLÉCOPIE

RÉGION DE L'OUEST

TÉLÉCOPIE :

Destinataire : Lise Picard
téléphone : (403) 669-2805

Date : 14 février 1997

Télex : (403) 669-2809

Pages : 1

Expéditeur : Francis Landry

Objet : FAX à Bill Balan et commentaires sur la lettre relative à l'école française à Yellowknife

NOTES :

Original de FAX

TÉLÉCOPIE

RÉGION DE L'OUEST

TÉLÉCOPIE :

Destinataire : Lise Picard
téléphone : (403) 669-2805

Date : 14 février 1997

Télex : (403) 669-2809

Pages : 1

Expéditeur : Francis Landry

Objet : FAX à Bill Balan et commentaires sur la lettre relative à l'école française à Yellowknife

NOTES :

Ci-joint copie du FAX.

SUBJECT: Changes recommended to the proposed letter from Charles Dent (Minister of Education) to the Minister of Canadian Heritage on the construction of the French school in Yellowknife.

Title : It should read "French School for Yellowknife" as opposed to the NWT.

2nd paragraph

Comment: GNWT's contribution has to be expenses which are normally cost-shared between both governments and associated to a capital project. Therefore, we recommend to eliminate the wording «in-kind contribution».

The paragraph could read as follows «... (GNWT) prepared to support the proposed 4,5 M \$ facility with an estimated 1.5 M \$ ***consisting mainly of the construction site, of all costs associated with preparation of the site, design of facilities and construction contracts, along with the costs involved in connecting the existing facilities to the proposed new school.***

3rd paragraph

Comment: To avoid future problems which might arise between both schools with regard to access to facilities, we recommend that the letter give assurances that it is understood that the Francophone community has full and proper access to the specialty spaces referred to in the previous sentence.

The paragraph could include the following sentence «.....to the existing school». ***We will draw up a protocol to be signed between the two schools to ensure that the French school has proper and full access to the specialty spaces referred above.***

4th paragraph

Comment : the word «expect» doesn't translate the GNWT's full commitment. Furthermore, it is important to avoid future problems that the assurance be given that the facilities will meet any government regulation for kindergarten space etc.

The paragraph could be worded as follows«.... full educational facilities, we ***will ensure the new school will provide community access for adult education programs, space and facilities meeting functional and regulatory requirements for the delivery of early childhood programs.***

Additional paragraph

We suggest that an additional paragraph be included to the effect that the project has received the Francophone community's agreement by way of consultation with principal stakeholders, primarily the parents. This would avoid any future problems with regard to conformity of the

GNWT's proposal with the spirit of Section 23 of the Charter. This agreement could be obtained by way of consultation at a formal meeting with the *Table de concertation de Yellowknife*, which regroups all interested parties, at which the Department of Education could present the project and get the stakeholders agreement to it.

This assurance should be given in the proposed letter and could worded as follows ... ***We can ensure you that the Francophone community has been consulted and fully agree with it and support it.***

02.97

8144.5-96

SUBJECT: Changes recommended to the proposed letter from Charles Dent (Minister of Education) to the Minister of Canadian Heritage on the construction of the French school in Yellowknife.

2nd paragraph

Comment: GNWT's contribution has to be expenses which are normally cost-shared between both governments and associated to a capital project. Therefore, we recommend to eliminate the wording «in-kind contribution».

The paragraph could read as follows «... (GNWT) prepared to support the proposed 4,5 M \$ facility with an estimated 1.5 M \$ *consisting mainly of the construction site, of all costs associated with preparation of the site, design of facilities and construction contracts, along with the costs involved in connecting the existing facilities to the proposed new school.*

3rd paragraph

Comment: To avoid future problems which might arise between both schools with regard to access to facilities, we recommend that the letter give assurances that it is understood that the Francophone community has full and proper access to the specialty spaces referred to in the previous sentence.

The paragraph could include the following sentence «.....to the existing school». *We will draw up a protocol to be signed between the two schools to ensure that the French school has proper and full access to the specialty spaces referred above.*

4th paragraph

Comment: the word «expect» doesn't translate the GNWT's full commitment. Furthermore, it is important to avoid future problems that the assurance be given that the facilities will meet any government regulation for kindergarten space etc.

The paragraph could be worded as follows«.... full educational facilities, we *will ensure the new school will provide community access for adult education programs, space and facilities meeting functional and regulatory requirements for the delivery of early childhood programs.*

Additional paragraph

We suggest that an additional paragraph be included to the effect that the project has received the Francophone community's agreement by way of consultation with principal stakeholders, primarily the parents. This would avoid any future problems with regard to conformity of the GNWT's proposal with the spirit of Section 23 of the Charter. This agreement could be obtained by way of consultation at a formal meeting with the *Table de concertation de Yellowknife*, which regroups all interested parties, at which the Department of Education could present the project

Francis,

13/02/97

Hilarie est tout-à-
fait à l'aise avec
ton paragraphe 2.
S.V.P. informer Risa et

Bill qu'Hilarie
a approuvé cette dé-
marche.

Hilarie n'avait toujours
pas rejoint Bill. Merci
Lise

001056

and get the stakeholders agreement to it.

This assurance should be given in the proposed letter and could worded as follows ... *We can ensure you that the Francophone community has been consulted and fully agree with it and support it.*

FACSIMILE TRANSMITTAL SHEET

FROM: MARIO AUDINO

DATE: Feb-10/97

Department of Canadian Heritage
9th Floor - 457 Main Street
Winnipeg, Manitoba
R3B 3E8

Tel. (204) 983-2592
Fax. (204) 984-6996

NUMBER OF PAGES

(including cover sheet): 4

TO:

Hilaire Lepoint

FAX:

819) 994-0943

For

819) 953-9353

SUBJECT:

French School in New/Letter

MESSAGE:

Please give ^{BILL Balor} a call so that
you can review this letter.

Merci

[Signature]

FACSIMILE TRANSMISSION**DATE:** February 4, 1997**3** pages (including cover page)

TO: Bill Balan 1 (204) 984-2303
Regional Executive Director
Canadian Heritage

FROM: Bruce Evelyn
Senior Capital Planner
Department of Education, Culture and Employment
GNWT, Yellowknife, NT

Message: For your review and comment.

PHONE: (403) 873-7683

FAX: (403) 873-0338

The documents accompanying this transmission contain confidential information intended for a specific individual and purpose. The information is private, and is legally protected by law. If you are not the intended recipient, you are hereby notified that any disclosure, copying, distribution, or taking of any action in reference to the contents of this telecopied information is strictly prohibited. If you have received this communication in error, please notify us immediately by telephone and return the original to us by return mail.

DRAFT

THE HONOURABLE SHEILA COPPS
MINISTER
CANADIAN HERITAGE

Dear Ms. Copps;

French School for the Northwest Territories

The Department of Education, Culture and Employment has been working closely with its partners in Yellowknife to develop a ten-year plan for school facilities. Following months of discussion, I am pleased to say that we have agreed to a proposal that will replace the aging French School in Yellowknife with a new facility. At this time, I would like to enlist your support to help us turn our thoughts and ideas into a workable plan.

The Government of the Northwest Territories and our Yellowknife education partner are committed to this project and are prepared to support the proposed \$4.5 million facility with an estimated \$1.5 million in-kind contribution. Our contribution consists of a donated site, shared teaching, parking and recreation facilities, project management, technical support, course of construction insurance and contract and legal services.

A site has been selected that will be shared with William McDonald School. Although the two facilities will be separate, we anticipate that specialty space such as the gymnasium, and career and technology studies rooms will be shared via a link from the French school to the existing school. We hope to take advantage of lower construction costs by building the facility in a way that makes use of the existing mechanical and electrical systems.

Since the GNWT is committed to the concept of full-service educational facilities, we expect the new school will provide community access for adult education programs, space for early childhood programs and community meeting space, in addition to kindergarten to grade 12 programs.

Although we have conservatively used zero-growth for our Yellowknife enrollment projections, we anticipate the new school will be large enough to accommodate at least 10 years growth. As a result, eligible students and those wishing to transfer over to the new school can do so on the understanding that space will be available. The size of the proposed facility will also make a school addition unnecessary for quite some time.

..12

-2-

The Department of Education, Culture and Employment is requesting financial support from the Department of Canadian Heritage to make this project come to life. I am confident that a partnership between the Federal Government and the Government of the Northwest Territories can make this happen. I look forward to hearing from you soon.

Charles Dent
Minister
Education, Culture and Employment

bc Gary Black, Chairperson, Yellowknife District Education Authority
Jean Francois Pitre, President, Conseil Francophone de Yellowknife
Mike Burns, Project Manager, PW&S, Yellowknife Regional Office
Alastair McLean, Quantity Surveyor, PW&S, Headquarters

Auteur : Lise Picard à YELLOWKNIFE
Date : 97-02-12 16:39
Priorité : Normale
pour Francis Landry à JLS7-HULL
Objet : Re: Commentaires sur lettre relative à l'école

8144-5-96

Je n'ai pas soumis mes commentaires à Bill je lui ai dit que nous
combinerions nos commentaires. Merci d'avoir inclus mes suggestions
Lise

Reply Separator

Subject: Commentaires sur lettre relative à l'école
Author: Francis Landry at JLS7-HULL
Date: 97-02-12 13:58

Lise, ci-joint les commentaires que nous avons remis à Hilaire et qui
seront fort possiblement transmis à Bill Balan. Ils intègrent tes
commentaires, que tu as sans doute déjà soumis à Bill.

1° Lise - pour info
2° Francis - donné

Auteur : Lise Toupin à JLS7-HULL
Date : 97-11-02 17:04
Priorité : Normale
pour : Francis Landry
Objet : Re[3] : Gestion scolaire aux TNO

MERCI Francis

Séparateur Réponse

Objet : Re[2] : Gestion scolaire aux TNO
Auteur : Francis Landry à JLS7-HULL
Date : 31/10/97 08:51

J'ai indiqué 250 000 \$ à Mireille. Avec les 150 000 \$ que l'on donne présentement, cela fait au total 400 000 \$ pour tout. Cela est sûrement assez.

Séparateur Réponse

Objet : Re: Gestion scolaire aux TNO
Auteur : Lise Toupin à JLS7-HULL
Date : 97-10-30 18:39

Merci Francis,

Je pense qu'il faut attendre que Jean-Marie nous approche avec un estimé des coûts plutôt que de le provoquer tout de suite. Pourrais-tu toutefois mentionner à Mireille, dès vendredi, que dans le cadre de l'exercice des pressions financières pour 1998-1999, on devrait prévoir environ (que dire d'environ 200K? ou je te laisse le soin d'évaluer très approximativement le montant) pour la création de la commission scolaire. MERCI

Séparateur Réponse

Objet : Gestion scolaire aux TNO
Auteur : Francis Landry à JLS7-HULL
Date : 30/10/97 12:00

Quelques précisions sur l'état de la situation

Le Comité de la mise en oeuvre de la gestion scolaire (mené par la FFT) a déposé au cours de l'été dernier une demande de création d'une commission scolaire francophone au Ministère de l'Éducation des TNO.

J.-M. Mariez a effectué une analyse de la proposition et a demandé au Comité de lui fournir de plus amples renseignements et d'autres données afin qu'il puisse compléter son analyse.

Le Comité ne lui a toujours pas à ce jour fourni les explications demandées.

Aucun montant n'a été cité par J.-M. Mariez. Je peux par ailleurs le lui demander.

Prochaines étapes

1- une fois les renseignements additionnels reçus, le dossier sera

Vice-première ministre et
ministre du Patrimoine canadien



Deputy Prime Minister and
Minister of Canadian Heritage

Ottawa, Canada K1A 0M5

complété et soumis à l'approbation du Ministre de l'Éducation.
2- La décision du Ministre risque de tarder quelque peu, le temps que certaines choses soient vérifiées à l'intérieur.
selon J.-M., il est trop tôt pour confirmer qu'une demande de fonds supplémentaires à cet égard sera incluse dans sa demande de 1998-1999.

Vice-première ministre et
ministre du Patrimoine canadien



Deputy Prime Minister and
Minister of Canadian Heritage

Ottawa, Canada K1A 0M5

8144-5-96

Lise Tompkins

819-953-9353

DRAFT

*A Roub
A Fournault
A Lussier*

THE HONOURABLE SHEILA COPPS
MINISTER
CANADIAN HERITAGE

Dear Ms. Copps;

Yellowknife
French School for the Northwest Territories

The Department of Education, Culture and Employment has been working closely with its partners in Yellowknife to develop a ten-year plan for school facilities. Following months of discussion, I am pleased to say that we have agreed to a proposal that will replace the aging French School in Yellowknife with a new facility. At this time, I would like to enlist your support to help us turn our thoughts and ideas into a workable plan.

The Government of the Northwest Territories and our Yellowknife education partner are committed to this project and are prepared to support the proposed \$4.5 million facility with an estimated \$1.5 million in-kind contribution. Our contribution consists of a donated site, shared teaching, parking and recreation facilities, project management, technical support, course of construction insurance and contract and legal services.

A site has been selected that will be shared with William McDonald School. Although the two facilities will be separate, we anticipate that specialty space such as the gymnasium, and career and technology studies rooms will be shared via a link from the French school to the existing school. We hope to take advantage of lower construction costs by building the facility in a way that makes use of the existing mechanical and electrical systems.

Since the GNWT is committed to the concept of full-service educational facilities, we *will* expect the new school will provide community access for adult education programs, *space* *for early childhood programs* and community meeting space, in addition to kindergarten to grade 12 programs. *PROTOCOLE DE COLLABORATION ENTRE YKI ET CONSEIL SCOLAIRE*

Although we have conservatively used zero-growth for our Yellowknife enrollment projections, we anticipate the new school will be large enough to accommodate at least 10 years growth. As a result, eligible students and those wishing to transfer over to the new school can do so on the understanding that space will be available. The size of the proposed facility will also make a school addition unnecessary for quite some time.

→ CONSULTATION AVEC LES PARENTS.

..12

-2-

The Department of Education, Culture and Employment is requesting financial support from the Department of Canadian Heritage to make this project come to life. I am confident that a partnership between the Federal Government and the Government of the Northwest Territories can make this happen. I look forward to hearing from you soon.

Charles Dent
Minister
Education, Culture and Employment

bc Gary Black, Chairperson, Yellowknife District Education Authority
Jean Francois Pitre, President, Conseil Francophone de Yellowknife
Mike Burns, Project Manager, PW&S, Yellowknife Regional Office
Alastair McLean, Quantity Surveyor, PW&S, Headquarters

02.97

8144-5-96

OBJET : Étapes liées à la conclusion d'une entente auxiliaire en immobilisation

Ci-après les étapes liées à la conclusion d'une entente auxiliaire relative à la construction d'un projet d'immobilisation.

Étape	Intervenant
Proposition du ministère de l'Éducation des provinces ou territoires	fonctionnaires provinciaux ou territoriaux
Acceptation de la proposition soumise	fonctionnaires fédéraux
Préparation d'un dossier à l'intention de la Ministre du Patrimoine canadien	fonctionnaires fédéraux
Approbation de la contribution X \$ pour le projet envisagé	Ministre du Patrimoine canadien
Préparation des plans et devis	fonctionnaires provinciaux ou territoriaux
Préparation et négociation d'un texte d'entente auxiliaire	fonctionnaires fédéraux et territoriaux
Approbation de l'entente par les services juridiques et financiers du Ministère du Patrimoine canadien	fonctionnaires fédéraux
Approbation et acheminement de l'entente auxiliaire au gouvernement provincial ou territorial	Ministre du Patrimoine canadien
Approbation et signature de l'entente auxiliaire	Ministre provincial ou territorial de l'Éducation
Appel d'offre pour le projet	fonctionnaires provinciaux ou territoriaux

NOTA : Aucun montant visant à couvrir les dépenses de construction proprement dite ne peut être versé à la province ou au territoire avant que les exigences stipulées dans l'entente auxiliaire relativement à la Loi fédérale sur l'environnement n'aient été satisfaites.

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

divers/etapes.wpd

001070

97.02.03

8144-5-96

OBJET : Étapes liées à la conclusion d'une entente auxiliaire en immobilisation

Ci-après les étapes liées à la conclusion d'une entente auxiliaire relative à la construction d'un projet d'immobilisation

Étape	Intervenant
Proposition du ministère de l'Éducation des provinces ou territoires	fonctionnaires provinciaux ou territoriaux
Acceptation de la proposition soumise	fonctionnaires fédéraux
Préparation d'un dossier à l'intention de la Ministre du Patrimoine canadien	fonctionnaires fédéraux
Approbation de la contribution X \$ pour le projet envisagé	Ministre du Patrimoine canadien
Préparation des plans et devis	fonctionnaires provinciaux ou territoriaux
Préparation et négociation d'un texte d'entente auxiliaire	fonctionnaires fédéraux et territoriaux
Approbation de l'entente par les services juridiques et financiers du Ministère du Patrimoine canadien	fonctionnaires fédéraux
Approbation et acheminement de l'entente auxiliaire au gouvernement provincial ou territorial	Ministre du Patrimoine canadien
Approbation et signature de l'entente auxiliaire	Ministre provincial ou territorial de l'Éducation
Appel d'offre pour le projet	fonctionnaires provinciaux ou territoriaux

NOTA : Aucun montant visant à couvrir les dépenses de construction proprement dite ne peut être versé à la province ou au territoire avant que les exigences stipulées dans l'entente auxiliaire relativement à la Loi fédérale sur l'environnement n'aient été satisfaites.

8144-5-96

Télécopie

Destinataire : JEAN-MARIE MARIEZ
Responsable des programmes
de langue française

Télécopie : (403) 873-0109

Objet : Étude environnementale

Date : 5 février 1997

Pages : page(s) y compris la page de garde.

NOTES :

Le Canada ne peut contribuer financièrement à un projet d'immobilisation à moins qu'une étude environnementale ait été menée au préalable pour déterminer l'effet du projet sur l'environnement.

Ci-joint pour ton information copie d'un tableau synoptique pour l'examen préalable.

Je présume que l'on retrouve au sein de votre ministère un service capable de réaliser ce genre d'études.

Francis Landry
Agent principal
Région de l'Ouest

Télécopie :

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 02/05 '97 12:04 ID: DGPALO/OLSPB

D-	FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No.	No.	TIME		PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00	517	02/05 12:03	TX	14038730109	4	4	0	01'20" OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

Télécopie

Destinataire : JEAN-MARIE MARIEZ
Responsable des programmes
de langue française

Télécopie : (403) 873-0109

Objet : Étude environnementale

Date : 5 février 1997

Pages : page(s) y compris la page de garde.

NOTES :



**Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles**

**Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs**

15, Eddy
Hull (Québec)
(819) 994-0943

télécopie/Fax : le 29 janvier 1997

1 + 10 pages

À/TO	DE/FROM
LISE PICARD Agente de programme Bureau de Yellowknife tél./tel. : (403) 669-2805 téléc./fax : (403) 669-2809	LISE TOUPIN Gestionnaire Opérations et coordination régionale tél./tel. : (819) 994-3507 téléc./fax : (819) 953-6580

Tel que discuté.

*transmis
Copie de l'entente auxiliaire relative à la
construction de l'École Smité Tremblay à titre
d'exemple.*

*** TRANSMISSION REPORT ***

8144-5-96

PRINT TIME 01/29 '97 15:52 ID: DGPALO/OLSPB

D- FILE START MODE LOCATION
No. No. TIME
00 500 01/29 15:45 TX 14036692809

STORE TX RX TOTAL CODE
PAGE PAGE PAGE TIME
11 11 0 06'28" OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.



*Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles*

*Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs*

15, Eddy
Hull (Québec)
(819) 994-0943

télécopie/Fax : le 29 janvier 1997

1 + 10 pages

À/TO	DE/FROM
LISE PICARD Agente de programme Bureau de Yellowknife	LISE TOUPIN Gestionnaire Opérations et coordination régionale
tél./tel. : (403) 669-2805 téléc./fax : (403) 669-2809	tél./tel. : (819) 994-3507 téléc./fax : (819) 953-6580

*** TRANSMISSION REPORT ***

8144-5-96

PRINT TIME 01/29 '97 15:44 ID: DGPALO/OLSPB

D-	FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No.	No.	TIME		PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00	499	01/29 15:41	TX	11	11	0	02'54"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.



*Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles*

*Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs*

15, Eddy
Hull (Québec)
(819) 994-0943

télocopie/Fax : le 29 janvier 1997

1+ 10 pages

À/TO JEAN-MARIE MARIEZ Responsable des programmes de langue française Gouvernement des TNO tél./tel. : (403) 920-8992 téléc./fax : (403) 873-0109	DE/FROM LISE TOUPIN Gestionnaire Opérations et coordination régionale tél./tel. : (819) 994-3507 téléc./fax : (819) 953-6580
--	---

Tel que discuté.

Auteur : Lise Toupin à JLS7-HULL
Date : 97-01-27 15:48
Priorité : Haute
Accusé de réception demandé
pour : Francis Landry, Lise Picard à YELLOWKNIFE
Objet : TNO - suivis

8144-5-96

Suite à une discussion avec Jean-Marie (JM) ce matin, nous nous sommes entendus sur les points suivants ;

1. entente bilatérale

- JM s'est dit prêt à regarder l'ébauche de l'entente sans qu'aucune mention ne soit faite au sujet des autochtones. Il pense aussi qu'il pourrait soulever à nouveau l'inclusion des autochtones lors du renouvellement du protocole et dans le cadre de la prochaine génération d'ententes.

Suivi : lui faire parvenir copie du texte pour son approbation (voir modèle de lettre qui accompagnait les ébauches d'entente dans les 3 provinces de l'Ouest auprès de Lucie)

✓ 2. école

- après la rencontre avec le Conseil scolaire qui a eu lieu ce lundi, JM s'apprête à nous faire une proposition en bonne et due forme; je pense qu'il comprend qu'il y a beaucoup d'étapes à franchir. Il a aussi parlé de démarches à faire avec la ville etc.. Je lui ai mentionné que tu avais préparé à des fins d'information seulement un document interne qui précise les étapes à suivre.

- Il prépare aussi une ébauche de sa demande annuelle qui souhaite discuter avec nous le 24 février. Je lui ai demandé de nous faire parvenir cette info quelques jours avant notre rencontre pour fins d'analyse.

Suivi : lui faire parvenir le modèle d'une entente auxiliaire (il a celui de la Sask. pour l'école Bellegarde) et la fiche que tu as préparé quant aux étapes à suivre pour info seulement.

S.V.P. t'assurer de transmettre aussi les documents envoyés à JM à Lise Picard pour son information et discussion. MERCI

N.B.

1. Il sera de retour au bureau mercredi matin.

2. Aucune rencontre prévue avec le ministère de l'éducation lors du passage de Bill Balan cette semaine.

- 2 -

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Sous-ministre,

Original Signed By
J. HAMMERSMITH

Jerry Hammersmith

- HC/
- c. M. Ken Woodley, Surintendant, YDEA
M. Hilaire Lemoyne, Directeur général, PLOE, Patrimoine canadien
M. Bruce Evelyn, Directeur, Planification immobilières et des Services, ECE

**FILE COPY***Conseil scolaire francophone de Yellowknife**8144-5-96*

January 16, 1997

Dr. Ken Woodley
Superintendent
Yellowknife Education District No. 1
PO Box 788
Yellowknife, NT X1A 2N6

re: new school for Allain St-Cyr

Dear Mr. Woodley,

The Conseil scolaire francophone de Yellowknife has passed a resolution at his meeting of January 15, 1997, accepting the offer of Yellowknife District No. 1, to build the new École Allain St-Cyr at the William McDonald School site.

The Conseil would like to thank you and the Board and is looking forward for the planning of this project.

Sincerely yours,

Le Président du Conseil scolaire de Yellowknife,


Jean-François Pitre

cc: M. Farrow, ECE
B. Evelyn, ECE

**YELLOWKNIFE EDUCATION DISTRICT NO. 1
OF THE NORTHWEST TERRITORIES**

BOX 788
YELLOWKNIFE, N.W.T.
X1A 2N6
(403) 873-5050
FAX 873-5051

January 15, 1997

Jean-François Pitre
Conseil scolaire francophone de Yellowknife
5622, avenue 51 A
YELLOWKNIFE, NT X1A 1G4

Dear Mr. Pitre:

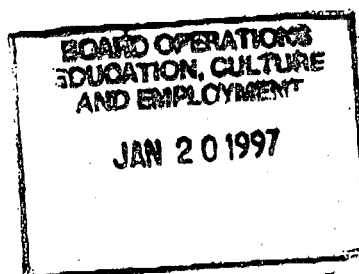
I am pleased to inform you that the Yellowknife Education District No. 1 Board of Trustees has passed a resolution offering the Conseil scolaire francophone de Yellowknife the opportunity to build the new Ecole Allain St. Cyr at the William McDonald School site. This is in keeping with our previous conversations on the matter, and we are looking forward to your decision with respect to our offer. Once you have reached a decision, and should you accept to build the new school at the William McDonald site, please contact us immediately so that we may proceed with the planning and architectural phase of this project.

I trust the foregoing meets with your approval.

Sincerely yours,

Ken Woodley, Ph.D.
Superintendent of Education
KW/ss

cc: M. Farrow, ECE
B. Evelyn, ECE





Northwest Territories Education, Culture and Employment

Fax 819 953 6580

3 pages

Bonjour Francis,

Je te télécopie les 2 lettres qui peuvent maintenant mettre
en branle le processus de demande de financement au
Ministère du Patrimoine Canadien. Pourrais-tu m'indiquer
le processus exact à suivre pour les démarches -

Je t'appelle d'ici quelques minutes - A tantôt!

8144-5

Dossier École Allain St-Cyr
Yellowknife, Territoires du Nord-Ouest
Janvier 1997

Le 10 janvier 1997 le Conseil scolaire a rencontré le ministère de l'Éducation du GTNO pour discuter de la nouvelle École Allain St-Cyr. ✓

Tout ce qui suit m'a été transmis verbalement par le président du conseil scolaire. Tout est à confirmer par écrit, nous n'avons reçu aucun document officiel du Ministère de l'Éducation ou du Conseil scolaire.

Le ministère a informé le Conseil que la nouvelle École pourrait être bâtie adjacente à l'école "junior high" William MacDonald. L'École Allain St-Cyr serait une aile de l'école anglophone et y serait reliée par un couloir. Le conseil demande que l'École ait son entrée, sa cour de récréation son stationnement. Les élèves de l'école Allain St-Cyr utiliseraient le gymnase, la classe de sciences domestiques et la classe d'arts industriels de l'École William MacDonald.

Le conseil tient à avoir la garderie dans l'École et une grande salle communautaire.

La construction de cette aile ne devrait pas être trop coûteuse car la plupart des systèmes (eau, chauffage, électricité) pourraient se greffer au système central de l'École William MacDonald qui avait été construite en prévision d'une plus grande école.

Le conseil aimerait voir la construction démarrer le plus tôt possible.

Les étapes suivantes restent encore à franchir dans ce dossier :

1-Officialiser cette proposition

2-L'Offre doit être acceptée par le Conseil, le Conseil a demandé l'appui technique de Travaux Publics pour réviser les plans. J'attends de recevoir les plans et je les ferai parvenir à Bill Roger de Travaux publics, Edmonton, qui a accepté de les réviser (41-42). À la lumière des révisions de Travaux Publics et d'autres opinions d'experts le Conseil fera une proposition aux parents. Je pense que les parents se renseigneront auprès de la CNPF à savoir si le critère homogénéité de l'École Allain St-Cyr sera respecté avec la formule proposée i.e. une aile francophone d'une école anglophone ou peut-être éventuellement d'immersion.

3-Patrimoine décidera si la contribution du GTNO est considérée comme suffisante dans ce projet. La valeur de leur contribution est à déterminer officiellement. À première vue il s'agit d'un terrain et du partage d'un gymnase, quelques salles de cours et l'accès aux systèmes centraux. Ex fournaises, panneaux électriques etc..

C'est tout pour le moment.

07.01. 97

Le Ministère est très conscient que la création par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest de deux conseils scolaires ne répond pas aux aspirations de la communauté francophone et du point de vue de plusieurs sur la conformité de cette forme de gestion scolaire à l'égard du respect de l'article 23 de la Charte. Cette question toutefois est loin de faire l'unanimité chez les conseillers juridiques.

Le Ministère a toujours appuyé et continue à appuyer par l'entremise de son Programme des langues officielles dans l'enseignement toute initiative de la part du gouvernement territoriale visant à mettre en place la gestion scolaire francophone

Tout récemment, la communauté franco-TéNoise tenait un Sommet sur l'éducation en français. Le Ministère continuera à apporter son aide à la communauté francophone dans ses démarches visant à faire reconnaître et valoir ses droits à la pleine gestion scolaire, tout en collaborant avec le gouvernement territorial pour accroître les programmes et services en matière d'enseignement dans la langue de la minorité.

8144-6-96

- 3 -

The government of Ontario has not yet shown its hand with regard to school governance, although its public discourse has referred to overall restructuring, to the inclusion of 15 French-language school boards in any new alignment and to the establishment of a fair funding system to replace the present inequitable one. There were rumours that the province might follow New Brunswick's example and abolish all school boards, but these have to some degree been denied. I met with the Minister of Education, Mr. John Snobelen, early in his mandate, and have written to him since, making the same offer of the cooperation of my legal services as in Nova Scotia and Newfoundland. He has just written back and indicated the possibility of a meeting in the New Year.

The situation in Manitoba is somewhat vexed. A province-wide Francophone school board has been created and is functioning. In its first year it incurred a million-dollar deficit (and deposed its president and executive director), but this was attributed primarily to start-up costs together with the fact that the federal funding available was divided into equal annual sums and therefore did not take those greater initial expenditures into account. The financial problems are persisting, however, and the Commission nationale des parents francophones has stated to me that the board ranks 48th out of the 49 in Manitoba (the 49th is an Aboriginal board) in provincial financial support. I am following this matter as well.

The French-speaking community of British Columbia received, as you know, a favourable judgment from the provincial Supreme Court. The government did not appeal the verdict, and the delays have now expired. The court directed the government to bring in legislation before the end of the next legislative session, but nothing has happened so far.

France The government of the Northwest Territories created a Francophone school board, but not in conformity with Section 23 of the Charter. The French-speaking community is looking at legal recourse, and a member of our legal staff has twice gone to meet with them as a resource person.

Allow me finally to share with you a concern which I have brought to the attention of the Prime Minister and of other members of Cabinet. The federal government is in the process of concluding agreements with various provinces for the devolution of human resources training. The one accord I have seen so far, that with Alberta, states simply that training will be provided in the minority official language where numbers warrant. This non-specific generality is causing anxiety throughout the minority communities, notably in Quebec, and I have received complaints from more than one part of Canada and have undertaken to investigate them. You may recall that two years ago I received a complaint in this area from l'Association canadienne-française de l'Ontario, and the investigation revealed a grave discrepancy, both quantitative and



Patrimoine canadien Canadian Heritage

8144 - 6 - 96

JAN - 8 1997

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Daniel Auger
Président
Fédération Franco-Ténoise
C.P. 1325
Yellowknife, T.N.-O.
X1A 2N9

Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre du 2 décembre dernier dans laquelle vous m'informiez des résultats du Sommet 1996 sur l'éducation en français dans les Territoires du Nord-Ouest. Je suis heureux d'apprendre que l'événement s'est avéré un succès et qu'il a donné lieu à un plan d'action concret visant à permettre à la communauté l'accès à des établissements d'enseignement homogènes ainsi qu'à la pleine gestion de ceux-ci.

Je suis sensible aux efforts particuliers qui seront exigés de votre organisme pour mener à terme la campagne de sensibilisation et de concertation envisagée auprès des parents francophones et des coûts afférents à une telle opération. Toutefois, le ministère ne peut malheureusement acquiescer favorablement à votre demande d'aide financière de 18 000 \$ soumise. La communauté franco-ténoise devra donc dégager à même le budget de l'entente Canada-communauté la somme nécessaire pour financer cette activité jugée hautement prioritaire ou encore envisager d'autres sources de financement.

Je vous invite à explorer notamment avec les fonctionnaires du gouvernement territorial la possibilité que des fonds non utilisés de l'entente Canada-Territoires du Nord-Ouest sur les langues officielles et les langues autochtones soient, encore cette année, affectés au Programme de développement culturel et communautaire.



- 2 -

Je voudrais en terminant souhaiter, à vous et à vos collègues, mes meilleurs voeux de succès dans la réalisation de votre activité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur général,
Programmes d'appui aux langues officielles



Hilaire Lemoine

c.c. Lise Picard

8144-5-96

live



Northwest
Territories Education, Culture and Employment

JAN 23 1997

M. Jean-François Pitre
Président
Conseil scolaire francophone de Yellowknife
5622 avenue 51A
Yellowknife, T.N.-O., X1A 1G4

Monsieur,

Objet: Réunion du 10 janvier 1997, sur la planification immobilière des écoles à Yellowknife

Je tiens à vous remercier ainsi que votre équipe pour votre participation à la réunion du 10 janvier 1997, sur la planification immobilière des écoles à Yellowknife. Cette rencontre a permis au Ministère de répondre aux mémoires présentés par les partenaires en éducation, lors de la réunion qui se déroula à Trapper's Lake, en novembre dernier.

Il fut entendu qu'en l'absence de sites de construction à Yellowknife, que la meilleure solution durable serait de construire la nouvelle école Allain St-Cyr sur le site de l'école William MacDonald. Il fut aussi entendu qu'une demande écrite formelle de la part du Yellowknife District Education Authority était nécessaire pour ce projet. Nous avons reçu cette demande du YDEA. Il s'agit en fait de l'acceptation écrite de la demande faite sans réserve par le Conseil scolaire francophone de Yellowknife pour ce projet. Nous allons dès maintenant en aviser le Ministère du Patrimoine canadien.

Je suis extrêmement heureux qu'après un certain temps, un édifice permanent pour l'école francophone est entrain de devenir réalité. Mon personnel fera diligence pour s'assurer qu'une planification détaillée puisse être entreprise dès que possible.

Ceci conclut la première phase des rencontres formelles du Comité de planification immobilières de Yellowknife. Les partenaires impliqués vont dès maintenant débiter leurs travaux de planification pour chacun des projets. Tel qu'entendu, il s'avérera utile que le Comité au complet se rencontre à nouveau, probablement en mai prochain, afin de pouvoir revoir ensemble les progrès effectués dans les différents projets et entrevoir du même coup une plus large vision d'avenir.

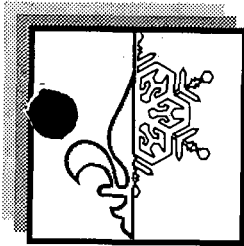
.... / 2



pour info .

On s'en parle avant la
rencontre avec Jean. Marie .

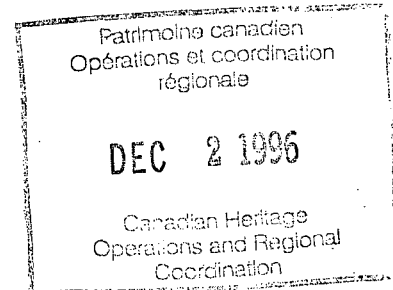
Il faudrait prévoir faire le point
avec M^{lle} Picard aussi / 001089 v



La Fédération Franco-TéNOise

Le 2 décembre 1996

Monsieur Hilaire Lemoine
Directeur général
Programme d'appui aux langues officielles
Ministère du Patrimoine canadien



Objet : gestion scolaire

Cher Monsieur,

Nous sommes heureux de vous informer que le Sommet 1996 sur l'éducation en français dans les Territoires du Nord-Ouest fut un véritable succès. Au-delà de cinquante personnes y ont participé du 21 au 23 novembre, qui représentaient vingt associations, ou groupes, ou ministères. Dont, bien sûr, celui du Patrimoine canadien.

Cette conférence revêt une importance majeure dans le cours du développement de la communauté franco-ténoise. Les délégués de chaque composante du réseau associatif se sont penchés sur l'épineuse question de la gestion scolaire, ont pris connaissance des droits dévolus aux minorités de langue officielle en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés* et de la loi sur les langues officielles, ont reconnu le soutien administratif, politique, et financier dont ces communautés bénéficient de la part du Gouvernement du Canada, ont constaté l'échec de leurs efforts en matière d'accès à de véritables établissements homogènes et à leur pleine gestion.

À cet égard le Sommet a galvanisé les énergies, imprimé un nouvel élan à la lutte pour la gestion scolaire. Dans cette perspective un plan d'action à moyen terme fut adopté, dont la Fédération Franco-TéNOise s'est engagée à assurer l'actualisation et le financement. Un nouvel agent de développement, entré en fonction le 25 novembre, contribuera à cet effort aux frais de la F.F.-T.

Nombreux sont les parents francophones qui hésitent cependant à adhérer à la stratégie envisagée. On connaît mal les enjeux, on éprouve de la difficulté à mesurer les risques, on souhaite en savoir davantage sur les avantages et inconvénients des différentes options. Parallèlement à la réalisation du plan d'action une intense campagne d'information, de sensibilisation, et de formation s'impose à très court terme, qui alimentera le réflexion des parents francophones de

Hay River, de Fort Smith, d'Iqaluit, et de Yellowknife. Une opération de concertation suivra de peu, car la convergence des aspirations s'avère ici d'une importance capitale.

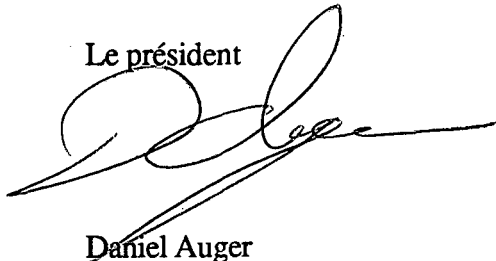
Or, les fonds manquent pour ce faire : l'organisation du Sommet a requis la fusion du budget de deux projets d'intérêt territorial et celui de deux projets d'intérêt local. Imprévues dans les programmations de développement 1996-1997, la campagne de sensibilisation et l'opération de concertation risquent, si elles sont reportées de quelques mois, de voir compromises leurs chances de succès par une perte du *momentum*. En outre, l'échéance du 31 mars 1999 nous interdit tout retard dans la mise en œuvre de cette stratégie, dont n'est pas exclu un éventuel recours judiciaire.

Dans ces conditions, la communauté franco-ténoise adresse au ministère du Patrimoine canadien une demande de soutien financier de l'ordre de 18 000\$, qui assurera presque exclusivement la couverture de frais de déplacement et de séjour, considérant l'étendue du territoire et la fragmentation de la communauté.

Croyez bien, Cher Monsieur, que les Franco-ténoises et les Franco-ténois apprécient l'intérêt que vous témoignez sans relâche à l'égard du sort de leur communauté. Ne doutez pas par ailleurs qu'elles et qu'ils ne ménageront aucun effort pour assurer à leur enfants et à ceux des arrivants les conditions indispensables à l'éducation en français et à la promotion de leur culture.

Veuillez agréer, Cher Monsieur, l'expression de nos salutations les plus cordiales.

Le président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Daniel Auger', with a long horizontal stroke extending to the right.

Daniel Auger

DA/dl

2
Author: Francis Landry at JLS7-HULL
Date: 97/01/07 14:52
Priority: Normal
TO: Lise Toupin
Subject: Re: Lettre à D. Auger

8144-6

Bonnes nouvelles.

Forward Header

Subject: Re: Lettre à D. Auger
Author: Lise Picard at YELLOWKNIFE
Date: 97-01-07 12:30

Bonjour Francis

JE viens tout juste de parler à Denise Canuel qui est revenue de vacances aujourd'hui..Daniel Lamoureux a été informé avant Noël qu'une somme semblable à celle de l'année passée i.e. \$ 300,000 serait alloué aux PDCC. Cependant cette somme ne peut être confirmée tant qu'elle n'a pas été approuvée par le cabinet des TNO ce qui se fera peut-être cette semaine

Ainsi à la lumière de ces informations je pense que la lettre est appropriée.

à bientôt

Lise

Reply Separator

Subject: Lettre à D. Auger
Author: Francis Landry at JLS7-HULL
Date: 97-01-06 09:18

Ci-joint la lettre que j'ai préparée. As-tu des commentaires/suggestions à me faire? Je vais la soumettre pour à Hilaire pour signature ce soir.

Aussi, à quand encore la prochaine conférence téléphonique avec Paul Lecomte? je ne peux pas mettre la main sur mes notes.

Merci et à bientôt.



BREFFAGE TNO Mise à jour des dossiers relatifs aux TNO : le 21 novembre 1996

Dossier communautaire/LOE - école communautaire de Yellowknife

- Le dossier progresse lentement depuis deux ans et ce fut très intéressant à suivre... déchirement au sein de la communauté, chantage par certaines personnes clés, accusation de patrimoine par le Ministre de l'éducation, coulage d'information, etc.
- Après plusieurs revirements la communauté a demandé un CSC; nous avons avancé du financement à 50/50 avec maximum de 3M\$; le GTNO a refusé tout financement à plusieurs reprises; on leur a dit de nous faire une offre, n'importe laquelle et on a toujours rien eu; le GTNO dit qu'on a financé à 100% ailleurs.
- Hilaire est allé tiré tout ça au clair dernièrement : il a confirmé que les portatives de Allain St-Cyr sont très misérables; il y aurait peut-être une solution du côté d'un édifice à rénover ou de la construction d'une aile près d'une école secondaire. Deux étapes à venir : GTNO doit décider de l'allocation des infrastructures (pour tous les intervenants de Yellowknife) d'ici peu et offrir une solution aux parents et Sommet en éducation où les parents doivent décider de l'avenir de la gestion scolaire. On verra ensuite si la communauté s'entend pour procéder à la construction ou la rénovation de quelque chose toujours à l'intérieur du 3M\$; le GTNO fournirait le terrain.
- Une fois ce dossier réglé (si jamais) ce sera le tour des parents d'Iqaluit qui se plaignent de plus en plus de leur situation.

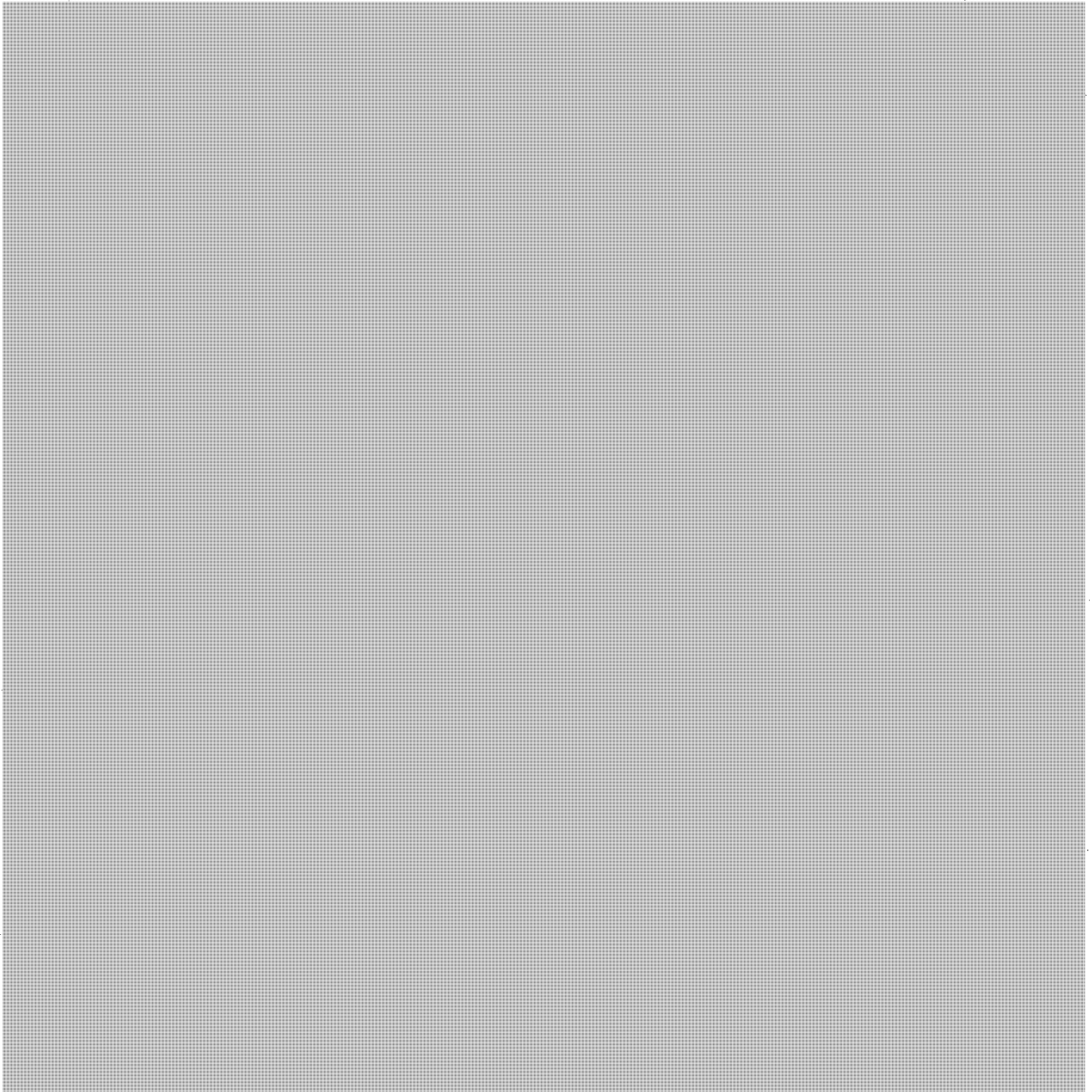
BREFFAGE TNO Mise à jour des dossiers relatifs aux TNO : le 21 novembre 1996

Dossier communautaire/LOE - gestion scolaire

- Les TNO ne font pas partie des mesures spéciales (à leur grand regret) mais on appuie la gestion scolaire via les fonds supplémentaires.
- Ils ont une gestion partielle de leurs écoles et deux conseils scolaires (qui dépendent d'une commission scolaire anglaise) sont en place à Yellowknife (École Allain St-Cyr env. 60 étudiants) et Iqaluit (Programme français de Nakasuk env. 30 étudiants) avec conseillers élus; ces conseils ont quand même assez de pouvoirs pour contrôler leurs affaires mais pas tous les pouvoirs.
- Le conseil de Yellowknife date de plusieurs années ce qui explique en partie financement plus élevé (voir tableaux LOE). La communauté demande sans cesse d'avoir les budgets que notre Ministre approuve pour vérifier les allocations qu'elle reçoit; on les réfère à Jean-Marie et ça nous revient par après. La question de la transparence ne semble jamais se régler...
- Une nouvelle loi scolaire est en place depuis un an et une nouvelle réglementation depuis l'été; dans tous les cas les parents ont participé au processus mais n'ont pas obtenu satisfaction complète; notre Ministre est intervenu (voir correspondance); leurs avocats étudient la chose et nos avocats de Justice aussi; Justice nous a remis deux avis écrits qui disent que même si la Loi et le règlement ne sont pas généreux et que le Ministre a un important pouvoir discrétionnaire, ces documents ne contreviennent pas en soi à l'article 23; ils nous ont fait des commentaires verbaux dernièrement (voir breffage pour Hilaire).
- Le Sommet en éducation de cette semaine a pour but de réunir tous les intervenants en éducation et de décider quelle avenue les parents devraient prendre (statu quo, réactiver poursuite judiciaire, demander modifications au règlement, etc). Nous avons décliné une invitation d'y participer et Lise Picard représentera Patrimoine.

14.11.96

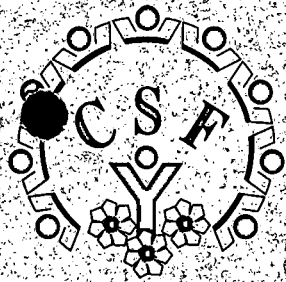
Commentaires de Bruno Thériault, conseiller juridique, sur la



8144-6-56

Commentaires de Bruno Thériault, conseiller juridique, sur la





Conseil scolaire francophone de Yellowknife

Le 7 octobre 1996

Hilaire Lemoine
Directeur général
Direction générale des programmes d'appui aux langues officielles
Édifice Jules Léger
Terrasse de la Chaudière
Pièce 7C35
15, rue Eddy
Hull (Québec) K1A 0M5

Monsieur le Directeur général,

Le Conseil scolaire francophone de Yellowknife ainsi que l'Association des parents francophones tiennent à vous remercier très chaleureusement de votre visite à Yellowknife.

Les parents, de même que la population francophone qui croient à la nécessité d'un Centre scolaire francophone et qui y travaillent depuis plusieurs années ont apprécié votre appui et votre enthousiasme.

Comme vous le savez la minorité francophone de Yellowknife met toute son énergie à améliorer la qualité de vie de sa communauté. La sympathie que vous nous avez manifestée nous stimule et nous incite à poursuivre notre action.

Nous vous remercions encore et espérons vous accueillir dans notre nouvelle école lors de votre prochain voyage à Yellowknife.

Le Président du Conseil scolaire
Yellowknife,

Jean-François Pitre

La Présidente de l'Association des
parents francophone de Yellowknife,

Nicole Wallbridge

*briefing pour l'Italie
octobre 1996*

GESTION SCOLAIRE

- Il y a deux conseils scolaires aux TNO, un à Yellowknife et un à Iqaluit. Ces conseils dépendent d'une commission anglophone et ont droit à une gestion partielle de leurs affaires. Les conseils scolaires sont généralement frustrés de ne pouvoir participer directement aux négociations touchant leurs budgets.

- Conseil scolaire francophone de Yellowknife (voir article de journal annexé)

Jean-François Pitre	Président
Anne Bérubé	Vice-présidente
Tshitende Kasongo	Trésorier
André Corriveau	Conseiller
Benoît Boutin	Conseiller

Conseil scolaire francophone d'Iqaluit

Daniel Cuerrier	Président
Claude Martel	Conseiller
Jean Carrignan	Conseiller
Gilles Verreault	Conseiller

Comité de parents de Yellowknife

Nicole Wallbridge	Présidente
Linda Mac Donald	Vice-présidente
Christiane Lacasse-Clark	Conseillère
Michèle Roussy	Conseillère

Comité de parents d'Iqaluit

Thérèse Danis	Présidente
Hélène Lévesque	Conseillère
Carolina Fleury	Conseillère

- Loi en éducation** : une nouvelle loi en éducation a été adoptée par le gouvernement des TNO en juin 1995 et la réglementation a été adoptée au cours de l'été 1996. Les parents ont été consultés tout au long du processus mais les recommandations qu'ils ont faites n'ont pas été prises en considération par le Ministère. Si bien que les parents ne sont pas satisfaits de la loi. Les parents sont d'avis que la loi laisse trop de pouvoir discrétionnaire au ministre. Les avis légaux que Patrimoine a reçu du ministère de la Justice concordent avec ceux des parents mais déclarent que la loi ne contrevient pas à l'article 23.

- **Réglementation** (voir copie annexée) : la réglementation adoptée à l'été semble avoir été amendée à la dernière minute pour inclure des conditions sévères (i.e. 500 + élèves) pour justifier l'établissement d'une commission scolaire. J'ai demandé une analyse de Justice. Cela confirme toutefois la position prise par le ministre Dent à l'effet qu'il est beaucoup plus économique de fonctionner avec deux conseils scolaires comme présentement (voir lettre et articles annexés).

- **Sommet en éducation** : les parents et tous les intervenants au dossier éducation tiendront un sommet en éducation vers la fin de novembre 1996. On y traitera des responsabilités respectives des comités de parents, des conseils scolaires et de la FFT. On discutera de la commission scolaire territoriale, de la loi en éducation et de l'avenir de l'éducation des francophones aux TNO.

Post-It® Fax Note	7671	Date	10/09/96	# of pages	2
To	J. Gilles Francoeur	From	R. Picard		
Co./Dept.		Co.			
Phone #		Phone #			
Fax #	819-953-6580	Fax #			

L'AQUILON, 20 SEPTEMBRE 1996

3

Assemblée générale annuelle des parents francophones de Yellowknife Les enfants entre de bonnes mains

Les parents francophones de Yellowknife se sont réunis le 11 septembre dernier pour discuter... d'éducation

L'Association des parents francophones de Yellowknife (APFY) tenait son assemblée générale an-

communautaire, l'enseignement religieux à l'école Allain St-Cyr et le dossier de la gestion scolaire. Elle en a aussi profité pour annoncer l'arrivée de la trousse de sensibilisation réalisée au niveau national et adaptée aux institutions scolaires francophones des TNO.

La question de l'enseignement religieux n'a toujours pas fait l'objet d'une décision mais les parents intéressés devraient bientôt se rencontrer à ce sujet. Selon Mme Walbridge, il existe des solutions dans les autres provinces et territoires dont les parents pourraient s'inspirer.

Le dossier de la gestion scolaire est quant à lui beaucoup plus compliqué notamment avec l'adoption de la nouvelle réglementation de la loi scolaire des TNO. Jean-Marie Mariez ayant attiré l'attention des parents sur les nouveaux pouvoirs du conseil scolaire, il est vite devenu évident que les parents se devaient d'étudier la réglementation de façon plus approfondie. Un colloque en éducation portant sur la gestion scolaire aura lieu en novembre. Les parents ont vu la né-



Christiane Lacasse-Clark

cessité d'organiser une rencontre préalable afin de mieux maîtriser ce sujet difficile.

L'APFY a présenté un surplus budgétaire d'un peu plus de 5000 \$ aux membres. La présidente de l'association a indiqué que ce surplus sera affecté à une opération de levée de fonds pour le centre scolaire communautaire.

La présidente du conseil scolaire francophone de Yellowknife a aussi fait rapport aux parents. Elles les a informés des nouvelles structures physiques et du personnel pour l'école Allain St-Cyr. Au moment

de présenter le budget annuel du Conseil scolaire, plus d'un demi-million annuellement en incluant les coûts d'opération de l'école Allain St-Cyr, certaines lacunes du système de gestion partielle sont apparues.

Plus d'un parent ont été étonnés lorsqu'ils ont appris que la petite école Allain St-Cyr contribuait le tiers de l'ensemble du budget de recrutement de toute la commission scolaire no 1 de Yellowknife. Chaque année, l'école Allain St-Cyr fournissait 20 000 \$ à ces frais alors que le budget total de la commission scolaire était d'environ 60 000 \$.

Le conseil scolaire a d'ailleurs attiré ce fait à l'attention de YK1 étant donné qu'il se fait rarement plus d'un recrutement par année pour l'école. Le conseil n'a cependant qu'un contrôle limité des budgets. Malgré tout, ils ont réussi cette année à compenser ce trop payé en

obtenant 0,3 ressources humaines supplémentaires. Diligence et attention sont donc de mise pour tout

Michèle Roussy
futur conseil scolaire.

La soirée s'est terminée alors que les deux organismes ont procédé aux élections du comité exécutif de l'APFY puis aux élections aux postes de conseillers scolaires.

Alain Bessette



Nicole Wallbridge

nuelle. De plus, le conseil scolaire francophone de Yellowknife (CSFY) venait y rencontrer les parents tout en y tenant ses propres élections au postes de conseillers scolaires francophones.

La présidente de l'APFY, Nicole Wallbridge, a fait un bref survol des activités de l'APFY au cours de la dernière année, notamment le dossier du centre scolaire

données sans que les propriétaires ne prennent la responsabilité des vers le nord par la rivière

Le nouveau conseil scolaire de Yellowknife



Jean-François Pitre



André Corriveau



Anne Bérubé



Tschitande Kasongo



Benoît Boutin

K7R 2E1
i Lefebvre



Northwest
Territories Canada

Registered in the
Regulations Register
Aug 23 1996
under registration
number R-1166-96

Inscrit au
registre des règlements
le 23 août 1996
n° d'enregistrement
R-1166-96

Filed by *LP*

Déposé par *LP*

Philippe Ryan
Registrar of Regulations
Régistrateur des règlements

EDUCATION ACT

FRENCH FIRST LANGUAGE EDUCATION REGULATIONS

The Minister, under section 151 of the *Education Act* and every enabling power, makes the *French First Language Education Regulations*.

Interpretation

1. In these regulations.

"Act" means the *Education Act*; (*Loi*)

"French first language instruction" means instruction in the education program in French but does not include a French immersion program or the teaching of French as a second language. (*enseignement en français langue première*)

Establishment of Program

2. (1) Where the Minister determines that the right under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* of French first language instruction applies in an education district, the Minister shall direct the District Education Authority for that education district to establish a program of French first language instruction.

(2) In order to determine whether the right under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* of French first language instruction applies in an education district, the Minister shall consider

- (a) the existence of a program of French first language instruction in a neighbouring education district;
- (b) the number of and ages of eligible children in the education district;
- (c) the number of and ages of the eligible children in a neighbouring education

RÈGLEMENT SUR L'INSTRUCTION EN FRANÇAIS LANGUE PREMIÈRE

Le ministre, en vertu de l'article 151 de la *Loi sur l'éducation* et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur l'instruction en français langue première*.

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

«enseignement en français langue première» S'entend de l'enseignement d'un programme d'enseignement en français, à l'exclusion du programme d'immersion en français ou de l'enseignement du français langue seconde. (*French first language instruction*)

«Loi» La *Loi sur l'éducation*. (*Act*)

Création du programme

2. (1) Lorsqu'il conclut à l'exercice du droit reconnu par l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* à l'enseignement en français langue première dans un district scolaire, le ministre ordonne à l'administration scolaire de ce district de créer un programme d'enseignement en français langue première.

(2) Afin de vérifier si le droit reconnu par l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* s'applique à l'enseignement en français langue première dans un district scolaire, le ministre tient compte :

- a) de l'existence d'un programme d'enseignement en français langue première dans un district scolaire avoisinant;
- b) du nombre d'enfants qui satisfont aux conditions requises dans le district



- district;
- (d) the number of potential registrations of children in the education district and of children in a neighbouring education district; and
 - (e) the distance over which eligible children would have to be transported.

3. Where a program of French first language instruction is established, the Minister and the District Education Authority shall make every effort to continue that program for a minimum of three years.

Comités de parents francophones

4. (1) Where a program of French first language instruction exists and a *conseil scolaire francophone* or *commission scolaire francophone de division* is not established in respect of that program, three or more parents of children eligible for the program may, in writing, request the District Education Authority responsible for the education district in which the parents reside to establish a *comité de parents francophones*.

(2) A District Education Authority receiving a request under subsection (1) shall establish a *comité de parents francophones*.

(3) A District Education Authority may establish more than one *comité de parents francophones* in an education district, but no more than one *comité de parents francophones* may be established in respect of any one school.

(4) A *comité de parents francophones* shall make by-laws and policies to govern the conduct of its business that are consistent with the Act and the regulations made under the Act.

Conseils scolaires francophones

5. (1) A District Education Authority shall establish a *conseil scolaire francophone* where a *comité de parents francophones* has been in existence for at least one school year and the *comité de parents francophones* requests, in writing, that the District

- scolaire et de leur âge;
- c) du nombre d'enfants qui satisfont aux conditions requises dans un district scolaire avoisinant et de leur âge;
 - d) du nombre probable d'enfants inscrits dans le district scolaire et dans un district scolaire avoisinant;
 - e) de la distance à parcourir pour transporter les enfants qui satisfont aux conditions requises.

3. Le ministre et l'administration scolaire de district font tous les efforts possibles pour maintenir pendant une période minimale de trois ans le programme d'enseignement en français langue première.

Comités de parents francophones

4. (1) Lorsqu'il existe un programme d'enseignement en français langue première et qu'un conseil scolaire francophone ou une commission scolaire francophone de division n'ont pas été constitués relativement à ce programme, au moins trois parents d'enfants qui satisfont aux conditions requises peuvent, par écrit, demander à l'administration scolaire de district responsable du district scolaire où résident les parents de constituer un comité de parents francophones.

(2) L'administration scolaire de district qui reçoit une demande en vertu du paragraphe (1) constitue un comité de parents francophones.

(3) L'administration scolaire de district peut constituer plusieurs comités de parents francophones dans un district scolaire, mais pas plus d'un par école.

(4) Le comité de parents francophones adopte des règlements administratifs et des politiques portant sur le déroulement de ses affaires et qui sont conformes à la Loi et ses règlements.

Conseils scolaires francophones

5. (1) L'administration scolaire de district, sur demande écrite d'un comité de parents francophones existant depuis au moins une année scolaire, constitue un conseil scolaire francophone.

Education Authority establish a *conseil scolaire francophone*.

(2) A District Education Authority establishing a *conseil scolaire francophone* under subsection (1) shall, by by-law, specify the number of members of the *conseil scolaire francophone*, which number must be between three and five and as requested by the *comité de parents francophones*.

(3) A District Education Authority may establish more than one *conseil scolaire francophone* in an education district, but no more than one *conseil scolaire francophone* may be established in respect of any one school.

(4) Subject to section 6, the District Education Authority that established the *conseil scolaire francophone* shall conduct the election for members of the *conseil* publicly in the manner in which it would conduct an election of its members under the *Local Authorities Elections Act* and the *Local Authorities Elections Act* applies, with such modifications as the circumstances require, to the election.

(5) A District Education Authority or a *conseil scolaire francophone*, or both, may submit a question to the voters under section 7 of the *Local Authorities Elections Act* at the same time an election for members of the *conseil scolaire francophone* is held.

(6) A member of a *conseil scolaire francophone* holds office for three years or until the day of the next general election for members of the District Education Authority that established the *conseil*, whichever is sooner, except that where there is less than 12 months remaining before the next general election for members of the District Education Authority, the member of the *conseil scolaire francophone* holds office until the end of the term of the members of the District Education Authority who are elected at the next general election of the District Education Authority.

(7) A *conseil scolaire francophone* shall select from its members a chairperson and a vice-chairperson.

6. (1) A District Education Authority shall ensure

(2) L'administration scolaire de district qui constitue un conseil scolaire francophone en vertu du paragraphe (1) fixe, par règlement administratif, et tel que le demande le comité de parents francophones, le nombre — de trois à cinq — de membres au conseil.

(3) L'administration scolaire de district peut constituer plusieurs conseils scolaires francophones dans un district scolaire, mais pas plus d'un par école.

(4) Sous réserve de l'article 6, l'administration scolaire de district qui constitue le conseil scolaire francophone s'assure que l'élection des membres du conseil se déroule publiquement de la même façon qu'elle se déroulerait pour l'élection de ses membres en vertu de la *Loi sur les élections des administrations locales*, laquelle s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'élection.

(5) L'administration scolaire de district ou le conseil scolaire francophone, ou les deux, peuvent soumettre une question aux électeurs en vertu de l'article 7 de la *Loi sur les élections des administrations locales* en même temps qu'a lieu l'élection des membres du conseil scolaire francophone.

(6) Le membre du conseil scolaire francophone demeure en poste pour une durée de trois ans ou jusqu'à la date de la prochaine élection générale des membres de l'administration scolaire de district qui a constitué le conseil, selon la première de ces dates. S'il reste moins de 12 mois avant la prochaine élection générale, le membre du conseil scolaire francophone demeure en poste jusqu'à la fin du mandat des membres de l'administration scolaire de district qui sont élus lors de la prochaine élection générale de l'administration scolaire de district.

(7) Le conseil scolaire francophone choisit parmi ses membres un président et un vice-président.

6. (1) L'administration scolaire de district,

that every person having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and who has a child registered in a French first language program is enumerated as a voter for the election for members of a *conseil scolaire francophone* and shall prepare a list of voters in advance of the election.

(2) No person other than a person having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* may be nominated or stand as a candidate in an election for members of a *conseil scolaire francophone*.

7. (1) A District Education Authority establishing a *conseil scolaire francophone* shall, with regard to the delivery of a program of French first language instruction, delegate to that *conseil scolaire francophone* the duty to

- (a) consider any comments and recommendations, with regard to a school, that are provided by the students, student representatives, parents and school staff who have an interest in that school;
- (b) at the beginning of each academic year, invite each principal to have a student representative from each school attend and participate in the public meetings of the *conseil scolaire francophone* and establish guidelines for the participation of student representatives in those meetings;
- (c) provide students with text books and other learning materials and, where in the opinion of the *conseil scolaire francophone* it is necessary, fix prices for those books and materials;
- (d) provide library, audio-visual and other resource materials;
- (e) subject to sections 38 to 43 of the Act, attempt to settle all disputes relating to French first language instruction and individual education plans that arise between a student or his or her parent and education staff;
- (f) with the advice of education staff, parents, persons having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and other community members, develop and

relativement à l'élection des membres d'un conseil scolaire francophone, fait en sorte que toute personne qui détient des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et dont un enfant est inscrit à un programme d'enseignement en français langue première soit recensée, et dresse une liste électorale avant l'élection.

(2) Seules les personnes qui détiennent des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* peuvent être nommées ou se porter candidates à une élection des membres d'un conseil scolaire francophone.

7. (1) Relativement à la dispense du programme de français langue première, l'administration scolaire de district qui constitue le conseil scolaire francophone délègue à ce dernier le pouvoir en vertu duquel il :

- a) étudie les commentaires et les recommandations que lui font, à l'égard d'une école, les élèves, les représentants des élèves, les parents et le personnel scolaire qui ont un intérêt dans cette école;
- b) au début de chaque année d'enseignement, invite chaque directeur d'école à faire assister et participer aux réunions publiques du conseil scolaire francophone un représentant des élèves de chaque école et établit les lignes directrices pour la participation des représentants des élèves à ses réunions;
- c) fournit aux élèves des manuels et d'autre matériel didactique et, s'il estime que cela est nécessaire, fixe le prix de ces manuels et de ces fournitures;
- d) fournit des bibliothèques, du matériel audio-visuel et d'autres ressources;
- e) sous réserve des articles 38 à 43 de la Loi, tente de régler tout litige qui survient entre un élève ou son parent et le personnel d'éducation au sujet de l'enseignement en français langue première et des plans d'études individuels;
- f) sur l'avis du personnel d'éducation, des parents, des personnes qui détiennent des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et des autres membres de la communauté, élabore et offre des programmes scolaires

deliver culture based school programs in accordance with the requirements of the curriculum;

- (g) hold a public meeting annually to consult with persons having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* regarding the goals and plans for the program of French first language instruction for the next school year;
- (h) in accordance with the directions of the District Education Authority, monitor, evaluate and direct the delivery of school programs to assure the highest possible education standards in the schools;
- (i) in accordance with the directions of the District Education Authority, evaluate program plans and provide direction with respect to those plans;
- (j) in cooperation with the District Education Authority, evaluate and provide support to home schooling programs in French first language instruction; and
- (k) in accordance with the directions of the District Education Authority, establish and advise the District Education Authority of the hours of instruction for the academic year for schools, the opening and closing dates for schools, the dates established for the development of the skills of the education staff, the dates established for the performance of non-instructional duties by education staff, and dates for vacations and for the observance of holidays for schools.

(2) A District Education Authority establishing a *conseil scolaire francophone* shall also, with regard to the delivery of a program of French first language instruction, delegate to that *conseil* the duty to

- (a) in cooperation with the District Education Authority, provide equipment and facilities for school programs for physical education, athletics and recreation;
- (b) in accordance with the directions of the District Education Authority, enter into

fondés sur la culture en conformité avec les exigences du programme d'études;

- g) tient une réunion publique annuellement afin de consulter les personnes qui détiennent des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* relativement aux objectifs et aux plans du programme d'enseignement en français langue première pour l'année scolaire suivante;
- h) en conformité avec les directives de l'administration scolaire de district, contrôle, évalue et dirige la dispense des programmes scolaires afin que les normes pédagogiques soient les plus élevées possibles dans les écoles;
- i) en conformité avec les directives de l'administration scolaire de district, évalue les plans relatifs au programme scolaire et donne des directives à leur égard;
- j) en coopération avec l'administration scolaire de district, évalue les programmes d'enseignement à domicile pour le français langue première et leur fournit du soutien;
- k) en conformité avec les directives de l'administration scolaire de district, détermine les heures de classe pour l'année d'enseignement, les dates d'ouverture et de fermeture des écoles, les dates prévues pour la formation du personnel d'éducation, les dates prévues pour l'exécution des tâches non-pédagogiques par le personnel d'éducation et les dates des vacances scolaires et des jours fériés à observer dans les écoles, et en avise l'administration scolaire de district.

(2) Relativement à la dispense du programme d'enseignement en français langue première, l'administration scolaire de district délègue aussi au conseil scolaire francophone le pouvoir en vertu duquel il :

- a) fournit, en coopération avec l'administration scolaire de district, le matériel et les installations nécessaires aux programmes scolaires en ce qui a trait à l'éducation physique, à l'athlétisme et aux activités récréatives;

- agreements that provide for the maximum possible use of education facilities for purposes outside the education program;
- (c) have custody and safekeeping of all the education facilities that are used for the education program and maintain the education facilities in good condition;
 - (d) employ and bond a financial officer or officers as it considers necessary;
 - (e) receive the moneys that are provided by grant or contribution by the Minister for the use of the *conseil scolaire francophone* for the delivery of the education program;
 - (f) make expenditures to meet the requirements of the education program and the Act and supervise and be accountable for all expenditures;
 - (g) provide advice to the District Education Authority regarding the purchase or construction of education facilities;
 - (h) keep a full and accurate record of its proceedings and financial transactions and affairs;
 - (i) subject to subsection 136(5) of the Act, prepare for the approval of the District Education Authority, in accordance with the regulations made under the Act, an annual estimate of revenue and expenditures for the operation and maintenance of the education program in the area within its jurisdiction for the next school year;
 - (j) subject to subsection 136(5) of the Act, prepare, for the approval of the District Education Authority and in accordance with the directions of the Minister, an annual estimate of revenue and expenditures for all capital items for the education program in the area within its jurisdiction for the next school year; and
 - (k) prepare, for the approval of the Minister and in accordance with the regulations made under the Act, an operational plan for the education program in the area within its jurisdiction.
- b) conclut, en conformité avec les directives de l'administration scolaire de district, des accords qui prévoient la maximalisation de l'utilisation des installations scolaires à d'autres fins que celles du programme d'enseignement;
 - c) assure la garde et la surveillance de toutes les installations scolaires qui servent dans le cadre du programme d'enseignement, et maintient ces installations en bon état;
 - d) engage un ou des agents financiers et fournit un cautionnement à leur égard, selon ce qu'il estime nécessaire;
 - e) reçoit les sommes que lui fournit le ministre, par subvention ou contribution, en vue de leur affectation au programme d'enseignement;
 - f) engage des dépenses en vue de satisfaire aux exigences du programme d'enseignement et de la Loi, contrôle toutes les dépenses et en rend compte;
 - g) donne des avis à l'administration scolaire de district relativement à l'achat ou à la construction d'installations scolaires;
 - h) tient un relevé complet et exact de toutes ses délibérations ainsi que de toutes ses opérations et affaires financières;
 - i) sous réserve du paragraphe 136(5) de la Loi, prépare pour l'approbation de l'administration scolaire de district, en conformité avec les règlements pris en vertu de la Loi, les prévisions annuelles de ses recettes et de ses dépenses en ce qui concerne le fonctionnement et le maintien du programme d'enseignement pour l'année scolaire suivante;
 - j) sous réserve du paragraphe 136(5) de la Loi, prépare pour l'approbation de l'administration scolaire de district, en conformité avec les directives du ministre, les prévisions annuelles de ses recettes et de ses dépenses en ce qui concerne l'ensemble des immobilisations nécessaires au programme d'enseignement pour l'année scolaire suivante;
 - k) prépare pour l'approbation du ministre, en conformité avec les règlements pris en vertu de la Loi, un plan opérationnel pour le programme d'enseignement.

(3) A *conseil scolaire francophone* shall make by-laws and policies to govern the conduct of its business including the financial responsibilities of the *conseil scolaire francophone*.

(4) By-laws and policies made under subsection (3) must be consistent with the Act and the regulations made under the Act and allow the District Education Authority to fulfil its duties under the Act and the regulations made under the Act.

8. A District Education Authority establishing a *conseil scolaire francophone* shall, with regard to the delivery of a program of French first language instruction, delegate to that *conseil scolaire francophone* the power to

- (a) develop and produce learning resources and materials to support the delivery of culture based school programs and other local programs;
- (b) authorize, supervise and evaluate the use of distance learning programs in the provision of the education program;
- (c) establish committees of the *conseil scolaire francophone* and assign powers and duties to those committees;
- (d) guide the District Education Authority with regard to the entering into of agreements with other education bodies to deliver the education program including the payment of tuition in the circumstances set out in subsection 14(2) of the Act;
- (e) pay an honorarium and expenses to each of its members in accordance with the regulations made under the Act;
- (f) in addition to the school program, develop and deliver early childhood development, adult education, cultural, religious or other programs to enhance learning and charge fees for the programs;
- (g) collect or maintain information that affects decisions made about the education of a student and maintain a record of the decisions; and
- (h) with regard to the education staff assigned to the *conseil scolaire francophone* for French first language instruction, provide direction to the Superintendent regarding the recruitment,

(3) Le conseil scolaire francophone adopte des règlements administratifs et des politiques portant sur le déroulement de ses affaires, notamment sur ses responsabilités financières.

(4) Les règlements administratifs et les politiques adoptés en vertu du paragraphe (3) doivent être conformes à la Loi et ses règlements et permettre à l'administration scolaire de district d'exécuter ses obligations prévues par la Loi et ses règlements.

8. Relativement à la dispense du programme d'enseignement en français langue première, l'administration scolaire de district délègue au conseil scolaire francophone qu'elle a constitué le pouvoir :

- a) de préparer et de produire des ressources et du matériel didactiques afin de soutenir l'application des programmes scolaires ou des autres programmes locaux fondés sur la culture;
- b) d'autoriser, de superviser et d'évaluer l'utilisation des programmes d'apprentissage à distance dans l'application du programme d'enseignement;
- c) de constituer des comités du conseil scolaire francophone et de leur attribuer des pouvoirs et des fonctions;
- d) de conseiller l'administration scolaire de district dans la conclusion d'accords avec d'autres organismes scolaires en vue de dispenser le programme d'enseignement, et notamment en vue du paiement des frais de scolarité dans les circonstances prévues au paragraphe 14(2) de la Loi;
- e) de verser à chacun de ses membres des honoraires et des indemnités en conformité avec les règlements pris en vertu de la Loi;
- f) en plus du programme scolaire, d'élaborer et d'offrir des programmes visant à faciliter l'apprentissage, notamment des programmes de développement des jeunes enfants, des programmes d'éducation des adultes ou des programmes culturels ou religieux et exiger le paiement de frais pour ces programmes;
- g) d'obtenir ou de conserver des renseignements concernant les décisions prises au sujet de l'éducation de tout

interviewing and hiring of applicants.

élève ainsi qu'un relevé de ces décisions;
h) relativement au personnel d'éducation affecté au conseil scolaire francophone pour l'enseignement en français langue première, de donner des directives au surintendant au sujet du recrutement, des entrevues et de l'embauche des candidats.

Commission scolaire francophone de division

9. (1) Where two or more *conseils scolaires francophones* wish to request, under section 84 of the Act, the Minister to establish a *commission scolaire francophone de division*, the *conseils scolaires francophones* shall provide the following information to the Minister:

- (a) projected enrolment for the program of French first language instruction;
- (b) proposed budget for the *commission scolaire francophone de division*;
- (c) proposed governance structure for the *commission scolaire francophone de division*;
- (d) plans for staffing for the program of French first language instruction;
- (e) name and address of a person who may be contacted should more information be required and a telephone number at which the person may be reached;
- (f) the method for the fulfilment of the duties of a Superintendent set out in the Act.

(2) Where the Minister receives the information listed in subsection (1) and the Minister is not satisfied that the criteria set out in paragraph (3)(a) are met, the Minister may request more information from the person referred to in paragraph (1)(e).

(3) The *conseils scolaires francophones* that provided the information under subsection (1) may request the Minister to establish a *commission scolaire francophone de division* where

- (a) the Minister is satisfied, based on the information provided under subsections (1) and (2), that the *commission scolaire francophone de division* will
 - (i) fulfil the duties of an education

Commission scolaire francophone de division

9. (1) La demande de constitution d'une *commission scolaire francophone de division*, présentée au ministre en vertu de l'article 84 de la Loi par au moins deux *conseils scolaires francophones*, comporte les renseignements suivants :

- a) le nombre d'inscriptions prévu pour le programme d'enseignement en français langue première;
- b) une proposition de budget pour la *commission scolaire francophone de division*;
- c) une proposition de structure de gestion pour la *commission scolaire francophone de division*;
- d) une proposition sur la dotation en personnel pour le programme d'enseignement en français langue première;
- e) les nom et adresse d'une personne-ressource et le numéro de téléphone où elle peut être jointe;
- f) la façon dont les fonctions du surintendant décrites dans la Loi seront exercées.

(2) Le ministre qui reçoit les renseignements prévus au paragraphe (1) et qui n'est pas convaincu que les critères fixés à l'alinéa (3)a) sont respectés peut demander un complément d'information à la personne visée à l'alinéa (1)e).

(3) Les *conseils scolaires francophones* qui ont fourni les renseignements en vertu du paragraphe (1) peuvent demander au ministre de constituer une *commission scolaire francophone de division* si, selon le cas :

- a) le ministre est convaincu, sur la base des renseignements fournis en vertu des paragraphes (1) et (2), que la *commission scolaire francophone de division*, à la fois :

- body under the Act,
- (ii) meet the standards established by the Minister for the education program, and
- (iii) be able to fulfil the duties of a Superintendent under the Act; or
- (b) more than 500 students are registered in the program of French first language instruction in the area that would be within the jurisdiction of the *commission*.

10. Every *commission scolaire francophone de division* is a corporation.

11. (1) On the establishment of a *commission scolaire francophone de division*, the District Education Authorities responsible for the *conseils scolaires francophones* that requested that the *commission scolaire francophone de division* be established shall dissolve the *conseils scolaires francophones*.

(2) A *commission scolaire francophone de division* shall consist of

- (a) three persons from each education district within the jurisdiction of *commission scolaire francophone de division*, where there are less than four education districts; or
- (b) two persons from each education district within the jurisdiction of the *commission scolaire francophone de division*, where there are four or more education districts.

(3) Subject to section 12, the election of persons as members of the *commission scolaire francophone de division* shall be conducted publicly in the same manner as the election of members of a District Education Authority under the *Local Authorities Elections Act* and the *Local Authorities Elections Act* applies, with such modifications as the circumstances require, to the election.

12. (1) A person having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* may be nominated and stand as a candidate in an election for

- (i) respectera les obligations d'un organisme scolaire prévues par la Loi,
- (ii) répondra aux normes fixées par le ministre pour le programme d'enseignement,
- (iii) sera en mesure d'exercer les fonctions du surintendant prévues par la Loi;
- b) plus de 500 élèves sont inscrits au programme d'enseignement en français langue première dans le territoire qui relèverait de la compétence de la *commission*.

10. Chaque *commission scolaire francophone de division* est une personne morale.

11. (1) Suite à la constitution d'une *commission scolaire de division*, les administrations scolaires de district dissolvent les *conseils scolaires francophones* relevant de leur compétence qui ont fait une demande de constitution de *commission scolaire francophone de division*.

(2) La *commission scolaire francophone de division* se compose :

- a) lorsqu'il y a moins de quatre districts scolaires, de trois personnes de chaque district scolaire relevant de la compétence de la *commission scolaire francophone de division*;
- b) lorsqu'il y a au moins quatre districts scolaires, de deux personnes de chaque district scolaire relevant de la compétence de la *commission scolaire francophone de division*.

(3) Sous réserve de l'article 12, l'élection des personnes à titre de membres de la *commission scolaire francophone de division* se déroule publiquement de la même façon que celle des membres de l'administration scolaire de district en vertu de la *Loi sur les élections des administrations locales*, laquelle s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'élection.

12. (1) La personne qui détient des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* peut être nommée ou se porter candidate à une

members of a *commission scolaire francophone de division*.

(2) A person having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and who has a child registered in a French first language program may vote in an election for members of a *commission scolaire francophone de division*.

(3) A member of a *commission scolaire francophone de division* holds office for three years or until the day of the next general election for members of the District Education Authority for the education district in respect of which that member is elected, whichever is sooner, except that where there is less than 12 months remaining before the next general election for the members of the District Education Authority, the member of the *commission scolaire francophone de division* holds office until the end of the term of members of the District Education Authority who are elected at the next general election of the District Education Authority.

(4) The *commission scolaire francophone de division* shall select from its members a chairperson and a vice-chairperson.

13. Where a *commission scolaire francophone de division* has been established, a District Education Authority responsible for an education district that is not within the jurisdiction of the *commission scolaire francophone de division* shall, in accordance with the directions of the Minister, consult with the *commission scolaire francophone de division* regarding the provision of a program of French first language instruction.

Application of Act to *commission scolaire francophone de division*

14. The following provisions of the Act apply to or in respect of a *commission scolaire francophone de division* as if it were a District Education Authority:

- (a) section 6;
- (b) subsections 9(1) and 13(2);
- (c) section 17;
- (d) subsection 18(3);
- (e) sections 22 and 23;
- (f) subsection 28(2);
- (g) sections 34, 35, 36, 63 and 69;

élection des membres d'une *commission scolaire francophone de division*.

(2) La personne qui détient des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et dont un enfant est inscrit à un programme d'enseignement en français langue première peut voter à une élection des membres d'une *commission scolaire francophone de division*.

(3) Le membre d'une *commission scolaire francophone de division* demeure en poste pour une durée de trois ans ou jusqu'à la date de la prochaine élection générale des membres de l'administration scolaire du district scolaire pour lequel ce membre a été élu, selon la première de ces dates. S'il reste moins de 12 mois avant la prochaine élection générale, le membre de la *commission scolaire francophone de division* demeure en poste jusqu'à la fin du mandat des membres de l'administration scolaire de district qui sont élus à la prochaine élection générale de l'administration scolaire de district.

(4) La *commission scolaire francophone de division* choisit parmi ses membres un président et un vice-président.

13. Lorsqu'une *commission scolaire francophone de division* a été constituée, l'administration scolaire d'un district scolaire qui ne relève pas de la compétence de la *commission scolaire francophone de division* consulte, en conformité avec les directives du ministre, la *commission scolaire francophone de division* sur la mise en oeuvre d'un programme d'enseignement en français langue première.

Application de la Loi à la *commission scolaire francophone de division*

14. Les dispositions suivantes de la Loi s'appliquent à l'égard d'une *commission scolaire francophone de division* de la même façon que s'il s'agissait d'une administration scolaire de district :

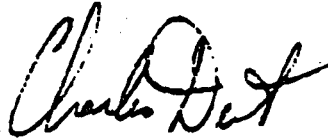
- a) l'article 6;
- b) les paragraphes 9(1) et 13(2);
- c) l'article 17;
- d) le paragraphe 18(3);
- e) les articles 22 et 23;
- f) le paragraphe 28(2);

- (h) subsection 77(2);
- (i) paragraph 78(2)(h);
- (j) section 114;
- (k) paragraph (a) of the definition "member" in section 121.

- g) les articles 34, 35, 36, 63 et 69;
- h) le paragraphe 77(2);
- i) l'alinéa 78(2)h);
- j) l'article 114;
- k) l'alinéa a) de la définition de «membre», à l'article 121.

Dated at Yellowknife, August 2/, 1996.

Fait à Yellowknife, le 2/ août 1996.



Charles Dent
Minister
Ministre



Northwest
Territories Minister of Education, Culture and Employment

JUL 03 1996

Ms. Judith Paradis-Pastori
A/ President
La Fédération Franco-TéNOise
BOX 1325
YELLOWKNIFE NT X1A 2N9

Dear Ms. Paradis-Pastori:

Education Act

I have received the June 10 letter signed by Mr. Cuerrier, in which he mentions that you will be acting president of the Federation Franco-TéNOise until the annual general meeting of the Federation to be held in October.

In this letter, Mr. Cuerrier states that he is pleased that another amendment is proposed for the *Education Act*. It is true, as I mentioned in my letter of May 28, that minor amendments to the Act will be required. However, it is doubtful, given the agenda of the Legislative Assembly, that any such amendment will be brought forward this year.

As stated in my letter of May 28, I feel that at this time, the most economical model of governance is the Conseil scolaire francophone, and that a Commission scolaire francophone territoriale would not be feasible. //

I would like to thank you for the extensive comments you have provided on the regulations to the *Education Act*. They have been taken into consideration, and accommodated where possible. I am sure the resulting french language programs and governance structures will satisfy the requirements of s.23 of the *Charter of Rights and Freedoms*.

Sincerely,

Charles Dent

L'Aquilon

Date d'échéance 12/31/96

50¢

Envoi de publication - enregistrement no. 10338

C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9

Volume 11 numéro 23, vendredi 7 juin 1996

Point de mire

* Rencontre avec le ministre Dent

C'est une rencontre qualifiée de «positive» qui s'est déroulée avec le ministre Charles Dent au sujet du centre scolaire communautaire de Yellowknife.

Une rencontre entre le ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation et des représentants de la francophonie de Yellowknife s'est déroulée le 31 mai dernier pour discuter du projet de centre scolaire communautaire. Michèle Martel, Jean-François Pitre et Line Gagnon ont pu discuter avec le ministre Dent de sa position quant à la construction d'un centre scolaire communautaire.

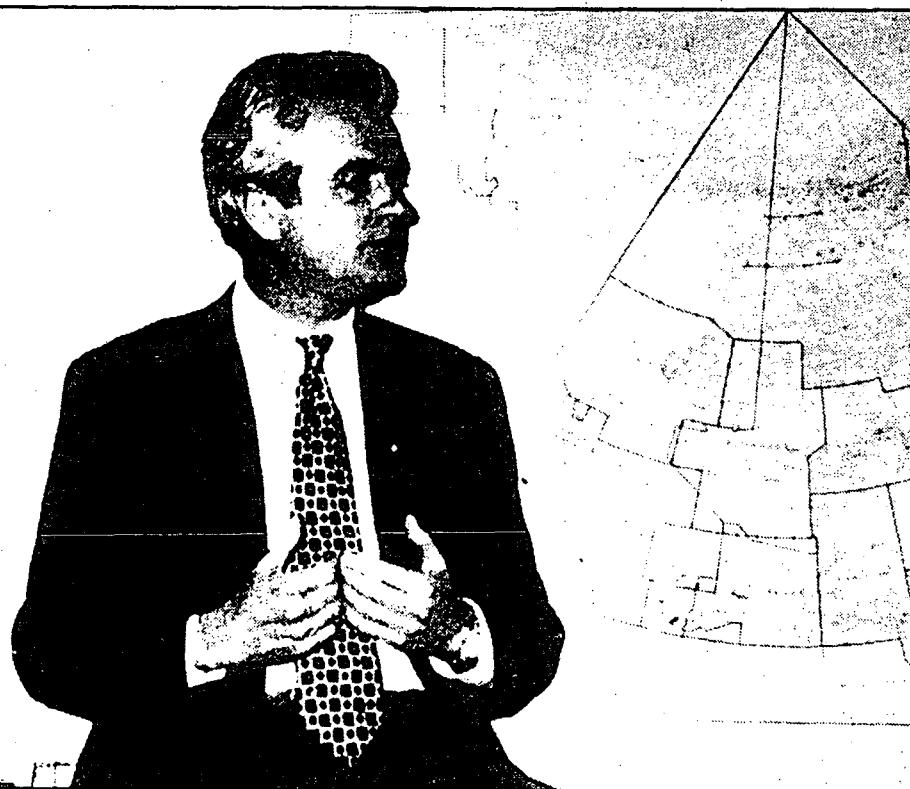
Dans une réunion préparatoire tenue le 29 mai, les représentants des groupes francophones de Yellowknife envisageaient cette rencontre non pas comme une séance de négociation mais surtout une occasion d'établir la position

de la communauté francophone dans le dossier du centre scolaire communautaire. Ils désiraient aussi connaître les intentions du ministre face à la construction d'une école à Yellowknife.

Cette réunion préparatoire visait également à présenter un front commun. «Il faut présenter un point de vue qui montre de la cohésion malgré les intérêts spécifiques de chacune des associations ou du conseil» avait alors précisé Michèle Martel de la garderie Plein soleil.

La rencontre avec le ministre Dent n'aura pas permis d'obtenir

Rencontre avec Dent



Agnès Billa/L'Aquilon

Peu importe de quel côté il se tourne, le ministre Charles Dent se retrouve souvent à faire face à des interlocuteurs francophones: gestion scolaire, centre scolaire communautaire, coupure du poste de traducteur à Iqaluit et, ci-haut, lors d'une assemblée des électeurs de son comté.

Gestion scolaire



Formation scientifique

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a octroyé 637 000 \$ en subventions à 27 universités à travers le pays dans le cadre de son Programme de formation dans le Nord. Cette somme permettra de financer des projets présentés par des étudiants. Un comité de sélection a examiné plus de 300 demandes en tenant compte de facteurs tels le nombre de demandes, le niveau de financement fourni précédemment, ainsi que la nature et la qualité des projets de recherches proposés.

Le montant total accordé par le MAINC constitue une réduction de cinq pour cent par rapport aux octrois de l'an passé.

Infrastructures du Nunavut

Des progrès ont été accomplis pour la conclusion d'une entente de partenariat entre le gouvernement fédéral et la Nunavut Tunngavik Inc. sur les projets d'infrastructure du Nunavut. Cette entente porte sur les édifices et les installations dont le nouveau gouvernement du Nunavut aura besoin, une fois que le territoire sera créé. Cette entente assurera de nombreuses occasions d'affaires et de formation pour la population et les entreprises du Nunavut.

Les deux partenaires ont souligné la nécessité d'une collaboration étroite avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, en particulier au chapitre du développement progressif des infrastructures communautaires.

Ce sont les sociétés de mise en valeur des droits de naissance des Inuit qui construiront, administreront et posséderont les installations et les édifices concédés au futur gouvernement territorial par des baux à long terme.

Coupures à Pêches et Océans

La Commission canadienne des affaires polaires s'oppose vigoureusement aux coupures annoncées par le ministère fédéral des Pêches et Océans dans ses programmes de recherche dans le Nord.

Selon une fuite au sein du ministère, ce dernier songerait à couper de plus de 600 000 \$ les fonds du programme pour l'Arctique, y compris les sommes consacrées à la recherche sur les contaminants dans le Nord.

«Le Canada risque de perdre toute une génération de chercheurs expérimentés de calibre mondial, a indiqué Whit Fraser, président de la Commission. Cette situation est épouvantable».

La conférence sur les contaminants que tient la Commission en octobre prochain à Iqaluit se penchera sur cette question épineuse du

Rencontre avec Dent

Suite de la une

un engagement ferme du ministre. Celui-ci se dit néanmoins conscient des besoins des francophones tout en rappelant que la question financière est de taille.

«Cette rencontre a été positive» a indiqué Jean-François Pitre. Selon M. Pitre, la construction d'une école est dans le domaine du possible mais certainement pas à court terme. «Il [le ministre Dent] n'est pas contre le centre scolaire communautaire. Il est plutôt pour. C'est juste une question d'argent qui nous bloque» a précisé le conseiller scolaire. Durant cette réunion, le groupe n'a pas discuté de la question du 17 millions de dollars qui sont prévus pour la construction ou la rénovation d'écoles à Yellowknife.

Quelques problèmes ont été soulevés lors de cette rencontre. «Il ne

serait pas question de construire un gymnase avec moins de 150 élèves» a expliqué M. Pitre. L'école Allain St-Cyr en compte actuellement un peu plus de 50.

Un autre problème concerne l'affectation de budgets supplémentaires pour Yellowknife alors que le ministère dénombre plus de 700 places disponibles au sein des établissements des deux commissions scolaires de Yellowknife. Malgré ces places disponibles, il est difficile de négocier quoi que ce soit avec ces commissions. En effet, celles-ci attendent de voir si le projet minier de BHP Diamonds Inc. ira de l'avant. Dans l'affirmative, les commissions estiment que ces 700 places disponibles ne suffiront pas pour faire face à la demande.

Le problème le plus épineux se-

lon Jean-François Pitre, c'est la rareté des terrains vacants aptes à devenir le site d'une nouvelle école. Ceux-ci disparaissent rapidement et ceux qui restent sont en périphérie de la ville.

Quant aux négociations actuelles entre le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et Patrimoine canadien sur la somme de trois millions de dollars que le gouvernement fédéral a attribué à la construction d'un centre scolaire communautaire, celles-ci se poursuivent. Il n'est pas question que des représentants de la communauté francophone de Yellowknife s'immiscent dans le processus mais le ministre Dent confirme qu'ils seront tenus au courant après chacune des séances de négociation.

Alain Bessette

Commission scolaire

Suite de la une

l'ensemble des programmes d'enseignement en français langue première proviennent de Patrimoine canadien.

Selon l'étude, l'école Allain St-Cyr reçoit 292 000 \$ du GTNO (en

incluant la taxe scolaire) et 277 000 \$ de Patrimoine canadien. À Iqaluit, le GTNO fournit 187 000 \$ et Patrimoine canadien 181 000 \$.

Avant de se prononcer sur cette

étude interne et sur la loi scolaire telle qu'amendée le 26 mai dernier, les représentants des parents attendent de recevoir une analyse de leur conseiller juridique.

Alain Bessette

25 ans d'enseignement des langues officielles Constat d'échec ?

001115

Même s'il voit «une lueur d'espoir» et qu'il croit à l'enseignement des langues

8784-5-96



Canadian Heritage Patrimoine canadien

14-50th Street/4914-50e rue
2nd Floor Bellanca Building/2e étage, Édifice Bellanca
P.O. Box/C.P. 460
YELLOWKNIFE NT X1A 2N4

Your file Votre référence

Our file Notre référence

Le 30 septembre 1996

1032-22-3

Michèle Martel
Présidente
Garderie Plein Soleil
Casier postal 1061,
Yellowknife, NT X1A 2N8

Jean- François Pitre
Président
Conseil scolaire francophone
5622, avenue 51A,
Yellowknife NT X1A 1G4

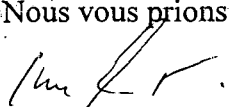
Madame et Monsieur,

Objet : Centre scolaire communautaire de Yellowknife

Nous vous remercions d'être venus nous rencontrer le 20 septembre 1996. Nous espérons avoir pu répondre aux questions adressées dans votre lettre du 4 septembre 1996. Nous comprenons que vos demandes sont légitimes et nous poursuivrons les discussions le 4 octobre 1996 lors de la rencontre avec Hilaire Lemoine et les gens du ministère de l'Éducation.

Nous désirons par la présente confirmer que vous êtes invités à rencontrer Hilaire Lemoine et à participer à la rencontre sur le centre scolaire communautaire de Yellowknife qui se tiendra le vendredi 4 octobre 1996 à 13 h 30.

Nous vous prions d'agréer, Madame et Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.


Le directeur,
Territoires du Nord-Ouest

Ken East



Lise Toupin, opérations et coordination régionale, Patrimoine canadien

Canada





Canadian Heritage Patrimoine canadien

14-50th Street/4914-50e rue
2nd Floor Bellanca Building/2e étage, Édifice Bellanca
P.O. Box/C.P. 460
YELLOWKNIFE NT X1A 2N4

Your file Votre référence

Our file Notre référence

Le 1 octobre 1996

1032-22-3

Jean- François Pitre
Président
Conseil scolaire francophone
5622, avenue 51A,
Yellowknife NT X1A 1G4

Monsieur Pitre

Objet : Centre scolaire communautaire de Yellowknife

Nous accusons réception de la copie de votre demande adressée à Monsieur Ken Woodley, surintendant de Yellowknife Education District No.1.

Vous pouvez être assuré que votre demande sera prise en considération lors des discussions du 4 octobre 1996 .

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le directeur,
Territoires du Nord-Ouest

Ken East



Lise Toupin, opérations et coordination régionale, Patrimoine canadien

Canada



8144-15-86
Jean Little



Northwest Territories Education, Culture and Employment

FAXED
23/09/96

Mr. Hilaire Lemoine *HL*
Director General
Official Languages Support Programs Branch
Canadian Heritage Department
15, Eddy Street, 7th Floor
HULL, QC K1A 0M5

SEP 23 1996

Dear Mr. Lemoine:

Future of École Allain- St-Cyr

Thank you for your letter of August 26, 1996. In order to resume discussions on the future of École Allain St-Cyr, I am pleased to confirm the October 4, 1996 meeting in Yellowknife, with our Departmental staff responsible for this project.

Another meeting with the Conseil Francophone de Yellowknife and the Yellowknife Public District Education Authority representatives could take place the same day.

Mr. Jean-Marie Mariez, Coordinator, French Programs, Early Childhood and School Services, will contact you for further information regarding the meetings.

I am looking forward to positive and constructive meetings that will hopefully address the needs of the francophone community.

Yours sincerely,

Eric Colbourne
A/Deputy Minister

- c. Mr. Jean-Marie Mariez
Coordinator, French Programs
Early Childhood and School Services
Mr. Ken East
Director
Northwest Territories Office

8144-5-96

**Conseil scolaire francophone de Yellowknife**5622, avenue 51 A, Yellowknife, (T.N.-O) X1A 1G4
Téléphone:(403)873-6555 Télécopieur:(403)873-5644

September 30 1996

Ken Woodley
Superintendent
Yellowknife Education District No. 1
P.O. Box 788
Yellowknife, NT X1A 2N6

Post-It® Fax Note	7671	Date	Sept 30 1996	# of pages	4
To	Ken Woodley	From	Lise Picard		
Co./Dept.		Co.			
Phone #		Phone #			
Fax #	819-953-5288	Fax #			

9353

Dear Mr. Woodley,

You have received a copy of the proposal for **Centre scolaire communautaire** May 7, 1996. Since then our needs and student population has grown more then even predicted.

We have **12%** increase of our students population. Our growth forecast, even on the conservative side (10%), anticipates over 100 students by year 2001.(Appendix 1, table 1)

We sincerely believe that we would reach higher numbers of students in a real school building, as the 1991 Canadian Census shows that there is 215 *ayant droit's* from age 5 to 17. (Appendix 1, table 2) With only an increase of 10 % we should be close to 91 students by year 1999.

As emphasized in the previous proposal, homogeneity is important. Only 23% of our children in Yellowknife who are *ayant droits* of 5 to 17 y.o keep their French language. (Appendix 1, table 2) The assimilation is just too easy, especially in a remote and isolated area as in Yellowknife. Exchanges with other francophones are not as easy.

....2

We totalize now 57 students from Kindergarden to Grade 9. We have four teachers, 2 aides and a secretary/librarian, and we are still crowded into **6 temporary** portables on city land adjacent to J. H. Sissons school yard. We have no gymnasium, no proper library/resource center and no school yard. Currently our science labs for Grades 7-8-9 are being performed in the school hallway. Kindergarden children are forbidden to go out of there classroom during that time, it wouldn't be safe. Those experiments can't occur in their classroom because the use of the same desk for their lunch which would be unsafe and not healthy.

We have moved our library/resource center into a bigger room by relocating classes into other available spaces. We are adding 8 more computers to our 8 current ones and 2000 books are coming back to us from J.H. Sissons school library. We do have no available space.

At least two more portables are requires to accommodate our current needs and what about our anticipated growth in students and programs? We are seriously looking at starting grades 10 and 11 September 1997. L'École Allain St-Cyr cannot offer these grades without laboratories, trade workshops nor adequate library/resource center which are required for proper schooling at those higher grade levels. Our needs are urgent because of even Life Safety hazard for our students.

Here is a list of our needs:

<i>Kindergarden</i>	1 classroom
<i>Grades 1-6</i>	3 classroom
<i>Grades 7-12</i>	3 classroom
<i>Career & technology</i>	1 classroom
<i>Science laboratory</i>	1 classroom
<i>Multiple use (art, music, theater)</i>	1 classroom

This up to date list outlightning the lack of space at École Allain St-Cyr :

- a. We are getting **8 more computers to add to our 8 current ones** and it will be impossible to find room in the **library/resource center** to install them;
- b. The **Implementation of Grades 10, 11 and 12, Career & Technology Studies, and distance education French courses**, are entirely dependent on the relocation of the school into a building;
- c. We are in the process of moving even **more books (2,000)** from J.H. Sissons school to our **library-resource center**;
- d. **Laboratory classes Grade 7-8-9 are happening in the hallway**;

- e. Although work is underway to implement Grade 10 and 11, in September 1997, the current school cannot provide another classroom;
- f. None of the classes are accessible by wheelchair and there are no facilities in place for children with « special needs »;
- g. There are insufficient washrooms, some of the toilets are in a confined space, with no sink or faucets;
- h. There is no space for recreational activities nor a gymnasium;
- i. There is no area designated for medical purposes, nor rest areas;
- j. The furnace rooms contain stored items, as there is no other space to store these items. This is unacceptable as a fire hazard risk;
- k. The francophone school has no school yard. Recess activities are integrated with those of J.H. Sissons, which contributes on a daily basis to assimilation in English.

Should you have further questions, please do not hesitate to contact the Conseil.

We would like to thank you for your collaboration, we are confident that our request for a new school building is a priority for the School Board.

Sincerely yours,

Le Président du Conseil scolaire francophone,

Jean-François Pitre

c.c. Jean-Marie Mariez, Department of Education
Lise Picard, Patrimoine canadien

Appendix #1

1. Growth Forecast - Number of Students at *École Allain St-Cyr*
(considering that 3 of our students are actually studying down South, we have 60 students in 1996)

If school has only Kindergarden to Grade 9			With gradual implementation Kindergarden to Grade 12		
	10%	15%		10%	15%
Sept 1997	63	66	K. to G11	72	75
Sept 1998	69	76	K. to G12	82	90
Sept 1999	76	87	K. to G12	90	104
Sept 2000	84	100	K. to G12,	99	120
Sept 2001	92	115	↓	109	138
Sept 2002	101	132		120	159

Conseil scolaire francophone de Yellowknife, 1996

2. Representation : 5 to 17 years - Northwest Territories

to 17 years	ayants droits	Always speak French	Always speak English	Retention Rate of the French language
Baffin North Region	100	30	70	30,0 %
Baffin South Region	85	30	55	35,3 %
Fort Smith Region	370	50	320	13,5 %
Yellowknife Region	215	50	165	23,3 %
Inuvik Region	0	0	0	0 %
Territories Total	490	75	415	15,3 %

Statistics Canada, 1991 Census



Ministère du
Patrimoine Canadien

Department of
Canadian Heritage

Programmes d'appui
aux langues officielles

Official Languages
Support Programs

Opérations et
coordination régionale

Operations and
Regional Coordination

26 sept. 1996
~~le 14 janvier 1997~~

À : **THÉRÈSE LABERGE**
Services juridiques

c.c. **Michel Francoeur**

DE : **Jean-Gilles Francoeur**
Analyste principal
Région de l'ouest

s.23

OBJET : **Règlement sur l'instruction en français langue première dans les
Territoires du Nord-Ouest**

Nous venons de recevoir copie des règlements adoptés cet été aux TNO. Il semble y avoir eu des changements de dernière heure qui ne respectent pas tellement l'esprit de l'article 23... on exige maintenant qu'il y ait 500 + étudiants avant de former une commission scolaire.

Nous aimerions un avis juridique du Ministère de la Justice sur [REDACTED]
[REDACTED] Un tel avis pourrait
être très utile pour guider nos discussions sur divers dossiers avec le gouvernement
territorial. Nous apprécierions cette analyse dans les plus brefs délais.

Pour de plus amples renseignements n'hésitez pas de me contacter au 994-2964.

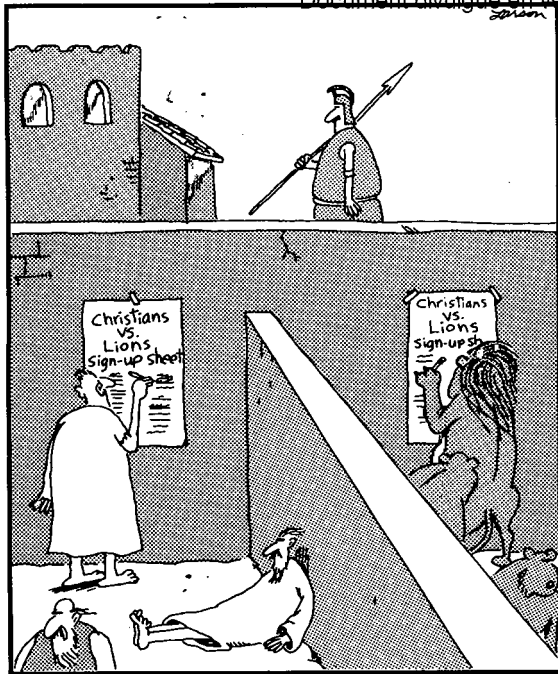
Réglements TRIO

(403)-665-2805

- 23 mai
- 10 juin

994-3979

- Min. beaucoup pour l'inscription
Lodipod, comment va être utilisé
- suite Vichers CB (bic. de 1^{re} instance)
 - besoin d'une Loi (plus de sécurité)
 - pourrait être renversée
 - ex. TN forc par Loi
 - ne lie pas le BTMO



The
FAR SIDE

MAY

21

TUESDAY

s.23

Justice :

001126



"His story? Well, I dunno. ... I always assumed
he was just a bad dog."

The
FAR SIDE

MAY

18 & 19

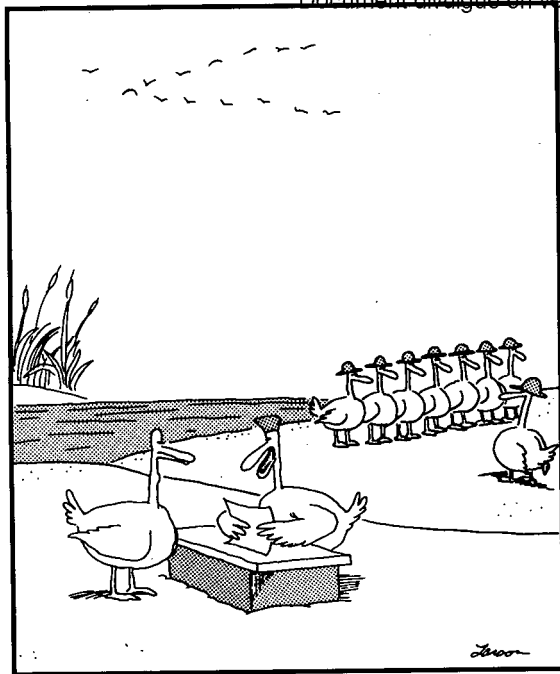
SATURDAY & SUNDAY

Armed Forces Day

001127

s.23

001128



The
FAR SIDE

MAY

20

MONDAY

Victoria Day (Canada)

"Can't use you, son ... says your feet aren't flat."

001129



Northwest
Territories Canada

Registered in the
Regulations Register
Aug. 23, 1996
under registration
number R-1166-96

Inscrit au
registre des règlements
le 23 août 1996
n° d'enregistrement
R-1166-96

Filed by *KL*

Déposé par *KL*

A. H. H. H. H.
Registrar of Regulations
Régistrateur des règlements

EDUCATION ACT

FRENCH FIRST LANGUAGE EDUCATION REGULATIONS

The Minister, under section 151 of the *Education Act* and every enabling power, makes the *French First Language Education Regulations*.

Interpretation

1. In these regulations,

"Act" means the *Education Act*; (Loi)

"French first language instruction" means instruction in the education program in French but does not include a French immersion program or the teaching of French as a second language. (*enseignement en français langue première*)

Establishment of Program

2. (1) Where the Minister determines that the right under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* of French first language instruction applies in an education district, the Minister shall direct the District Education Authority for that education district to establish a program of French first language instruction.

(2) In order to determine whether the right under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* of French first language instruction applies in an education district, the Minister shall consider

- (a) the existence of a program of French first language instruction in a neighbouring education district;
- (b) the number of and ages of eligible children in the education district;
- (c) the number of and ages of the eligible children in a neighbouring education

RÈGLEMENT SUR L'INSTRUCTION EN FRANÇAIS LANGUE PREMIÈRE

Le ministre, en vertu de l'article 151 de la *Loi sur l'éducation* et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur l'instruction en français langue première*.

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

«enseignement en français langue première» S'entend de l'enseignement d'un programme d'enseignement en français, à l'exclusion du programme d'immersion en français ou de l'enseignement du français langue seconde. (*French first language instruction*)

«Loi» La *Loi sur l'éducation*. (Act)

Création du programme

2. (1) Lorsqu'il conclut à l'exercice du droit reconnu par l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* à l'enseignement en français langue première dans un district scolaire, le ministre ordonne à l'administration scolaire de ce district de créer un programme d'enseignement en français langue première.

(2) Afin de vérifier si le droit reconnu par l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* s'applique à l'enseignement en français langue première dans un district scolaire, le ministre tient compte :

- a) de l'existence d'un programme d'enseignement en français langue première dans un district scolaire avoisinant;
- b) du nombre d'enfants qui satisfont aux conditions requises dans le district



- district;
- (d) the number of potential registrations of children in the education district and of children in a neighbouring education district; and
 - (e) the distance over which eligible children would have to be transported.

3. Where a program of French first language instruction is established, the Minister and the District Education Authority shall make every effort to continue that program for a minimum of three years.

Comités de parents francophones

4. (1) Where a program of French first language instruction exists and a *conseil scolaire francophone* or *commission scolaire francophone de division* is not established in respect of that program, three or more parents of children eligible for the program may, in writing, request the District Education Authority responsible for the education district in which the parents reside to establish a *comité de parents francophones*.

(2) A District Education Authority receiving a request under subsection (1) shall establish a *comité de parents francophones*.

(3) A District Education Authority may establish more than one *comité de parents francophones* in an education district, but no more than one *comité de parents francophones* may be established in respect of any one school.

(4) A *comité de parents francophones* shall make by-laws and policies to govern the conduct of its business that are consistent with the Act and the regulations made under the Act.

Conseils scolaires francophones

5. (1) A District Education Authority shall establish a *conseil scolaire francophone* where a *comité de parents francophones* has been in existence for at least one school year and the *comité de parents francophones* requests, in writing, that the District

- scolaire et de leur âge;
- c) du nombre d'enfants qui satisfont aux conditions requises dans un district scolaire avoisinant et de leur âge;
 - d) du nombre probable d'enfants inscrits dans le district scolaire et dans un district scolaire avoisinant;
 - e) de la distance à parcourir pour transporter les enfants qui satisfont aux conditions requises.

3. Le ministre et l'administration scolaire de district font tous les efforts possibles pour maintenir pendant une période minimale de trois ans le programme d'enseignement en français langue première.

Comités de parents francophones

4. (1) Lorsqu'il existe un programme d'enseignement en français langue première et qu'un conseil scolaire francophone ou une commission scolaire francophone de division n'ont pas été constitués relativement à ce programme, au moins trois parents d'enfants qui satisfont aux conditions requises peuvent, par écrit, demander à l'administration scolaire de district responsable du district scolaire où résident les parents de constituer un comité de parents francophones.

(2) L'administration scolaire de district qui reçoit une demande en vertu du paragraphe (1) constitue un comité de parents francophones.

(3) L'administration scolaire de district peut constituer plusieurs comités de parents francophones dans un district scolaire, mais pas plus d'un par école.

(4) Le comité de parents francophones adopte des règlements administratifs et des politiques portant sur le déroulement de ses affaires et qui sont conformes à la Loi et ses règlements.

Conseils scolaires francophones

5. (1) L'administration scolaire de district, sur demande écrite d'un comité de parents francophones existant depuis au moins une année scolaire, constitue un conseil scolaire francophone.

Education Authority establish a *conseil scolaire francophone*.

(2) A District Education Authority establishing a *conseil scolaire francophone* under subsection (1) shall, by by-law, specify the number of members of the *conseil scolaire francophone*, which number must be between three and five and as requested by the *comité de parents francophones*.

(3) A District Education Authority may establish more than one *conseil scolaire francophone* in an education district, but no more than one *conseil scolaire francophone* may be established in respect of any one school.

(4) Subject to section 6, the District Education Authority that established the *conseil scolaire francophone* shall conduct the election for members of the *conseil* publicly in the manner in which it would conduct an election of its members under the *Local Authorities Elections Act* and the *Local Authorities Elections Act* applies, with such modifications as the circumstances require, to the election.

(5) A District Education Authority or a *conseil scolaire francophone*, or both, may submit a question to the voters under section 7 of the *Local Authorities Elections Act* at the same time an election for members of the *conseil scolaire francophone* is held.

(6) A member of a *conseil scolaire francophone* holds office for three years or until the day of the next general election for members of the District Education Authority that established the *conseil*, whichever is sooner, except that where there is less than 12 months remaining before the next general election for members of the District Education Authority, the member of the *conseil scolaire francophone* holds office until the end of the term of the members of the District Education Authority who are elected at the next general election of the District Education Authority.

(7) A *conseil scolaire francophone* shall select from its members a chairperson and a vice-chairperson.

6. (1) A District Education Authority shall ensure

(2) L'administration scolaire de district qui constitue un conseil scolaire francophone en vertu du paragraphe (1) fixe, par règlement administratif, et tel que le demande le comité de parents francophones, le nombre — de trois à cinq — de membres au conseil.

(3) L'administration scolaire de district peut constituer plusieurs conseils scolaires francophones dans un district scolaire, mais pas plus d'un par école.

(4) Sous réserve de l'article 6, l'administration scolaire de district qui constitue le conseil scolaire francophone s'assure que l'élection des membres du conseil se déroule publiquement de la même façon qu'elle se déroulerait pour l'élection de ses membres en vertu de la *Loi sur les élections des administrations locales*, laquelle s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'élection.

(5) L'administration scolaire de district ou le conseil scolaire francophone, ou les deux, peuvent soumettre une question aux électeurs en vertu de l'article 7 de la *Loi sur les élections des administrations locales* en même temps qu'a lieu l'élection des membres du conseil scolaire francophone.

(6) Le membre du conseil scolaire francophone demeure en poste pour une durée de trois ans ou jusqu'à la date de la prochaine élection générale des membres de l'administration scolaire de district qui a constitué le conseil, selon la première de ces dates. S'il reste moins de 12 mois avant la prochaine élection générale, le membre du conseil scolaire francophone demeure en poste jusqu'à la fin du mandat des membres de l'administration scolaire de district qui sont élus lors de la prochaine élection générale de l'administration scolaire de district.

(7) Le conseil scolaire francophone choisit parmi ses membres un président et un vice-président.

6. (1) L'administration scolaire de district,

that every person having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and who has a child registered in a French first language program is enumerated as a voter for the election for members of a *conseil scolaire francophone* and shall prepare a list of voters in advance of the election.

(2) No person other than a person having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* may be nominated or stand as a candidate in an election for members of a *conseil scolaire francophone*.

7. (1) A District Education Authority establishing a *conseil scolaire francophone* shall, with regard to the delivery of a program of French first language instruction, delegate to that *conseil scolaire francophone* the duty to

- (a) consider any comments and recommendations, with regard to a school, that are provided by the students, student representatives, parents and school staff who have an interest in that school;
- (b) at the beginning of each academic year, invite each principal to have a student representative from each school attend and participate in the public meetings of the *conseil scolaire francophone* and establish guidelines for the participation of student representatives in those meetings;
- (c) provide students with text books and other learning materials and, where in the opinion of the *conseil scolaire francophone* it is necessary, fix prices for those books and materials;
- (d) provide library, audio-visual and other resource materials;
- (e) subject to sections 38 to 43 of the Act, attempt to settle all disputes relating to French first language instruction and individual education plans that arise between a student or his or her parent and education staff;
- (f) with the advice of education staff, parents, persons having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and other community members, develop and

relativement à l'élection des membres d'un conseil scolaire francophone, fait en sorte que toute personne qui détient des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et dont un enfant est inscrit à un programme d'enseignement en français langue première soit recensée, et dresse une liste électorale avant l'élection.

(2) Seules les personnes qui détiennent des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* peuvent être nommées ou se porter candidates à une élection des membres d'un conseil scolaire francophone.

7. (1) Relativement à la dispense du programme de français langue première, l'administration scolaire de district qui constitue le conseil scolaire francophone délègue à ce dernier le pouvoir en vertu duquel il :

- a) étudie les commentaires et les recommandations que lui font, à l'égard d'une école, les élèves, les représentants des élèves, les parents et le personnel scolaire qui ont un intérêt dans cette école;
- b) au début de chaque année d'enseignement, invite chaque directeur d'école à faire assister et participer aux réunions publiques du conseil scolaire francophone un représentant des élèves de chaque école et établit les lignes directrices pour la participation des représentants des élèves à ses réunions;
- c) fournit aux élèves des manuels et d'autre matériel didactique et, s'il estime que cela est nécessaire, fixe le prix de ces manuels et de ces fournitures;
- d) fournit des bibliothèques, du matériel audio-visuel et d'autres ressources;
- e) sous réserve des articles 38 à 43 de la Loi, tente de régler tout litige qui survient entre un élève ou son parent et le personnel d'éducation au sujet de l'enseignement en français langue première et des plans d'études individuels;
- f) sur l'avis du personnel d'éducation, des parents, des personnes qui détiennent des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et des autres membres de la communauté, élabore et offre des programmes scolaires

- deliver culture based school programs in accordance with the requirements of the curriculum;
- (g) hold a public meeting annually to consult with persons having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* regarding the goals and plans for the program of French first language instruction for the next school year;
 - (h) in accordance with the directions of the District Education Authority, monitor, evaluate and direct the delivery of school programs to assure the highest possible education standards in the schools;
 - (i) in accordance with the directions of the District Education Authority, evaluate program plans and provide direction with respect to those plans;
 - (j) in cooperation with the District Education Authority, evaluate and provide support to home schooling programs in French first language instruction; and
 - (k) in accordance with the directions of the District Education Authority, establish and advise the District Education Authority of the hours of instruction for the academic year for schools, the opening and closing dates for schools, the dates established for the development of the skills of the education staff, the dates established for the performance of non-instructional duties by education staff, and dates for vacations and for the observance of holidays for schools.

(2) A District Education Authority establishing a *conseil scolaire francophone* shall also, with regard to the delivery of a program of French first language instruction, delegate to that *conseil* the duty to

- (a) in cooperation with the District Education Authority, provide equipment and facilities for school programs for physical education, athletics and recreation;
- (b) in accordance with the directions of the District Education Authority, enter into

- fondés sur la culture en conformité avec les exigences du programme d'études;
- g) tient une réunion publique annuellement afin de consulter les personnes qui détiennent des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* relativement aux objectifs et aux plans du programme d'enseignement en français langue première pour l'année scolaire suivante;
 - h) en conformité avec les directives de l'administration scolaire de district, contrôle, évalue et dirige la dispense des programmes scolaires afin que les normes pédagogiques soient les plus élevées possibles dans les écoles;
 - i) en conformité avec les directives de l'administration scolaire de district, évalue les plans relatifs au programme scolaire et donne des directives à leur égard;
 - j) en coopération avec l'administration scolaire de district, évalue les programmes d'enseignement à domicile pour le français langue première et leur fournit du soutien;
 - k) en conformité avec les directives de l'administration scolaire de district, détermine les heures de classe pour l'année d'enseignement, les dates d'ouverture et de fermeture des écoles, les dates prévues pour la formation du personnel d'éducation, les dates prévues pour l'exécution des tâches non-pédagogiques par le personnel d'éducation et les dates des vacances scolaires et des jours fériés à observer dans les écoles, et en avise l'administration scolaire de district.

(2) Relativement à la dispense du programme d'enseignement en français langue première, l'administration scolaire de district délègue aussi au conseil scolaire francophone le pouvoir en vertu duquel il :

- a) fournit, en coopération avec l'administration scolaire de district, le matériel et les installations nécessaires aux programmes scolaires en ce qui a trait à l'éducation physique, à l'athlétisme et aux activités récréatives;

- agreements that provide for the maximum possible use of education facilities for purposes outside the education program;
- (c) have custody and safekeeping of all the education facilities that are used for the education program and maintain the education facilities in good condition;
 - (d) employ and bond a financial officer or officers as it considers necessary;
 - (e) receive the moneys that are provided by grant or contribution by the Minister for the use of the *conseil scolaire francophone* for the delivery of the education program;
 - (f) make expenditures to meet the requirements of the education program and the Act and supervise and be accountable for all expenditures;
 - (g) provide advice to the District Education Authority regarding the purchase or construction of education facilities;
 - (h) keep a full and accurate record of its proceedings and financial transactions and affairs;
 - (i) subject to subsection 136(5) of the Act, prepare for the approval of the District Education Authority, in accordance with the regulations made under the Act, an annual estimate of revenue and expenditures for the operation and maintenance of the education program in the area within its jurisdiction for the next school year;
 - (j) subject to subsection 136(5) of the Act, prepare, for the approval of the District Education Authority and in accordance with the directions of the Minister, an annual estimate of revenue and expenditures for all capital items for the education program in the area within its jurisdiction for the next school year; and
 - (k) prepare, for the approval of the Minister and in accordance with the regulations made under the Act, an operational plan for the education program in the area within its jurisdiction.
- b) conclut, en conformité avec les directives de l'administration scolaire de district, des accords qui prévoient la maximalisation de l'utilisation des installations scolaires à d'autres fins que celles du programme d'enseignement;
 - c) assure la garde et la surveillance de toutes les installations scolaires qui servent dans le cadre du programme d'enseignement, et maintient ces installations en bon état;
 - d) engage un ou des agents financiers et fournit un cautionnement à leur égard, selon ce qu'il estime nécessaire;
 - e) reçoit les sommes que lui fournit le ministre, par subvention ou contribution, en vue de leur affectation au programme d'enseignement;
 - f) engage des dépenses en vue de satisfaire aux exigences du programme d'enseignement et de la Loi, contrôle toutes les dépenses et en rend compte;
 - g) donne des avis à l'administration scolaire de district relativement à l'achat ou à la construction d'installations scolaires;
 - h) tient un relevé complet et exact de toutes ses délibérations ainsi que de toutes ses opérations et affaires financières;
 - i) sous réserve du paragraphe 136(5) de la Loi, prépare pour l'approbation de l'administration scolaire de district, en conformité avec les règlements pris en vertu de la Loi, les prévisions annuelles de ses recettes et de ses dépenses en ce qui concerne le fonctionnement et le maintien du programme d'enseignement pour l'année scolaire suivante;
 - j) sous réserve du paragraphe 136(5) de la Loi, prépare pour l'approbation de l'administration scolaire de district, en conformité avec les directives du ministre, les prévisions annuelles de ses recettes et de ses dépenses en ce qui concerne l'ensemble des immobilisations nécessaires au programme d'enseignement pour l'année scolaire suivante;
 - k) prépare pour l'approbation du ministre, en conformité avec les règlements pris en vertu de la Loi, un plan opérationnel pour le programme d'enseignement.

(3) A *conseil scolaire francophone* shall make by-laws and policies to govern the conduct of its business including the financial responsibilities of the *conseil scolaire francophone*.

(4) By-laws and policies made under subsection (3) must be consistent with the Act and the regulations made under the Act and allow the District Education Authority to fulfil its duties under the Act and the regulations made under the Act.

8. A District Education Authority establishing a *conseil scolaire francophone* shall, with regard to the delivery of a program of French first language instruction, delegate to that *conseil scolaire francophone* the power to

- (a) develop and produce learning resources and materials to support the delivery of culture based school programs and other local programs;
- (b) authorize, supervise and evaluate the use of distance learning programs in the provision of the education program;
- (c) establish committees of the *conseil scolaire francophone* and assign powers and duties to those committees;
- (d) guide the District Education Authority with regard to the entering into of agreements with other education bodies to deliver the education program including the payment of tuition in the circumstances set out in subsection 14(2) of the Act;
- (e) pay an honorarium and expenses to each of its members in accordance with the regulations made under the Act;
- (f) in addition to the school program, develop and deliver early childhood development, adult education, cultural, religious or other programs to enhance learning and charge fees for the programs;
- (g) collect or maintain information that affects decisions made about the education of a student and maintain a record of the decisions; and
- (h) with regard to the education staff assigned to the *conseil scolaire francophone* for French first language instruction, provide direction to the Superintendent regarding the recruitment,

(3) Le *conseil scolaire francophone* adopte des règlements administratifs et des politiques portant sur le déroulement de ses affaires, notamment sur ses responsabilités financières.

(4) Les règlements administratifs et les politiques adoptés en vertu du paragraphe (3) doivent être conformes à la Loi et ses règlements et permettre à l'administration scolaire de district d'exécuter ses obligations prévues par la Loi et ses règlements.

8. Relativement à la dispense du programme d'enseignement en français langue première, l'administration scolaire de district délègue au *conseil scolaire francophone* qu'elle a constitué le pouvoir :

- a) de préparer et de produire des ressources et du matériel didactiques afin de soutenir l'application des programmes scolaires ou des autres programmes locaux fondés sur la culture;
- b) d'autoriser, de superviser et d'évaluer l'utilisation des programmes d'apprentissage à distance dans l'application du programme d'enseignement;
- c) de constituer des comités du *conseil scolaire francophone* et de leur attribuer des pouvoirs et des fonctions;
- d) de conseiller l'administration scolaire de district dans la conclusion d'accords avec d'autres organismes scolaires en vue de dispenser le programme d'enseignement, et notamment en vue du paiement des frais de scolarité dans les circonstances prévues au paragraphe 14(2) de la Loi;
- e) de verser à chacun de ses membres des honoraires et des indemnités en conformité avec les règlements pris en vertu de la Loi;
- f) en plus du programme scolaire, d'élaborer et d'offrir des programmes visant à faciliter l'apprentissage, notamment des programmes de développement des jeunes enfants, des programmes d'éducation des adultes ou des programmes culturels ou religieux et exiger le paiement de frais pour ces programmes;
- g) d'obtenir ou de conserver des renseignements concernant les décisions prises au sujet de l'éducation de tout

interviewing and hiring of applicants.

élève ainsi qu'un relevé de ces décisions;
h) relativement au personnel d'éducation affecté au conseil scolaire francophone pour l'enseignement en français langue première, de donner des directives au surintendant au sujet du recrutement, des entrevues et de l'embauche des candidats.

Commission scolaire francophone de division

9. (1) Where two or more *conseils scolaires francophones* wish to request, under section 84 of the Act, the Minister to establish a *commission scolaire francophone de division*, the *conseils scolaires francophones* shall provide the following information to the Minister:

- (a) projected enrolment for the program of French first language instruction;
- (b) proposed budget for the *commission scolaire francophone de division*;
- (c) proposed governance structure for the *commission scolaire francophone de division*;
- (d) plans for staffing for the program of French first language instruction;
- (e) name and address of a person who may be contacted should more information be required and a telephone number at which the person may be reached;
- (f) the method for the fulfilment of the duties of a Superintendent set out in the Act.

(2) Where the Minister receives the information listed in subsection (1) and the Minister is not satisfied that the criteria set out in paragraph (3)(a) are met, the Minister may request more information from the person referred to in paragraph (1)(e).

(3) The *conseils scolaires francophones* that provided the information under subsection (1) may request the Minister to establish a *commission scolaire francophone de division* where

- (a) the Minister is satisfied, based on the information provided under subsections (1) and (2), that the *commission scolaire francophone de division* will
 - (i) fulfil the duties of an education

Commission scolaire francophone de division

9. (1) La demande de constitution d'une commission scolaire francophone de division, présentée au ministre en vertu de l'article 84 de la Loi par au moins deux conseils scolaires francophones, comporte les renseignements suivants :

- a) le nombre d'inscriptions prévu pour le programme d'enseignement en français langue première;
- b) une proposition de budget pour la commission scolaire francophone de division;
- c) une proposition de structure de gestion pour la commission scolaire francophone de division;
- d) une proposition sur la dotation en personnel pour le programme d'enseignement en français langue première;
- e) les nom et adresse d'une personne-ressource et le numéro de téléphone où elle peut être jointe;
- f) la façon dont les fonctions du surintendant décrites dans la Loi seront exercées.

(2) Le ministre qui reçoit les renseignements prévus au paragraphe (1) et qui n'est pas convaincu que les critères fixés à l'alinéa (3)a) sont respectés peut demander un complément d'information à la personne visée à l'alinéa (1)e).

(3) Les conseils scolaires francophones qui ont fourni les renseignements en vertu du paragraphe (1) peuvent demander au ministre de constituer une commission scolaire francophone de division si, selon

[le cas :

- a) le ministre est convaincu, sur la base des renseignements fournis en vertu des paragraphes (1) et (2), que la commission scolaire francophone de division, à la fois :

- body under the Act,
- (ii) meet the standards established by the Minister for the education program, and
 - (iii) be able to fulfil the duties of a Superintendent under the Act; or
- (b) more than 500 students are registered in the program of French first language instruction in the area that would be within the jurisdiction of the *commission*.

10. Every *commission scolaire francophone de division* is a corporation.

11. (1) On the establishment of a *commission scolaire francophone de division*, the District Education Authorities responsible for the *conseils scolaires francophones* that requested that the *commission scolaire francophone de division* be established shall dissolve the *conseils scolaires francophones*.

(2) A *commission scolaire francophone de division* shall consist of

- (a) three persons from each education district within the jurisdiction of *commission scolaire francophone de division*, where there are less than four education districts; or
- (b) two persons from each education district within the jurisdiction of the *commission scolaire francophone de division*, where there are four or more education districts.

(3) Subject to section 12, the election of persons as members of the *commission scolaire francophone de division* shall be conducted publicly in the same manner as the election of members of a District Education Authority under the *Local Authorities Elections Act* and the *Local Authorities Elections Act* applies, with such modifications as the circumstances require, to the election.

12. (1) A person having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* may be nominated and stand as a candidate in an election for

(i) respectera les obligations d'un organisme scolaire prévues par la Loi,

(ii) répondra aux normes fixées par le ministre pour le programme d'enseignement,

(iii) sera en mesure d'exercer les fonctions du surintendant prévues par la Loi;

b) plus de 500 élèves sont inscrits au programme d'enseignement en français langue première dans le territoire qui relèverait de la compétence de la *commission*.

10. Chaque *commission scolaire francophone de division* est une personne morale.

11. (1) Suite à la constitution d'une *commission scolaire de division*, les administrations scolaires de district dissolvent les *conseils scolaires francophones* relevant de leur compétence qui ont fait une demande de constitution de *commission scolaire francophone de division*.

(2) La *commission scolaire francophone de division* se compose :

a) lorsqu'il y a moins de quatre districts scolaires, de trois personnes de chaque district scolaire relevant de la compétence de la *commission scolaire francophone de division*;

b) lorsqu'il y a au moins quatre districts scolaires, de deux personnes de chaque district scolaire relevant de la compétence de la *commission scolaire francophone de division*.

(3) Sous réserve de l'article 12, l'élection des personnes à titre de membres de la *commission scolaire francophone de division* se déroule publiquement de la même façon que celle des membres de l'administration scolaire de district en vertu de la *Loi sur les élections des administrations locales*, laquelle s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'élection.

12. (1) La personne qui détient des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* peut être nommée ou se porter candidate à une

members of a *commission scolaire francophone de division*.

(2) A person having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and who has a child registered in a French first language program may vote in an election for members of a *commission scolaire francophone de division*.

(3) A member of a *commission scolaire francophone de division* holds office for three years or until the day of the next general election for members of the District Education Authority for the education district in respect of which that member is elected, whichever is sooner, except that where there is less than 12 months remaining before the next general election for the members of the District Education Authority, the member of the *commission scolaire francophone de division* holds office until the end of the term of members of the District Education Authority who are elected at the next general election of the District Education Authority.

(4) The *commission scolaire francophone de division* shall select from its members a chairperson and a vice-chairperson.

13. Where a *commission scolaire francophone de division* has been established, a District Education Authority responsible for an education district that is not within the jurisdiction of the *commission scolaire francophone de division* shall, in accordance with the directions of the Minister, consult with the *commission scolaire francophone de division* regarding the provision of a program of French first language instruction.

Application of Act to *commission scolaire francophone de division*

14. The following provisions of the Act apply to or in respect of a *commission scolaire francophone de division* as if it were a District Education Authority:

- (a) section 6;
- (b) subsections 9(1) and 13(2);
- (c) section 17;
- (d) subsection 18(3);
- (e) sections 22 and 23;
- (f) subsection 28(2);
- (g) sections 34, 35, 36, 63 and 69;

élection des membres d'une *commission scolaire francophone de division*.

(2) La personne qui détient des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et dont un enfant est inscrit à un programme d'enseignement en français langue première peut voter à une élection des membres d'une *commission scolaire francophone de division*.

(3) Le membre d'une *commission scolaire francophone de division* demeure en poste pour une durée de trois ans ou jusqu'à la date de la prochaine élection générale des membres de l'administration scolaire du district scolaire pour lequel ce membre a été élu, selon la première de ces dates. S'il reste moins de 12 mois avant la prochaine élection générale, le membre de la *commission scolaire francophone de division* demeure en poste jusqu'à la fin du mandat des membres de l'administration scolaire de district qui sont élus à la prochaine élection générale de l'administration scolaire de district.

(4) La *commission scolaire francophone de division* choisit parmi ses membres un président et un vice-président.

13. Lorsqu'une *commission scolaire francophone de division* a été constituée, l'administration scolaire d'un district scolaire qui ne relève pas de la compétence de la *commission scolaire francophone de division* consulte, en conformité avec les directives du ministre, la *commission scolaire francophone de division* sur la mise en oeuvre d'un programme d'enseignement en français langue première.

Application de la Loi à la *commission scolaire francophone de division*

14. Les dispositions suivantes de la Loi s'appliquent à l'égard d'une *commission scolaire francophone de division* de la même façon que s'il s'agissait d'une administration scolaire de district :

- a) l'article 6;
- b) les paragraphes 9(1) et 13(2);
- c) l'article 17;
- d) le paragraphe 18(3);
- e) les articles 22 et 23;
- f) le paragraphe 28(2);

- (h) subsection 77(2);
- (i) paragraph 78(2)(h);
- (j) section 114;
- (k) paragraph (a) of the definition "member" in section 121.

- g) les articles 34, 35, 36, 63 et 69;
- h) le paragraphe 77(2);
- i) l'alinéa 78(2)h);
- j) l'article 114;
- k) l'alinéa a) de la définition de «membre», à l'article 121.

Dated at Yellowknife, August 2/, 1996.

Fait à Yellowknife, le 2/août 1996.



Charles Dent
Minister
Ministre

8144-6-96

Prairie



e and Northwest Territories Region

To: Jean- Gilles Francoeur
From: Lise Picard
Subject: Réglementation loi Éducation TNO
Date: Le 24 septembre 1996

MEMORANDUM

Bonjour Jean-Gilles,

Tel que promis voici les règlements en Éducation serait-il possible d'en avoir une opinion légale. Merci.

- Règlement sur l'instruction en français langue première
- Règlement sur le registre de consultation
- Règlement sur dossiers scolaires
- Règlement sur la demande de constitution des organismes scolaires confessionnels publics
- Règlement sur l'accréditation des directeurs d'école
- Règlement sur les programmes d'enseignement à domicile
- Règlement sur les demandes
- Règlement sur les programmes d'enseignement à domicile
- Règlement sur les écoles privées
- Règlement sur l'année d'enseignement et la fréquentation scolaire
- Règlement sur le personnel d'éducation
- Règlement sur les appels en matière d'éducation

J'inclus aussi la pochette d'information préparée par l'Association des parents de Yellowknife qui sera officiellement lancée lors de l'AGA de la FFT.

SENT BY: EDUC, CULT & EMPL.

; 9-23-96 ; 3:06PM ; CURRICULUM SERVICES-

819 953 6580;# 1/ 2



Learning
IS FOR LIFE
N.W.T. EDUCATION

8144-5-96

FACSIMILE TRANSMISSION

GOVERNMENT OF THE NORTHWEST TERRITORIES

P.O. BOX 1320

4501-50 AVENUE

YELLOWKNIFE, NT X1A 2L9

DEPARTMENT OF EDUCATION, CULTURE AND EMPLOYMENT

EARLY CHILDHOOD AND SCHOOL SERVICES

FAX # (403) 873-0109

Date: ,1996

Pages (including cover): 2

Fax Number: (819) 953-6580

Phone Number:

SENT TO:

Mr. Hilaire Lemoine
Canadian Heritage Department

FROM:

ERIC COLBOURNE

COMMENTS:

Future of École Allain-St-Cyr

THE DOCUMENTS ACCOMPANYING THIS TRANSMISSION CONTAIN CONFIDENTIAL INFORMATION INTENDED FOR A SPECIFIC INDIVIDUAL AND PURPOSE. THE INFORMATION IS PRIVATE, AND IS LEGALLY PROTECTED BY LAW. IF YOU ARE NOT THE INTENDED RECIPIENT, YOU ARE HEREBY NOTIFIED THAT ANY DISCLOSURE, COPYING, DISTRIBUTION, OR TAKING OF ANY ACTION IN REFERENCE TO THE CONTENTS OF THIS TELECOPIED INFORMATION IS STRICTLY PROHIBITED. IF YOU HAVE RECEIVED THIS COMMUNICATION IN ERROR, PLEASE NOTIFY US IMMEDIATELY BY TELEPHONE AND RETURN THE FAXED COPIES TO US BY REGULAR MAIL.



Northwest
Territories Education, Culture and Employment

Mr. Hilaire Lemoine
Director General
Official Languages Support Programs Branch
Canadian Heritage Department
15, Eddy Street, 7th Floor
HULL, QC K1A 0M5

SEP 23 1996

Dear Mr. Lemoine:

Future of École Allain- St-Cyr

Thank you for your letter of August 26, 1996. In order to resume discussions on the future of École Allain St-Cyr, I am pleased to confirm the October 4, 1996 meeting in Yellowknife, with our Departmental staff responsible for this project.

Another meeting with the Conseil Francophone de Yellowknife and the Yellowknife Public District Education Authority representatives could take place the same day.

Mr. Jean-Marie Mariez, Coordinator, French Programs, Early Childhood and School Services, will contact you for further information regarding the meetings.

I am looking forward to positive and constructive meetings that will hopefully address the needs of the francophone community.

Yours sincerely,

Eric Colbourne
A/Deputy Minister

c. Mr. Jean-Marie Mariez
Coordinator, French Programs
Early Childhood and School Services

Mr. Ken East
Director
Northwest Territories Office



RENCONTRE AVEC LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

[Voir horaire et participants ci-joint.]

CENTRE SCOLAIRE ET COMMUNAUTAIRE DE YELLOWKNIFE

- **Historique :**

- L'Association franco-culturelle de Yellowknife a démarré le dossier du Centre scolaire et communautaire en 1986. La création en 1989 de l'École Allain Saint-Cyr confirme l'importance du dossier; les étudiants sont logés dans des portatives.
- De 1989 à 1994 le dossier évolue tant bien que mal. En 1994 le ministère de l'Éducation annonce au Conseil francophone de Yellowknife qu'une recommandation pour la construction d'une nouvelle école francophone prévue en 1999 est inscrite dans le plan quinquennal des dépenses d'immobilisation du Ministère. Ce plan quinquennal a été accepté par le Comité directeur de l'Assemblée législative. Le Conseil scolaire de Yellowknife reprend le dossier et travaille avec la communauté pour l'obtention d'un Centre scolaire communautaire.
- En mai 1995 le ministère de l'Éducation informe le Conseil scolaire francophone qu'il n'a plus d'argent pour bâtir l'École Allain Saint-Cyr. En juillet 1995 le ministère de l'Éducation demande à Patrimoine de payer l'École à 100%. Patrimoine répond qu'il est prêt à défrayer une partie des coûts du centre scolaire et communautaire, environ 50% pour un total d'environ 3M\$ et que le projet du CSC doit répondre aux besoins de la communauté et de l'école. Le dossier piétine depuis juillet 1995 car les deux ministères demeurent sur leur position respective i.e. Patrimoine veut payer 50% et le ministère de l'Éducation veut que Patrimoine paie à 100%.

- **Écoles francophones**

- Il y a deux écoles francophonès dans les TNO, à Yellowknife et Iqaluit. Toutes les deux ont de sérieux problèmes de locaux. A l'École Allain St-Cyr les cours de science doivent se donner dans les corridors. Le Conseil est tellement exaspéré qu'il pense déménager l'École dans un Junior High et l'École perdrait ainsi son homogénéité (voir lettre du Conseil scolaire de Yellowknife à cet effet).
- On essaie de donner des cours de français à :
 - Hay River (5hrs/sem après l'école)
 - Cape Dorset
 - Nanisivik

Position du ministère d'Éducation (i.e. Jean-Marie)

- Écoles financées à 100% ailleurs et donc pas de raisons de ne pas faire de même aux TNO. On utilise souvent l'exemple de la Saskatchewan où des écoles sont financées à 100% et en plus, aide substantielle pour la communauté. PCH traite donc les francophones des TNO comme des francophones de seconde classe. PCH est à blâmer si le projet ne va pas de l'avant...
- On semble parfois agir de mauvaise foi, par exemple on a affirmé qu'avant le référendum PCH était prêt à mettre 4 M\$ dans le projet mais maintenant seulement 50%; on a dit que l'aspect communautaire compromet tout le projet puisque PCH ne peut appuyer les deux volets; Jean-Marie menace que si on en vient pas à une entente le 4 oct. le Ministère fermera le dossier une fois pour toute...
- Rolland Baily du ministère de l'Exécutif a été informé de l'état du dossier et des interactions possibles avec le renouvellement de l'entente sur les services. Il devait rencontrer les gens du ministère de l'Éducation le 26 sept.
- Ken East a rencontré les interlocuteurs du CSC le 20 septembre et a mentionné que chaque centre se négocie de façon individuelle mais il a mentionné que Patrimoine contribue des sommes importantes aux TNO par le biais de l'accord sur les langues officielles. Le ministère de l'Exécutif du GTNO est soucieux du comportement adopté par le min. de l'Éducation dans le dossier du Centre scolaire et communautaire de Yellowknife.
- Un nouveau sous-ministre de l'Éducation (Jerry Harrowsmith) entrait en fonction le 30 septembre; il ne sera pas présent à la rencontre.

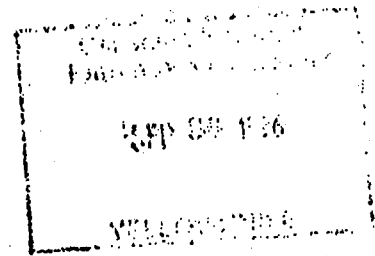
ENTENTE LOE

- Les TNO présentent leur demande très tôt dans l'année afin d'avoir une approbation hative. Ils refusent d'avancer l'argent des projets aux commissions scolaires et aux conseils francophones avant d'avoir l'approbation de PCH. Inutile de dire que Jean-Marie est très déçu de la lenteur de l'approbation de cette année et menace de présenter son budget en deux parties l'an prochain (voir cc-mail à Paula). On tente par tous les moyens de faire approuver le dossier avant vos rencontres (voir recommandation LOE et tableaux de financement ci-joints).
- Jean-Marie nous demande de renégocier le montant prévu au minimum garanti pour l'an prochain. Il faudra lui expliquer qu'en signant le protocole avec le CMEC le GTNO a indiqué son accord avec les montants établis pour l'infrastructure et le minimum garanti. Je vais essayer de clarifier ce point avec lui avant vos rencontres.



Conseil scolaire francophone de Yellowknife

5622, avenue 51 A, Yellowknife, (T.N.-O) X1A 1G4
Téléphone:(403)873-8555 Télécopieur:(403)873-5644



September 30 1996

Ken Woodley
Superintendent
Yellowknife Education District No. 1
P.O. Box 788
Yellowknife, NT X1A 2N6

Post-It® Fax Note 7671		Date <i>Sept 96</i>	# of pages <i>2</i>
To <i>J.G. Francoeur</i>		From <i>Paul Picard</i>	
Co./Dept.		Co.	
Phone #		Phone #	
Fax # <i>819-953-6580</i>		Fax #	

Dear Mr. Woodley,

You have received a copy of the proposal for **Centre scolaire communautaire** May 7, 1996. Since then our needs and student population has grown more then even predicted.

We have 12% increase of our students population. Our growth forecast, even on the conservative side (10%), anticipates over 100 students by year 2001.(Appendix 1, table 1)

We sincerely believe that we would reach higher numbers of students in a real school building, as the 1991 Canadian Census shows that there is 215 *ayant droit's* from age 5 to 17. (Appendix 1, table 2) With only an increase of 10 % we should be close to 91 students by year 1999.

As emphasized in the previous proposal, homogeneity is important. Only 23% of our children in Yellowknife who are *ayant droits* of 5 to 17 y.o keep their French language. (Appendix 1, table 2) The assimilation is just too easy, especially in a remote and isolated area as in Yellowknife. Exchanges with other francophones are not as easy.

....2

We totalize now 57 students from Kindergarden to Grade 9. We have four teachers, 2 aides and a secretary/librarian, and we are still crowded into **6 temporary** portables on city land adjacent to J. H. Sissons school yard. We have no gymnasium, no proper library/resource center and no school yard. Currently our science labs for Grades 7-8-9 are being performed in the school hallway. Kindergarden children are forbidden to go out of there classroom during that time, it wouldn't be safe. Those experiments can't occur in their classroom because the use of the same desk for their lunch which would be unsafe and not healthy.

We have moved our library/resource center into a bigger room by relocating classes into other available spaces. We are adding 8 more computers to our 8 current ones and 2000 books are coming back to us from J.H. Sissons school library. We do have no available space.

At least two more portables are requires to accommodate our current needs and what about our anticipated growth in students and programs? We are seriously looking at starting grades 10 and 11 September 1997. L'École Allain St-Cyr cannot offer these grades without laboratories, trade workshops nor adequate library/resource center which are required for proper schooling at those higher grade levels. Our needs are urgent because of even Life Safety hazard for our students.

Here is a list of our needs:

<i>Kindergarden</i>	1 classroom
<i>Grades 1-6</i>	3 classroom
<i>Grades 7-12</i>	3 classroom
<i>Career & technology</i>	1 classroom
<i>Science laboratory</i>	1 classroom
<i>Multiple use (art, music, theater)</i>	1 classroom

This up to date list outlightning the lack of space at École Allain St-Cyr :

- a. We are getting **8 more computers** to add to our 8 current ones and it will be impossible to find room in the **library/resource center** to install them;
- b. The **Implementation of Grades 10, 11 and 12, Career & Technology Studies, and distance education French courses**, are entirely dependent on the relocation of the school into a building;
- c. We are in the process of moving even **more books (2,000)** from J.H. Sissons school to our **library-resource center**;
- d. **Laboratory classes Grade 7-8-9** are happening in the hallway;

- e. Although work is underway to implement Grade 10 and 11, in September 1997, **the current school cannot provide another classroom;**
- f. None of the classes are accessible by wheelchair and there are **no facilities in place for children with « special needs »;**
- g. There are **insufficient washrooms**, some of the toilets are in a confined space, with no sink or faucets;
- h. There is **no space for recreational activities nor a gymnasium;**
- i. There is **no area designated for medical purposes, nor rest areas;**
- j. The **furnace rooms contain stored items**, as there is no other space to store these items. This is unacceptable as a fire hazard risk;
- k. **The francophone school has no school yard.** Recess activities are integrated with those of J.H. Sissons, which contributes on a daily basis to assimilation in English.

Should you have further questions, please do not hesitate to contact the Conseil.

We would like to thank you for your collaboration, we are confident that our request for a new school building is a priority for the School Board.

Sincerely yours,

Le Président du Conseil scolaire francophone,



Jean-François Pitre

c.c. Jean-Marie Mariez, Department of Education
Lise Picard, Patrimoine canadien

Appendix #1

1. Growth Forecast - Number of Students at *École Allain St-Cyr*
(considering that 3 of our students are actually studying down South, we have 60 students in 1996)

If school has only Kindergarden to Grade 9			With gradual implementation Kindergarden to Grade 12		
	10%	15%		10%	15%
Sept 1997	63	66	K. to G11	72	75
Sept 1998	69	76	K. to G12	82	90
Sept 1999	76	87	K. to G12	90	104
Sept 2000	84	100	K. to G12,	99	120
Sept 2001	92	115	↓	109	138
Sept 2002	101	132		120	159

Conseil scolaire francophone de Yellowknife, 1996

2. Representation : 5 to 17 years - Northwest Territories

<u>to 17 years</u>	<i>ayants droits</i>	Always speak French	Always speak English	Retention Rate of the French language
Baffin North Region	100	30	70	30,0 %
Baffin South Region	85	30	55	35,3 %
Fort Smith Region	370	50	320	13,5 %
Yellowknife Region	215	50	165	23,3 %
Inuvik Region	0	0	0	0 %
Territories Total	490	75	415	15,3 %

Statistics Canada, 1991 Census



Northwest
Territories Canada

Registered in the
Regulations Register
Aug 28, 1996
under registration
number R-170-96

Filed by *VP*

Inscrit au
registre des règlements
le 28 août 1996
n° d'enregistrement
R-170-96

Déposé par *[Signature]*

Discussions
Registry of Regulations
~~Chambre des règlements~~

EDUCATION ACT

EDUCATION STAFF REGULATIONS

The Minister, under section 151 of the *Education Act* and every enabling power, makes the *Education Staff Regulations*.

INTERPRETATION

1. (1) In these regulations,

"Act" means the *Education Act*; (*Loi*)

"Deputy Minister" means the Deputy Minister of the Department of Education, Culture and Employment; (*sous-ministre*)

"former teacher" means a person who holds a teaching certificate issued by the Minister and who is no longer employed to teach in a school; (*ancien enseignant*)

"Superintendent" includes, except in sections 45, 54 and 57, a person designated by the Superintendent to act on his or her behalf. (*surintendant*)

- (2) The Superintendent shall advise the Registrar of the name and address of any person designated under subsection (1) to act on his or her behalf.

SERVICE OF NOTICE OR DOCUMENT

2. A notice or document required to be served on a person under these regulations is sufficiently served

- (a) where it is served personally on that person or by registered mail or by courier to

- (i) the last known mailing address for that person, or

- (ii) where that person is a teacher, the last address in the records of the Registrar; or

LOI SUR L'ÉDUCATION

RÈGLEMENT SUR LE PERSONNEL D'ÉDUCATION

Le ministre, en vertu de l'article 151 de la *Loi sur l'éducation* et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur le personnel d'éducation*.

DÉFINITIONS

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

«ancien enseignant» La personne qui est titulaire d'un brevet d'enseignement délivré par le ministre et qui n'enseigne plus dans une école. (*former teacher*)

«Loi» La *Loi sur l'éducation*. (*Act*)

«sous-ministre» Le sous-ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation. (*Deputy Minister*)

«surintendant» Est assimilé au surintendant, sauf aux articles 45, 54 et 57, la personne qu'il désigne pour agir en son nom. (*Superintendent*)

- (2) Le surintendant transmet au registraire les nom et adresse de la personne désignée au paragraphe (1) pour agir en son nom.

SIGNIFICATION D'UN AVIS OU D'UN DOCUMENT

2. L'avis ou le document devant être signifié à personne en vertu du présent règlement est valablement signifié si, selon le cas :

- a) la signification est faite à personne, par courrier recommandé ou par messenger :

- (i) soit à la dernière adresse postale connue de cette personne,

- (ii) soit à la dernière adresse figurant dans les dossiers du registraire, s'il s'agit d'un enseignant;



- (b) where service under paragraph (a) is not possible, if it is published at least twice, not more than one week apart, in a local newspaper circulated at or near the last known mailing address of the person.

N.W.T. TEACHER QUALIFICATION SERVICE

3. (1) The Minister shall establish the N.W.T. Teacher Qualification Service.

(2) The Minister shall appoint two people from the Department of Education, Culture and Employment and two people recommended by the Northwest Territories Teachers' Association as members of the N.W.T. Teacher Qualification Service.

(3) The members of the N.W.T. Teacher Qualification Service shall select a member as chairperson.

(4) The Minister may provide directions to the N.W.T. Teacher Qualification Service regarding the conduct of its business.

(5) The N.W.T. Teacher Qualification Service shall establish policies and procedures for the

- (a) certification and recertification of teachers;
- (b) certification and recertification of teachers holding certificates of eligibility as principal;
- (c) evaluation of the qualifications and teaching experience of teachers for the purpose of placing each teacher at a salary level;
- (d) approval of a teacher's educational qualifications from a post-secondary education institution;
- (e) renewal of expired teaching certificates;
- (f) renewal of teaching certificates where the holder has not completed the teaching experience or courses required;
- (g) extension of time required to meet the requirements of these regulations; and
- (h) qualifications of school counsellors.

- b) lorsqu'elle n'est pas possible en vertu de l'alinéa a), la signification est publiée au moins deux fois, à moins d'une semaine d'intervalle, dans un journal local qui est distribué soit à la dernière adresse postale connue de la personne, soit près de celle-ci.

SERVICE D'EXAMEN DES COMPÉTENCES DES ENSEIGNANTS DES T.N.-O.

3. (1) Le ministre met sur pied le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O.

(2) Le ministre nomme deux personnes du ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation et deux personnes recommandées par l'Association des enseignants et des enseignantes des Territoires du Nord-Ouest pour agir en tant que membres du Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O.

(3) Les membres du Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. choisissent un président parmi les membres.

(4) Le ministre peut donner des directives au Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. relativement à la conduite de ses affaires.

(5) Le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. établit des politiques et des procédures relativement :

- a) à la délivrance et au rétablissement des brevets d'enseignement;
- b) à la délivrance et au rétablissement des brevets d'enseignement aux enseignants titulaires d'un certificat d'admissibilité au poste de directeur;
- c) à l'évaluation des compétences et de l'expérience d'enseignement des enseignants afin de déterminer leur niveau de rémunération;
- d) à la reconnaissance des compétences éducationnelles d'un enseignant obtenue d'un établissement d'enseignement post-secondaire;
- e) au renouvellement des brevets d'enseignement expirés;
- f) au renouvellement du brevet d'enseignement lorsque le titulaire n'a

pas l'expérience d'enseignement suffisante ou n'a pas suivi les cours requis;

g) à la prolongation du délai nécessaire pour satisfaire aux exigences du présent règlement;

h) aux compétences des conseillers d'orientation.

(6) The Registrar shall follow the policies and procedures established by the N.W.T. Teacher Qualification Service.

4. A person may, on request made to the Registrar, review the policies and procedures established by the N.W.T. Teacher Qualification Service between 9 a.m. and 4 p.m., Monday to Friday.

REVIEW OF PLACEMENT AT SALARY LEVEL

5. (1) A teacher may, in writing to the Registrar, request a review of a decision of the Registrar regarding the placement of that teacher at a certain salary level.

(2) On receiving a request under subsection (1), the Registrar shall forward the request and all relevant material in his or her possession to the chairperson of the N.W.T. Teacher Qualification Service.

(3) The N.W.T. Teacher Qualification Service shall review the information provided by the Registrar and shall, as soon as practicable after the receipt of the information, confirm or vary the decision of the Registrar.

(4) The chairperson shall advise the Registrar, in writing, of the decision made under subsection (3) and provide written reasons for it.

(5) The Registrar shall provide to the teacher the written decision and reasons of the N.W.T. Teacher Qualification Service.

(6) The decision of the N.W.T. Teacher Qualification Service is final.

(6) Le registraire suit les politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O.

4. Sur demande présentée au registraire, une personne peut, entre 9 h et 16 h du lundi au vendredi, examiner les politiques et les procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O.

EXAMEN DE LA DÉTERMINATION DU NIVEAU DE RÉMUNÉRATION

5. (1) Un enseignant peut, par écrit, demander au registraire un examen de la décision de ce dernier relativement à la détermination du niveau de rémunération de cet enseignant.

(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le registraire transmet, au président du Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., la demande ainsi que tous les documents pertinents en sa possession.

(3) Le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. examine les renseignements fournis par le registraire et, aussitôt que possible après la réception de ceux-ci, confirme ou modifie la décision du registraire.

(4) Le président informe, par écrit, le registraire de la décision prise en vertu du paragraphe (3), et en fournit les motifs écrits.

(5) Le registraire fait parvenir à l'enseignant la décision et les motifs écrits donnés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O.

(6) La décision du Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. est sans appel.

TEACHING CERTIFICATES

Application and Issue

6. (1) A person applying under section 50 of the Act for a teaching certificate shall provide to the Registrar, in a form approved by the Registrar,

- (a) his or her name, mailing address and telephone number;
- (b) any information required by the Registrar regarding that person's teaching experience and qualifications;
- (c) the name, mailing address and telephone number of former employers and professional associations to which that person belonged and the person's consent to allow the Registrar to contact each of those employers and professional associations;
- (d) the appropriate fee as set out in Schedule A;
- (e) a statement as to whether or not there are any criminal charges outstanding against that person;
- (f) the details of any outstanding criminal charges;
- (g) the person's consent to allow the Registrar to check for a criminal record; and
- (h) the person's consent to allow the Registrar to provide all information obtained under this section, including information relating to a criminal record, to that person's potential employer.

(2) Subject to paragraph (1)(h), the Registrar shall not disclose to anyone the information provided under subsection (1) except as is necessary to issue a teaching certificate or for the purposes of a review or a hearing under these regulations.

(3) The Registrar may waive the payment of a fee required by paragraph (1)(d) if the applicant has received all of his or her training within the Territories.

(4) A teacher may apply in a form acceptable to the Registrar, together with the appropriate fee as set out in Schedule A, for

- (a) a replacement teaching certificate; and
- (b) a statement of professional standing.

BREVETS D'ENSEIGNEMENT

Demande et délivrance

6. (1) La personne qui demande un brevet d'enseignement en vertu de l'article 50 de la Loi fournit au registraire, dans la forme approuvée par celui-ci, les renseignements suivants :

- a) ses nom, adresse postale et numéro de téléphone;
- b) les renseignements exigés par le registraire relativement à l'expérience d'enseignement et aux compétences de cette personne;
- c) les nom, adresse postale et numéro de téléphone de ses anciens employeurs et des associations professionnelles auxquelles elle a appartenu et son accord à ce que le registraire puisse les contacter;
- d) le droit correspondant qui figure à l'annexe A;
- e) une déclaration indiquant si elle fait l'objet d'accusations criminelles en cours;
- f) les détails des accusations criminelles en cours;
- g) son accord à ce que le registraire vérifie si elle a un casier judiciaire;
- h) son accord à ce que le registraire puisse fournir tous les renseignements obtenus en vertu du présent article — y compris ceux relatifs au casier judiciaire — à un employeur potentiel.

(2) Sous réserve de l'alinéa (1)h), le registraire ne divulgue à personne les renseignements fournis en vertu du paragraphe (1) sauf lorsque cela est nécessaire pour délivrer un brevet d'enseignement ou pour les fins d'un examen ou d'une audience en vertu du présent règlement.

(3) Le registraire peut renoncer à la perception du droit prévu par l'alinéa (1)d) si le demandeur a suivi toute sa formation dans les Territoires.

(4) Un enseignant peut, en joignant le droit correspondant prévu à l'annexe A, demander au registraire, en la forme acceptable par celui-ci :

- a) le remplacement d'un brevet d'enseignement;

b) une confirmation de son statut professionnel.

7. (1) The Registrar may issue a teaching certificate in accordance with these regulations for the grade and subject that a person is qualified to teach, where

- (a) that person meets the requirements of these regulations;
- (b) that person provides all the information requested by the Registrar and required by these regulations; and
- (c) the Registrar receives the recommendation of the Superintendent, where it is required by these regulations.

(2) The Registrar may refuse to issue a teaching certificate where

- (a) the applicant does not meet the requirements of these regulations;
- (b) the applicant fails or refuses to provide any information requested by the Registrar or required by these regulations;
- (c) the applicant provides false information to the Registrar; or
- (d) the Superintendent is unable to recommend the applicant, where such a recommendation is required by these regulations.

(3) Where the Registrar refuses to issue a teaching certificate, the Registrar shall advise the applicant, in writing, of the refusal and the applicant may, in writing to the Registrar, request a review of a decision of the Registrar regarding the refusal.

Renewal and Recertification

8. (1) A teacher may apply to the Registrar for the renewal of a teaching certificate no later than two months before the expiry of the existing teaching certificate.

(2) A teacher applying under subsection (1) shall submit the appropriate fee as set out in Schedule A.

(3) The Registrar may renew a teaching

7. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement, en conformité avec le présent règlement, pour l'enseignement d'un niveau scolaire et sous réserve de la compétence de la personne pour enseigner, dans les cas suivants :

- a) la personne satisfait aux exigences du présent règlement;
- b) elle fournit tous les renseignements exigés par le registraire et le présent règlement;
- c) le registraire reçoit, lorsque le présent règlement l'exige, la recommandation du surintendant.

(2) Le registraire peut refuser de délivrer un brevet d'enseignement dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le demandeur ne satisfait pas aux exigences du présent règlement;
- b) le demandeur n'est pas en mesure ou refuse de fournir les renseignements exigés par le registraire ou le présent règlement;
- c) le demandeur fournit de faux renseignements au registraire;
- d) le surintendant ne peut, lorsque le présent règlement l'exige, recommander le demandeur.

(3) Lorsqu'il refuse de délivrer un brevet d'enseignement, le registraire en informe par écrit le demandeur. Ce dernier peut, par écrit, demander au registraire un examen de sa décision.

Renouvellement et rétablissement d'un brevet d'enseignement

8. (1) Tout enseignant peut demander le renouvellement d'un brevet d'enseignement au registraire au plus tard deux mois avant l'expiration du brevet d'enseignement.

(2) L'enseignant qui fait la demande en vertu du paragraphe (1) verse le droit correspondant prévu à l'annexe A.

(3) Le registraire peut renouveler un brevet

certificate where the teacher meets the requirements of these regulations.

(4) Where the Registrar refuses to renew a teaching certificate, the Registrar shall advise the applicant, in writing, of the refusal and the applicant may, in writing to the Registrar, request a review of a decision of the Registrar.

9. (1) The Registrar shall establish the requirements for the recertification of teachers holding teaching certificates issued under these regulations.

(2) The Registrar shall establish the requirements for the recertification of teachers holding certificates of eligibility as principal.

10. The power of the Registrar to renew a teaching certificate includes the power to renew, in accordance with the policies and procedures established by the N.W.T. Teacher Qualification Service, a teaching certificate that has expired.

Review of Decision

11. (1) On receiving a request under subsection 7(3) or 8(4), the Registrar shall forward the request and all relevant material in his or her possession relating to the teacher, to the chairperson of the N.W.T. Teacher Qualification Service.

(2) The N.W.T. Teacher Qualification Service shall review the information provided by the Registrar and shall, as soon as practicable after the receipt of the information, confirm or vary the decision of the Registrar and the chairperson shall advise the Registrar, in writing, of the decision and provide written reasons for it.

(3) The Registrar shall provide to the teacher the written decision and reasons of the N.W.T. Teacher Qualification Service.

12. (1) A person who has been refused the issuance or renewal of a teaching certificate by the N.W.T. Teacher Qualification Service may, within 30 days

d'enseignement si l'enseignant satisfait aux exigences du présent règlement.

(4) Lorsqu'il refuse de renouveler un brevet d'enseignement, le registraire en informe par écrit le demandeur. Ce dernier peut, par écrit, demander au registraire un examen de sa décision.

9. (1) Le registraire fixe les exigences pour le rétablissement des brevets d'enseignement aux enseignants titulaires de brevets d'enseignement délivrés en vertu du présent règlement.

(2) Le registraire fixe les exigences pour le rétablissement des brevets d'enseignement aux enseignants titulaires de certificats d'admissibilité à titre de directeur d'école.

10. Le pouvoir du registraire de renouveler un brevet d'enseignement comprend le pouvoir de renouveler, en conformité avec les politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., un brevet d'enseignement expiré.

Examen de la décision

11. (1) Sur réception d'une demande en vertu du paragraphe 7(3) ou 8(4), le registraire transmet, au président du Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., la demande ainsi que tous les documents pertinents relativement à l'enseignant qui sont en sa possession.

(2) Le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. examine les renseignements fournis par le registraire et, aussitôt que possible après la réception de ceux-ci, confirme ou modifie la décision du registraire. Le président en informe alors, par écrit, le registraire et lui en fournit les motifs écrits.

(3) Le registraire fait parvenir à l'enseignant la décision et les motifs écrits donnés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O.

12. (1) La personne à qui le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. a refusé la délivrance ou le renouvellement d'un brevet

After receiving written notice of a refusal to issue or renew a teaching certificate, request the Minister to review the decision.

(2) A request for a review under subsection (1) must be made by serving the Registrar and the chairperson of the N.W.T. Teacher Qualification Service with a written request, stating the reasons the decision should be varied or set aside.

(3) On receipt of a written request for a review, the Registrar and the chairperson of the N.W.T. Teacher Qualification Service shall send the information relating to the refusal to issue or renew and the request for review to the Minister.

(4) The Minister shall, in writing, confirm, vary or set aside the decision under review and provide written reasons for his or her decision.

(5) The Minister shall provide to the Registrar and the chairperson of the N.W.T. Teacher Qualification Service a copy of the written decision and reasons.

(6) The decision of the Minister is final.

(7) On receipt of a copy of the Minister's decision and reasons, the Registrar shall provide the teacher with a copy it.

TEACHING CERTIFICATES - PROFESSIONAL

Interim Professional Teaching Certificate

13. (1) The Registrar may issue an Interim Professional Teaching Certificate to a person who meets the requirements of these regulations and who

- (a) holds a teaching certificate that, in the opinion of the Registrar, is the equivalent teaching certificate from a province or the Yukon Territory;
- (b) has obtained a bachelor of education degree approved by the Registrar;
- (c) holds a post secondary degree, other than a degree in education, from a university and has successfully completed one year

d'enseignement peut, dans les 30 jours suivant la réception de l'avis écrit du refus de la délivrance ou du renouvellement, demander au ministre d'examiner la décision.

(2) La demande d'examen en vertu du paragraphe (1) doit être faite en signifiant, au registraire et au président du Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., une demande écrite dans laquelle sont exposés les motifs selon lesquels la décision devrait être modifiée ou annulée.

(3) Sur réception de la demande écrite, le registraire et le président du Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. envoient au ministre les renseignements relatifs au refus de la délivrance ou du renouvellement ainsi que la demande d'examen.

(4) Le ministre confirme, modifie ou annule, par écrit, la décision qui fait l'objet de l'examen et en fournit les motifs écrits.

(5) Le ministre fait parvenir au registraire et au président du Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. une copie de la décision et des motifs.

(6) La décision du ministre est sans appel.

(7) Sur réception de la copie de la décision et des motifs donnés par le ministre, le registraire en fait parvenir une copie à l'enseignant.

BREVETS D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Brevet d'enseignement professionnel provisoire

13. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement professionnel provisoire à la personne qui satisfait aux exigences du présent règlement et qui est titulaire, selon le cas :

- a) d'un brevet d'enseignement qui, de l'avis du registraire, est équivalent au brevet d'enseignement d'une province ou du territoire du Yukon;
- b) d'un baccalauréat en éducation approuvé par le registraire;
- c) d'un diplôme d'études post-secondaires d'une université, autre qu'un diplôme en

- of course work in a Faculty of Education at a university, both of which are approved by the Registrar; or
- (d) holds a post secondary degree and possesses additional qualifications, or has completed additional requirements requested by the Registrar, that the Registrar considers equivalent to the year of course work referred to in paragraph (c).

(2) An Interim Professional Teaching Certificate expires at the end of the second school year following the school year in which it was issued.

(3) The holder of an Interim Professional Teaching Certificate shall successfully complete two academic years of teaching in a classroom during the term of the teaching certificate.

14. (1) The holder of an Interim Professional Teaching Certificate may apply, in writing, to the Registrar for an extension of the time to complete the teaching experience required by subsection 13(3).

(2) The Registrar may grant one or more extensions to a person applying under subsection (1) and, on granting an extension, the Registrar may renew the Interim Professional Teaching Certificate for a term of one school year.

Professional Teaching Certificate

15. (1) The Registrar may issue a Professional Teaching Certificate to a person who

- (a) holds a valid Interim Professional Teaching Certificate and has, in the opinion of the Superintendent, successfully completed two academic years of teaching in a classroom; or
- (b) holds a Standard Teaching Certificate and has completed a bachelor of education degree approved by the Registrar.

(2) On or before July 1, 1997, the Registrar shall issue a Professional Teaching Certificate to each teacher holding a valid Permanent Professional

éducation, et qui a réussi un an de cours obligatoires dans une faculté d'éducation d'une université, tous deux approuvés par le registraire;

- d) d'un diplôme d'études post secondaires, et qui possède des compétences supplémentaires ou qui a satisfait aux exigences supplémentaires fixées par le registraire, que ce dernier considère équivalentes à l'année de cours visée à l'alinéa c).

(2) Le brevet d'enseignement professionnel provisoire expire à la fin de la deuxième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance.

(3) Le titulaire d'un brevet d'enseignement professionnel provisoire doit réussir deux années d'enseignement dans une classe pendant la durée de son brevet d'enseignement.

14. (1) Le titulaire d'un brevet d'enseignement professionnel provisoire peut, par écrit, demander au registraire une prolongation du délai pour satisfaire aux exigences prévues au paragraphe 13(3) relatives à l'expérience d'enseignement.

(2) Le registraire peut accorder plusieurs prolongations à la personne qui en fait la demande en vertu du paragraphe (1) et peut, une fois la prolongation accordée, renouveler le brevet d'enseignement professionnel provisoire pour une période d'une année scolaire.

Brevet d'enseignement professionnel

15. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement professionnel à la personne qui est titulaire, selon le cas :

- a) d'un brevet d'enseignement professionnel provisoire valide et qui, de l'avis du surintendant, a réussi deux années d'enseignement dans une classe;
- b) d'un brevet d'enseignement ordinaire et d'un baccalauréat en éducation approuvés par le registraire.

(2) Jusqu'au 1^{er} juillet 1997, le registraire délivre un brevet d'enseignement professionnel aux enseignants titulaires d'un brevet professionnel

certificate, issued under the *Education Regulations*, R.R.N.W.T. 1990, c.E-13.

(3) A Professional Teaching Certificate expires at the end of the fourth school year following the school year in which it is issued or renewed.

(4) The Registrar may renew a Professional Teaching Certificate where the holder of the Professional Teaching Certificate has met the requirements for recertification established by the Registrar.

TEACHING CERTIFICATES - STANDARD

Interim Standard Teaching Certificate

16. (1) The Registrar may issue an Interim Standard Teaching Certificate to a person who meets the requirements of these regulations and who has successfully completed a two-year teacher training program at an institution approved by the Registrar.

(2) An Interim Standard Teaching Certificate expires at the end of the second school year following the school year in which it is issued.

(3) The holder of an Interim Standard Teaching Certificate shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward a bachelor of education degree and two academic years of teaching in a classroom during the term of the teaching certificate.

17. (1) The holder of an Interim Standard Teaching Certificate may apply, in writing, to the Registrar for an extension of the time to complete the courses and teaching experience required by subsection 16(3).

(2) The Registrar may grant one or more extensions to a person applying under subsection (1) and, on granting an extension, the Registrar may renew the Interim Standard Teaching Certificate for a term of one school year.

permanent valide délivré en vertu du *Règlement sur l'éducation*, R.R.T.N.-O. 1990, ch. E-13.

(3) Le brevet d'enseignement professionnel expire à la fin de la quatrième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance ou de son renouvellement.

(4) Le registraire peut renouveler un brevet d'enseignement professionnel si son titulaire satisfait aux exigences pour le rétablissement des brevets établies par le registraire.

BREVETS D'ENSEIGNEMENT ORDINAIRE

Brevet d'enseignement ordinaire provisoire

16. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement ordinaire provisoire à la personne qui satisfait aux exigences du présent règlement et qui a réussi un programme de formation des enseignants d'une durée de deux ans dans un établissement approuvé par le registraire.

(2) Le brevet d'enseignement ordinaire provisoire expire à la fin de la deuxième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance.

(3) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire provisoire doit réussir les cours exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. en vue d'obtenir un baccalauréat en éducation ainsi que deux années d'enseignement dans une classe pendant la durée de son brevet d'enseignement.

17. (1) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire provisoire peut, par écrit, demander au registraire une prolongation du délai pour satisfaire aux exigences prévues par le paragraphe 16(3) relativement à l'achèvement des cours et à l'expérience d'enseignement.

(2) Le registraire peut accorder plusieurs prolongations à la personne qui en fait la demande en vertu du paragraphe (1) et, une fois la prolongation accordée, peut renouveler le brevet d'enseignement ordinaire provisoire pour une période d'une année scolaire.

Standard Teaching Certificate

18. (1) The Registrar may issue a Standard Teaching Certificate to a person who meets the requirements of these regulations and who

- (a) holds a valid Interim Standard Teaching Certificate;
- (b) has successfully completed the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward a bachelor of education degree; and
- (c) has, in the opinion of the Superintendent, successfully completed two academic years of teaching in a classroom.

(2) A Standard Teaching Certificate issued under subsection (1) expires at the end of the fourth school year following the school year in which it is issued.

(3) The holder of a Standard Teaching Certificate issued under subsection (1) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward a bachelor of education degree during the term of the teaching certificate.

(4) The Registrar may, twice, renew a Standard Teaching Certificate for a term of five school years where the holder

- (a) has successfully completed the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward a bachelor of education degree during the term of the Standard Teaching Certificate; or
- (b) is permitted, pursuant to the policies and procedures established by the N.W.T. Teacher Qualification Service, to have the teaching certificate renewed.

(5) The holder of a Standard Teaching Certificate renewed under subsection (4) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward a bachelor of education degree during the term of the teaching certificate.

19. (1) Where a Standard Teaching Certificate has been twice renewed under subsection 18(4), the holder

Brevet d'enseignement ordinaire

18. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement ordinaire à la personne qui satisfait aux exigences du présent règlement et qui :

- a) est titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire provisoire valide;
- b) a réussi les cours exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. en vue d'obtenir un baccalauréat en éducation;
- c) a, de l'avis du surintendant, réussi deux années d'enseignement dans une classe.

(2) Le brevet d'enseignement ordinaire délivré en vertu du paragraphe (1) expire à la fin de la quatrième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance.

(3) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire délivré en vertu du paragraphe (1) doit réussir les cours exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. en vue d'obtenir un baccalauréat en éducation pendant la durée de son brevet d'enseignement.

(4) Le registraire peut renouveler deux fois, pour une période de cinq années scolaires, le brevet d'enseignement ordinaire si son titulaire, selon le cas :

- a) a réussi les cours exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. en vue d'obtenir un baccalauréat en éducation pendant la durée de son brevet d'enseignement ordinaire;
- b) a l'autorisation, conformément aux politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., de faire renouveler son brevet d'enseignement.

(5) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire renouvelé en vertu du paragraphe (4) doit réussir les cours exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. en vue d'obtenir un baccalauréat en éducation pendant la durée de son brevet d'enseignement.

19. (1) Lorsque le brevet d'enseignement ordinaire a été renouvelé deux fois en vertu du paragraphe 18(4),

may apply, in writing, to the Registrar for an extension of the time to complete the courses required by subsection 18(5).

(2) The Registrar may grant one or more extensions to a person applying under subsection (1) and, on granting an extension, the Registrar may renew the Standard Teaching Certificate renewed under subsection 18(4) or this subsection for a term of one school year.

**Permanent Standard Certificate.
Continuation**

20. (1) Before July 1, 1997, the Registrar shall issue a Standard Teaching Certificate to each teacher holding a valid Permanent Standard Certificate, issued under the *Education Regulations*, R.R.N.W.T. 1990, c.E-13, who has 10 or more years experience teaching.

(2) A Standard Teaching Certificate issued under subsection (1) or renewed under subsection (3) expires at the end of the fourth school year following the school year in which it is issued or renewed.

(3) The Registrar may renew a Standard Teaching Certificate issued under subsection (1) where the holder of the Standard Teaching Certificate has met the requirements for recertification.

21. (1) Before July 1, 1997, the Registrar shall issue a Standard Teaching Certificate to a teacher holding a valid Permanent Standard Certificate, issued under the *Education Regulations*, R.R.N.W.T. 1990, c.E-13, and who has five, but less than 10, years experience teaching.

(2) A Standard Teaching Certificate issued under subsection (1) expires at the end of the fourth school year following the school year in which it is issued.

(3) The holder of a Standard Teaching Certificate issued under subsection (1) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward a bachelor of education degree during the term of the teaching certificate.

son titulaire peut, par écrit, demander au registraire une prolongation du délai pour terminer les cours exigés au paragraphe 18(5).

(2) Le registraire peut accorder plusieurs prolongations à la personne qui en fait la demande en vertu du paragraphe (1) et, une fois la prolongation accordée, peut renouveler le brevet d'enseignement ordinaire renouvelé en vertu du paragraphe 18(4) ou du présent paragraphe pour une période d'une année scolaire.

**Brevet permanent ordinaire,
prorogation**

20. (1) Avant le 1^{er} juillet 1997, le registraire délivre un brevet d'enseignement ordinaire aux enseignants titulaires d'un brevet permanent ordinaire valide, délivré en vertu du *Règlement sur l'éducation*, R.R.T.N.-O. 1990, ch. E-13, qui ont au moins 10 années d'expérience d'enseignement.

(2) Le brevet d'enseignement ordinaire délivré en vertu du paragraphe (1) ou renouvelé en vertu du paragraphe (3) expire à la fin de la quatrième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance ou de son renouvellement.

(3) Le registraire peut renouveler un brevet d'enseignement ordinaire délivré en vertu du paragraphe (1) si son titulaire satisfait aux exigences du rétablissement.

21. (1) Avant le 1^{er} juillet 1997, le registraire délivre un brevet d'enseignement ordinaire aux enseignants qui ont entre 5 et 10 années d'expérience d'enseignement et qui sont titulaires d'un brevet permanent ordinaire valide, délivré en vertu du *Règlement sur l'éducation*, R.R.T.N.-O. 1990, ch. E-13.

(2) Le brevet d'enseignement ordinaire délivré en vertu du paragraphe (1) expire à la fin de la quatrième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance.

(3) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire délivré en vertu du paragraphe (1) doit réussir les cours exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. en vue d'obtenir un baccalauréat en éducation pendant la

(4) The Registrar may, four times, renew a Standard Teaching Certificate originally issued under subsection (1), for a term of five school years, where the holder

- (a) has successfully completed the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward a bachelor of education degree during the term of the Standard Teaching Certificate; or
- (b) is permitted, pursuant to the policies and procedures established by the N.W.T. Teacher Qualification Service, to have the teaching certificate renewed.

(5) The holder of a Standard Teaching Certificate renewed under subsection (4) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward a bachelor of education degree during the term of the teaching certificate.

22. (1) Where a Standard Teaching Certificate has been renewed four times under subsection 21(4), the holder may apply, in writing, to the Registrar for an extension of the time to complete the courses required by subsection 21(5).

(2) The Registrar may grant one or more extensions to a person applying under subsection (1) and, on granting an extension, the Registrar may renew the Standard Teaching Certificate renewed under subsection 21(4) or this subsection for a term of one school year.

23. (1) Before July 1, 1997, the Registrar shall issue a Standard Teaching Certificate to each teacher who has less than five years experience teaching and who

- (a) holds a valid Permanent Standard Certificate, issued under the *Education Regulations*, R.R.N.W.T. 1990, c.E-13; or
- (b) has, the day these regulations came into force, fulfilled all requirements for a Standard Teaching Certificate under the *Education Act*, R.S.N.W.T. 1988, c.E-1.

durée de son brevet d'enseignement.

(4) Le registraire peut renouveler quatre fois, pour une période de cinq années scolaires, le brevet d'enseignement ordinaire délivré en vertu du paragraphe (1) si son titulaire, selon le cas :

- a) a réussi les cours exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. en vue d'obtenir un baccalauréat en éducation pendant la durée de son brevet d'enseignement ordinaire;
- b) a l'autorisation, conformément aux politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T. N.-O., de faire renouveler son brevet d'enseignement.

(5) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire renouvelé en vertu du paragraphe (4) doit réussir les cours exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. en vue d'obtenir un baccalauréat en éducation pendant la durée de son brevet d'enseignement.

22. (1) Lorsque le brevet d'enseignement ordinaire a été renouvelé quatre fois en vertu du paragraphe 21(4), son titulaire peut, par écrit, demander au registraire une prolongation du délai requis pour terminer les cours visés au paragraphe 21(5).

(2) Le registraire peut accorder plusieurs prolongations à la personne qui en fait la demande en vertu du paragraphe (1) et, une fois la prolongation accordée, peut renouveler le brevet d'enseignement ordinaire renouvelé en vertu du paragraphe 21(4) ou du présent paragraphe pour une période d'une année scolaire.

23. (1) Avant le 1^{er} juillet 1997, le registraire délivre un brevet d'enseignement ordinaire aux enseignants qui ont moins de 5 ans d'expérience d'enseignement et, selon le cas :

- a) qui sont titulaires d'un brevet permanent ordinaire valide délivré en vertu du *Règlement sur l'éducation*, R.R.T.N.-O. 1990, ch. E-13;
- b) dès l'entrée en vigueur du présent règlement, qui ont satisfait aux exigences relatives au brevet d'enseignement

ordinaire en vertu de la *Loi sur l'éducation*, L.R.T.N.-O. 1988, ch. E-1.

(2) A Standard Teaching Certificate issued under subsection (1) expires at the end of the fourth school year following the school year in which it is issued.

(3) The holder of a Standard Teaching Certificate issued under subsection (1) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward a bachelor of education degree during the term of the teaching certificate.

(4) The Registrar may, three times, renew a Standard Teaching Certificate originally issued under subsection (1) for a term of five school years, where the holder

- (a) has successfully completed the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward a bachelor of education degree during the term of the Standard Teaching Certificate; or
- (b) is permitted, pursuant to the policies and procedures established by the N.W.T. Teacher Qualification Service, to have the teaching certificate renewed.

(5) The holder of a Standard Teaching Certificate renewed under subsection (4) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward a bachelor of education degree during the term of the teaching certificate.

24. (1) Where a Standard Teaching Certificate has been renewed three times under subsection 23(4), the holder may apply, in writing, to the Registrar for an extension of the time to complete the courses required by subsection 23(5).

(2) The Registrar may grant one or more extensions to a person applying under subsection (1) and, on granting an extension, the Registrar may renew the Standard Teaching Certificate renewed under subsection 23(4) or this subsection for a term of one school year.

(2) Le brevet d'enseignement ordinaire délivré en vertu du paragraphe (1) expire à la fin de la quatrième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance.

(3) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire délivré en vertu du paragraphe (1) doit réussir les cours exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. en vue d'obtenir un baccalauréat en éducation pendant la durée de son brevet d'enseignement.

(4) Le registraire peut renouveler trois fois, pour une période de cinq années scolaires, le brevet d'enseignement ordinaire délivré en vertu du paragraphe (1) si son titulaire, selon le cas :

- a) a réussi les cours exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. en vue d'obtenir un baccalauréat en éducation pendant la durée de son brevet d'enseignement ordinaire;
- b) a l'autorisation, conformément aux politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., de faire renouveler son brevet d'enseignement.

(5) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire renouvelé en vertu du paragraphe (4) doit réussir les cours exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. en vue d'obtenir un baccalauréat en éducation pendant la durée de son brevet d'enseignement.

24. (1) Lorsque le brevet d'enseignement ordinaire a été renouvelé trois fois en vertu du paragraphe 23(4), son titulaire peut, par écrit, demander au registraire une prolongation du délai requis pour terminer les cours visés par au paragraphe 23(5).

(2) Le registraire peut accorder plusieurs prolongations à la personne qui en fait la demande en vertu du paragraphe (1) et, une fois la prolongation accordée, peut renouveler le brevet d'enseignement ordinaire renouvelé en vertu du paragraphe 23(4) ou du présent paragraphe pour une période d'une année scolaire.

TEACHING CERTIFICATES - SPECIALTY

Interim Aboriginal Language Teaching Certificate

25. (1) In this section and sections 26 to 29, "aboriginal language" means an Official Language other than English or French.

(2) The Registrar may issue an Interim Aboriginal Language Teaching Certificate to a person who meets the requirements of these regulations and who

- (a) is fluent in an aboriginal language;
- (b) successfully completes a test for that aboriginal language administered by an education body;
- (c) is recommended by the Superintendent; and
- (d) has, in the opinion of the Superintendent,
 - (i) successfully completed one academic year of work experience in a classroom, or
 - (ii) successfully completed a 25 hour teacher training program.

(3) An Interim Aboriginal Language Teaching Certificate issued under subsection (2) expires at the end of the second school year following the school year in which it is issued.

(4) The holder of an Interim Aboriginal Language Teaching Certificate issued under subsection (2) shall successfully complete two academic years of teaching in a classroom and the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of an aboriginal language teacher training program during the term of the teaching certificate.

(5) The Registrar may, once, renew an Interim Aboriginal Language Teaching Certificate issued under subsection (2) for a term of three school years where the holder

- (a) has successfully completed two academic years of teaching in a classroom and the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of an aboriginal language teacher training program during the term of the teaching certificate; or

BREVETS D'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

Brevet d'enseignement provisoire de langue autochtone

25. (1) Au présent article et aux articles 26 à 29, «langue autochtone» s'entend d'une langue officielle autre que l'anglais ou le français.

(2) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement provisoire de langue autochtone à la personne qui satisfait aux exigences du présent règlement et qui :

- a) parle couramment une langue autochtone;
- b) réussit le test administré par un organisme scolaire relativement à cette langue autochtone;
- c) est recommandé par le surintendant;
- d) de l'avis du surintendant :
 - (i) a réussi une année d'enseignement dans une salle de classe,
 - (ii) a réussi un programme de formation des enseignants d'une durée de 25 heures.

(3) Le brevet d'enseignement provisoire de langue autochtone délivré en vertu du paragraphe (2) expire à la fin de la deuxième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance.

(4) Le titulaire d'un brevet d'enseignement provisoire de langue autochtone délivré en vertu du paragraphe (2) doit réussir deux années d'enseignement dans une classe et les cours d'un programme de formation des enseignants de langue autochtone exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. pendant la durée de son brevet d'enseignement.

(5) Le registraire peut renouveler une fois, pour une période de trois années scolaires, le brevet d'enseignement provisoire de langue autochtone délivré en vertu du paragraphe (2) si son titulaire, selon le cas :

- a) a réussi deux années d'enseignement dans une classe et les cours d'un programme de formation des enseignants de langue autochtone exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. pendant la

- (b) is permitted, pursuant to the policies and procedures of the N.W.T. Teacher Qualification Service, to have the teaching certificate renewed.

(6) The holder of an Interim Aboriginal Language Teaching Certificate renewed under subsection (5) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of an aboriginal language teacher training program during the term of the teaching certificate.

(7) The Registrar may, once, renew an Interim Aboriginal Language Teaching Certificate renewed under subsection (5) for a term of one school year where the holder

- (a) has successfully completed the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of an aboriginal language teacher training program; or
- (b) is permitted, pursuant to the policies and procedures of the N.W.T. Teacher Qualification Service, to have the teaching certificate renewed.

(8) The holder of an Interim Aboriginal Language Teaching Certificate renewed under subsection (7) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of an aboriginal language teacher training program during the term of the teaching certificate.

26. (1) The holder of an Interim Aboriginal Language Teaching Certificate may apply, in writing, to the Registrar for an extension of the time to complete the courses and teaching experience required by subsection 25(4) or the courses required by subsection 25(8).

(2) The Registrar may grant one or more extensions to a person applying under subsection (1) and, on granting an extension, the Registrar may renew the Interim Aboriginal Language Teaching Certificate for a term of one school year.

durée de son brevet d'enseignement;

- b) a l'autorisation, conformément aux politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., de faire renouveler son brevet d'enseignement.

(6) Le titulaire d'un brevet d'enseignement provisoire de langue autochtone renouvelé en vertu du paragraphe (5) doit réussir les cours d'un programme de formation des enseignants de langue autochtone exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. pendant la durée de son brevet d'enseignement.

(7) Le registraire peut renouveler une fois, pour une période d'une année scolaire, le brevet d'enseignement provisoire de langue autochtone renouvelé en vertu du paragraphe (5) si son titulaire, selon le cas :

- a) a réussi les cours d'un programme de formation des enseignants de langue autochtone exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O.;
- b) a l'autorisation, conformément aux politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., de faire renouveler son brevet d'enseignement.

(8) Le titulaire d'un brevet d'enseignement provisoire de langue autochtone renouvelé en vertu du paragraphe (7) doit réussir les cours d'un programme de formation des enseignants de langue autochtone exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O. pendant la durée de son brevet d'enseignement.

26. (1) Le titulaire d'un brevet d'enseignement provisoire de langue autochtone peut, par écrit, demander au registraire une prolongation du délai requis pour satisfaire aux exigences prévues par le paragraphe 25(4) relativement à l'achèvement des cours et à l'expérience d'enseignement ou pour terminer les cours visés au paragraphe 25(8).

(2) Le registraire peut accorder plusieurs prolongations à la personne qui en fait la demande en vertu du paragraphe (1) et, une fois la prolongation accordée, peut renouveler le brevet d'enseignement provisoire de langue autochtone pour une période

d'une année scolaire.

Standard Aboriginal Language Teaching Certificate

27. (1) The Registrar may issue a Standard Aboriginal Language Teaching Certificate to a person who meets the requirements of these regulations and who

- (a) holds an Interim Aboriginal Language Teaching Certificate;
- (b) has, in the opinion of the Superintendent, successfully completed two academic years of teaching in a classroom; and
- (c) has successfully completed an aboriginal language teacher training program approved by the Registrar.

(2) A Standard Aboriginal Language Teaching Certificate issued under subsection (1) expires at the end of the second school year following the school year in which it is issued.

(3) The holder of a Standard Aboriginal Language Teaching Certificate issued under subsection (1) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program, approved by the Registrar, during the term of the teaching certificate.

(4) The Registrar may, once, renew a Standard Aboriginal Language Teaching Certificate issued under subsection (1) for a term of three school years where the holder

- (a) has successfully completed the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar; or
- (b) is permitted, pursuant to the policies and procedures of the N.W.T. Teacher Qualification Service, to have the teaching certificate renewed.

(5) The holder of a Standard Aboriginal Language Teaching Certificate renewed under subsection (4) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program

Brevet d'enseignement ordinaire de langue autochtone

27. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement ordinaire de langue autochtone à la personne qui satisfait aux exigences du présent règlement et qui :

- a) est titulaire d'un brevet d'enseignement provisoire de langue autochtone;
- b) a, de l'avis du surintendant, réussi deux années d'enseignement dans une classe;
- c) a réussi le programme de formation des enseignants de langue autochtone approuvé par le registraire.

(2) Le brevet d'enseignement ordinaire de langue autochtone délivré en vertu du paragraphe (1) expire à la fin de la deuxième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance.

(3) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire de langue autochtone délivré en vertu du paragraphe (1) doit, pendant la durée de son brevet d'enseignement, réussir les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire.

(4) Le registraire peut renouveler une fois, pour une période de trois années scolaires, le brevet d'enseignement ordinaire de langue autochtone délivré en vertu du paragraphe (1) si son titulaire, selon le cas :

- a) a réussi les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire;
- b) a l'autorisation, conformément aux politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., de faire renouveler son brevet d'enseignement.

(5) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire de langue autochtone renouvelé en vertu du paragraphe (4) doit, pendant la durée de son brevet d'enseignement, réussir les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants

approved by the Registrar during the term of the teaching certificate.

(6) The Registrar may renew a Standard Aboriginal Language Teaching Certificate renewed under subsection (4) for a term of one school year where the holder

- (a) has successfully completed the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar; or
- (b) is permitted, pursuant to the policies and procedures of the N.W.T. Teacher Qualification Service, to have the teaching certificate renewed.

(7) The holder of a Standard Aboriginal Language Teaching Certificate renewed under subsection (6) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar during the term of the teaching certificate.

28. (1) The holder of a Standard Aboriginal Language Teaching Certificate may apply, in writing, to the Registrar for an extension of the time to complete the courses required by subsection 27(7).

(2) The Registrar may grant one or more extensions to a person applying under subsection (1) and, on granting an extension, the Registrar may renew the Standard Aboriginal Language Teaching Certificate for a term of one school year.

Aboriginal Language Specialty Teaching Certificate

29. (1) The Registrar may issue an Aboriginal Language Specialty Teaching Certificate to a person who meets the requirements of these regulations and who

- (a) holds a Standard Aboriginal Language Teaching Certificate; and
- (b) has successfully completed a one year training program approved by the Registrar.

des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire.

(6) Le registraire peut renouveler, pour une durée d'une année scolaire, le brevet d'enseignement ordinaire de langue autochtone renouvelé en vertu du paragraphe (4) si son titulaire, selon le cas :

- a) a réussi les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire;
- b) a l'autorisation, conformément aux politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., de faire renouveler son brevet d'enseignement.

(7) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire de langue autochtone renouvelé en vertu du paragraphe (6) doit, pendant la durée de son brevet d'enseignement, réussir les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire.

28. (1) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire de langue autochtone peut, par écrit, demander au registraire une prolongation du délai pour terminer les cours visés au paragraphe 27(7).

(2) Le registraire peut accorder plusieurs prolongations à la personne qui en fait la demande en vertu du paragraphe (1) et, une fois la prolongation accordée, peut renouveler le brevet d'enseignement ordinaire de langue autochtone pour une période d'une durée d'une année scolaire.

Brevet d'enseignement spécialisé de langue autochtone

29. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement spécialisé de langue autochtone à la personne qui satisfait aux exigences du présent règlement et qui :

- a) est titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire de langue autochtone;
- b) a réussi un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire.

(2) Before July 1, 1997, the Registrar shall issue an Aboriginal Language Speciality Teaching Certificate to a teacher holding a valid Permanent Aboriginal Languages Specialist Certificate, issued under the *Education Regulations*, R.R.N.W.T. 1990,c.E-13.

(3) An Aboriginal Language Specialty Teaching Certificate expires at the end of the fourth school year following the year in which it is issued or renewed.

(4) The Registrar may renew an Aboriginal Language Specialty Teaching Certificate where the holder of the Aboriginal Language Specialty Teaching Certificate has met the requirements for recertification established by the Registrar.

Interim Vocational Teaching Certificate

30. (1) The Registrar may issue an Interim Vocational Teaching Certificate to a person who meets the requirements of these regulations and who

- (a) has a journeyman certificate from the Territories, a province or the Yukon Territory for the vocation which he or she wishes to teach;
- (b) satisfies the Registrar that he or she has successfully completed two years of work experience after obtaining the journeyman certificate; and
- (c) has, in the opinion of the Superintendent, successfully completed a 25 hour teacher training program.

(2) An Interim Vocational Teaching Certificate expires at the end of the second school year following the school year in which it is issued.

(3) The holder of an Interim Vocational Teaching Certificate shall successfully complete two academic years of teaching in a classroom during the term of the teaching certificate.

31. (1) The holder of an Interim Vocational Teaching Certificate may apply, in writing, to the Registrar for an extension of the time to complete the teaching experience required by subsection 30(3).

(2) Avant le 1^{er} juillet 1997, le registraire délivre un brevet d'enseignement spécialisé de langue autochtone aux enseignants titulaires d'un brevet permanent de spécialiste en langues autochtones valide délivré en vertu du *Règlement sur l'éducation*, R.R.T.N.-O. 1990, ch. E-13.

(3) Le brevet d'enseignement spécialisé de langue autochtone expire à la fin de la quatrième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance ou de son renouvellement.

(4) Le registraire peut renouveler un brevet d'enseignement spécialisé de langue autochtone si son titulaire satisfait aux exigences pour le rétablissement des brevets établies par le registraire.

Brevet d'enseignement technique provisoire

30. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement technique provisoire à la personne qui satisfait aux exigences du présent règlement et qui :

- a) est titulaire d'un brevet de travailleur qualifié des Territoires, d'une province ou du territoire du Yukon relativement au métier qu'il souhaite enseigner;
- b) compte, à la satisfaction du registraire, deux années d'expérience suivant la délivrance du brevet de travailleur qualifié;
- c) a, de l'avis du surintendant, réussi un programme de formation des enseignants d'une durée de 25 heures.

(2) Le brevet d'enseignement technique provisoire expire à la fin de la deuxième année scolaire suivant la date de délivrance.

(3) Le titulaire d'un brevet d'enseignement technique provisoire doit réussir deux années d'enseignement dans une classe pendant la durée de son brevet d'enseignement.

31. (1) Le titulaire d'un brevet d'enseignement technique provisoire peut, par écrit, demander au registraire une prolongation du délai fixé pour satisfaire aux exigences prévues au paragraphe 30(3) relatives à l'expérience d'enseignement.

(2) The Registrar may grant one or more extensions to a person applying under subsection (1) and, on granting an extension, the Registrar may renew the Interim Vocational Teaching Certificate for a term of one school year.

Standard Vocational Teaching Certificate

32. (1) The Registrar may issue a Standard Vocational Teaching Certificate to a person who meets the requirements of these regulations and who

- (a) holds an Interim Vocational Teaching Certificate; and
- (b) has, in the opinion of the Superintendent, successfully completed two academic years of teaching in a classroom.

(2) A Standard Vocational Teaching Certificate issued under subsection (1) expires at the end of the second school year following the school year in which it is issued.

(3) The holder of a Standard Vocational Teaching Certificate issued under subsection (1) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar during the term of the teaching certificate.

(4) The Registrar may, once, renew a Standard Vocational Teaching Certificate for a term of three school years where the holder

- (a) has successfully completed the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar; or
- (b) is permitted, pursuant to the policies and procedures of the N.W.T. Teacher Qualification Service, to have the teaching certificate renewed.

(5) The holder of a Standard Vocational Teaching Certificate renewed under subsection (4) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar during the term of the teaching

(2) Le registraire peut accorder plusieurs prolongations à la personne qui en fait la demande en vertu du paragraphe (1) et, une fois la prolongation accordée, peut renouveler le brevet d'enseignement technique provisoire pour une période d'une année scolaire.

Brevet d'enseignement technique ordinaire

32. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement technique ordinaire à la personne qui satisfait aux exigences du présent règlement et qui :

- a) est titulaire d'un brevet d'enseignement technique provisoire;
- b) a, de l'avis du surintendant, réussi deux années d'enseignement dans une classe.

(2) Le brevet d'enseignement technique ordinaire délivré en vertu du paragraphe (1) expire à la fin de la deuxième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance.

(3) Le titulaire d'un brevet d'enseignement technique ordinaire délivré en vertu du paragraphe (1) doit, pendant la durée de son brevet d'enseignement, réussir les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire.

(4) Le registraire peut renouveler une fois, pour une période de trois années scolaires, le brevet d'enseignement technique ordinaire si son titulaire, selon le cas :

- a) a réussi les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire;
- b) a l'autorisation, conformément aux politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T. N.-O., de faire renouveler son brevet d'enseignement.

(5) Le titulaire d'un brevet d'enseignement technique ordinaire renouvelé en vertu du paragraphe (4) doit, pendant la durée de son brevet d'enseignement, réussir les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une

certificate.

(6) The Registrar may renew a Standard Vocational Teaching Certificate renewed under subsection (4) for a term of one school year where the holder

- (a) has successfully completed the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar; or
- (b) is permitted, pursuant to the policies and procedures of the N.W.T. Teacher Qualification Service, to have the teaching certificate renewed.

(7) The holder of a Standard Vocational Teaching Certificate renewed under subsection (6) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar during the term of the teaching certificate.

33. (1) The holder of a Standard Vocational Teaching Certificate may apply, in writing, to the Registrar for an extension of the time to complete the courses required by subsection 32(7).

(2) The Registrar may grant one or more extensions to a person applying under subsection (1) and, on granting an extension, the Registrar may renew the Standard Vocational Teaching Certificate for a term of one school year.

Vocational Specialty Teaching Certificate

34. (1) The Registrar may issue a Vocational Specialty Teaching Certificate to a person who meets the requirements of these regulations and who

- (a) holds a Standard Vocational Teaching Certificate; and
- (b) has successfully completed a one year teacher training program approved by the Registrar.

(2) Before July 1, 1997, the Registrar shall issue a Vocational Specialty Teaching Certificate to a teacher holding a valid Permanent Vocational

durée d'un an approuvé par le registraire.

(6) Le registraire peut renouveler, pour une période d'une année scolaire, le brevet d'enseignement technique ordinaire renouvelé en vertu du paragraphe (4) si son titulaire, selon le cas :

- a) a réussi les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire;
- b) a l'autorisation, conformément aux politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., de faire renouveler son brevet d'enseignement.

(7) Le titulaire d'un brevet d'enseignement technique ordinaire renouvelé en vertu du paragraphe (6) doit, pendant la durée de son brevet d'enseignement, réussir les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire.

33. (1) Le titulaire d'un brevet d'enseignement technique ordinaire peut, par écrit, demander au registraire une prolongation du délai requis pour terminer les cours visés au paragraphe 32(7).

(2) Le registraire peut accorder plusieurs prolongations à la personne qui en fait la demande en vertu du paragraphe (1) et, une fois la prolongation accordée, peut renouveler le brevet d'enseignement technique ordinaire pour une période d'une année scolaire.

Brevet d'enseignement technique spécialisé

34. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement technique spécialisé à la personne qui satisfait aux exigences du présent règlement et qui :

- a) est titulaire d'un brevet d'enseignement technique ordinaire;
- b) a réussi un programme de formation des enseignants d'une durée d'un an approuvé par le registraire.

(2) Avant le 1^{er} juillet 1997, le registraire délivre un brevet d'enseignement technique spécialisé aux enseignants titulaires d'un brevet technique permanent

Certificate, issued under the *Education Regulations*,
R.R.N.W.T. 1990, c.E-13.

(3) A Vocational Specialty Teaching Certificate expires at the end of the fourth school year following the school year in which it is issued or renewed.

(4) The Registrar may renew a Vocational Specialty Teaching Certificate where the holder of the Vocational Specialty Teaching Certificate has met the requirements for recertification.

Interim Kindergarten Teaching Certificate

35. (1) The Registrar may issue an Interim Kindergarten Teaching Certificate to a person who meets with the requirements of these regulations and who

- (a) has successfully completed a two year program in early childhood education from an educational institution approved by the Registrar; and
- (b) has, in the opinion of the Superintendent, successfully completed a 25 hour teacher training program.

(2) An Interim Kindergarten Teaching Certificate expires at the end of the second school year following the school year in which it is issued or renewed.

(3) The holder of an Interim Kindergarten Teaching Certificate shall successfully complete two academic years of teaching in a classroom during the term of the teaching certificate.

36. (1) The holder of an Interim Kindergarten Teaching Certificate may apply, in writing, to the Registrar for an extension of the time to complete the teaching experience required by subsection 35(3).

(2) The Registrar may grant one or more extensions to a person applying under subsection (1) and, on granting an extension, the Registrar may renew the Interim Kindergarten Teaching Certificate for a term of one school year.

valide délivré en vertu du *Règlement sur l'éducation*,
R.R.T.N.-O. 1990, ch. E-13.

(3) Le brevet d'enseignement technique spécialisé expire à la fin de la quatrième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance ou de son renouvellement.

(4) Le registraire peut renouveler un brevet d'enseignement technique spécialisé si son titulaire satisfait aux exigences pour le rétablissement des brevets.

Brevet d'enseignement provisoire de la maternelle

35. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement provisoire de la maternelle à la personne qui satisfait aux exigences du présent règlement et qui :

- a) a réussi un programme en éducation des jeunes enfants d'une durée de deux ans dans une institution approuvée par le registraire;
- b) a, de l'avis du surintendant, réussi un programme de formation des enseignants d'une durée de 25 heures.

(2) Le brevet d'enseignement provisoire de la maternelle expire à la fin de la deuxième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance ou de son renouvellement.

(3) Le titulaire d'un brevet d'enseignement provisoire de la maternelle doit réussir deux années d'enseignement dans une classe pendant la durée de son brevet d'enseignement.

36. (1) Le titulaire d'un brevet d'enseignement provisoire de la maternelle peut, par écrit, demander au registraire une prolongation du délai requis par le présent règlement pour satisfaire aux exigences prévues par le paragraphe 35(3) relatives à l'expérience d'enseignement.

(2) Le registraire peut accorder plusieurs prolongations à la personne qui en fait la demande en vertu du paragraphe (1) et, une fois la prolongation accordée, peut renouveler le brevet d'enseignement provisoire de la maternelle pour une période d'une année scolaire.

Standard Kindergarten Teaching Certificate

37. (1) The Registrar may issue a Standard Kindergarten Teaching Certificate to a person who meets the requirements of these regulations and who

- (a) holds an Interim Kindergarten Teaching Certificate; and
- (b) has, in the opinion of the Superintendent, successfully completed two academic years of teaching in a classroom.

(2) A Standard Kindergarten Teaching Certificate issued under subsection (1) expires at the end of the second school year following the school year in which it is issued.

(3) The holder of a Standard Kindergarten Teaching Certificate issued under subsection (1) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar during the term of the teaching certificate.

(4) The Registrar may, once, renew a Standard Kindergarten Teaching Certificate for a term of three school years where the holder

- (a) has successfully completed the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar; or
- (b) is permitted, pursuant to the policies and procedures of the N.W.T. Teacher Qualification Service, to have the teaching certificate renewed.

(5) The holder of a Standard Kindergarten Teaching Certificate renewed under subsection (4) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar during the term of the teaching certificate.

(6) The Registrar may renew the Standard Kindergarten Teaching Certificate renewed under subsection (4) for a term of one school year where the holder

Brevet d'enseignement ordinaire de la maternelle

37. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement ordinaire de la maternelle à la personne qui satisfait aux exigences du présent règlement et qui :

- a) est titulaire d'un brevet d'enseignement provisoire de la maternelle;
- b) a, de l'avis du surintendant, réussi deux années d'enseignement dans une classe.

(2) Le brevet d'enseignement ordinaire de la maternelle délivré en vertu du paragraphe (1) expire à la fin de la deuxième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance.

(3) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire de la maternelle délivré en vertu du paragraphe (1) doit, pendant la durée de son brevet d'enseignement, réussir les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire.

(4) Le registraire peut renouveler une fois, pour une période de trois années scolaires, le brevet d'enseignement ordinaire de la maternelle si son titulaire, selon le cas :

- a) a réussi les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire;
- b) a l'autorisation, conformément aux politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., de faire renouveler son brevet d'enseignement.

(5) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire de la maternelle renouvelé en vertu du paragraphe (4) doit, pendant la durée de son brevet d'enseignement, réussir les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire.

(6) Le registraire peut, pour une période d'une année scolaire, renouveler un brevet d'enseignement ordinaire de la maternelle renouvelé en vertu du paragraphe (4) si son titulaire, selon le cas :

- (a) has successfully completed the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar; or
- (b) is permitted, pursuant to the policies and procedures of the N.W.T. Teacher Qualification Service, to have the teaching certificate renewed.

(7) The holder of a Standard Kindergarten Teaching Certificate renewed under subsection (6) shall successfully complete the courses required by the N.W.T. Teacher Qualification Service toward completion of a one year training program approved by the Registrar during the term of the teaching certificate.

38. (1) The holder of a Standard Kindergarten Teaching Certificate may apply, in writing, to the Registrar for an extension of the time to complete the courses required by subsection 37(7).

(2) The Registrar may grant one or more extensions to a person applying under subsection (1) and, on granting an extension, the Registrar may renew the Standard Kindergarten Teaching Certificate for a term of one school year.

Kindergarten Specialty Teaching Certificate

39. (1) The Registrar may issue a Kindergarten Specialty Teaching Certificate to a person who meets the requirements of these regulations and who

- (a) holds a Standard Kindergarten Teaching Certificate; and
- (b) has successfully completed a one year teacher training program approved by the Registrar.

(2) A Kindergarten Specialty Teaching Certificate expires at the end of the fourth school year following the school year in which it is issued or renewed.

(3) The Registrar may renew a Kindergarten Specialty Teaching Certificate where the holder of the Kindergarten Specialty Teaching Certificate has met

- a) a réussi les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire;
- b) a l'autorisation, conformément aux politiques et procédures établies par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., de faire renouveler son brevet d'enseignement.

(7) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire de la maternelle renouvelé en vertu du paragraphe (6) doit, pendant la durée de son brevet d'enseignement, réussir les cours, exigés par le Service d'examen des compétences des enseignants des T.N.-O., d'un programme de formation d'une durée d'un an approuvé par le registraire.

38. (1) Le titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire de la maternelle peut, par écrit, demander au registraire une prolongation du délai requis pour terminer les cours visés paragraphe 37(7).

(2) Le registraire peut accorder plusieurs prolongations à la personne qui en fait la demande en vertu du paragraphe (1) et, une fois la prolongation accordée, peut renouveler le brevet d'enseignement ordinaire de la maternelle pour une période d'une année scolaire.

Brevet d'enseignement spécialisé de la maternelle

39. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement spécialisé de la maternelle à la personne qui satisfait aux exigences du présent règlement et qui :

- a) est titulaire d'un brevet d'enseignement ordinaire de la maternelle;
- b) a réussi un programme de formation des enseignants d'une durée d'un an approuvé par le registraire.

(2) Le brevet d'enseignement spécialisé de la maternelle expire à la fin de la quatrième année scolaire suivant l'année scolaire de sa délivrance ou de son renouvellement.

(3) Le registraire peut renouveler un brevet d'enseignement spécialisé de la maternelle si son titulaire satisfait aux exigences pour le rétablissement

the requirements for recertification.

TEACHING CERTIFICATES - MISCELLANEOUS

Temporary Teaching Certificate

40. (1) The Registrar may issue a temporary teaching certificate in any of the categories of teaching certificate that may be issued under these regulations for a period not exceeding four months.

(2) The Registrar may renew a temporary teaching certificate, once, for a term not exceeding two months.

(3) A person holding a temporary teaching certificate shall be considered to be a teacher under these regulations and the time spent teaching under the authority of a temporary teaching certificate shall be credited toward any time required for the issuance or renewal of a teaching certificate under these regulations.

Basic Certificate, Continuation

41. On the coming into force of these regulations, a teacher holding a valid Basic Certificate, issued under the *Education Regulations*, R.R.N.W.T. 1990, c.E-13, is entitled to teach under the authority of that Basic Certificate.

Honourary Teaching Certificate

42. The Registrar may issue, in accordance with the direction of the Minister, an Honourary Teaching Certificate to an elder in recognition of the contribution made by that elder to the education of students in the Territories.

Letter of Authority

43. (1) Where there is no teacher who holds, or is eligible for, a teaching certificate in respect of a certain subject or grade available to teach a subject or grade required by an education body, the Registrar may issue a letter of authority to a teacher who holds, or is eligible for, a teaching certificate issued under these regulations to allow that teacher to teach the

des brevets.

BREVETS D'ENSEIGNEMENT DIVERS

Brevet d'enseignement temporaire

40. (1) Le registraire peut délivrer un brevet d'enseignement temporaire pour une période maximale de quatre mois relativement à n'importe laquelle des catégories de brevets pouvant être délivrés en vertu du présent règlement.

(2) Le registraire peut renouveler un brevet temporaire une fois pour une période maximale de deux mois.

(3) La personne titulaire d'un brevet d'enseignement temporaire est considérée comme un enseignant en vertu du présent règlement, et le temps consacré à l'enseignement en vertu du brevet d'enseignement temporaire compte dans le calcul de l'expérience nécessaire pour la délivrance ou le renouvellement d'un brevet d'enseignement en vertu du présent règlement.

Brevet de base, prorogation

41. Dès l'entrée en vigueur du présent règlement, l'enseignant titulaire d'un brevet de base valide délivré en vertu du *Règlement sur l'éducation*, R.R.T.N.-O. 1990, ch. E-13, est autorisé à enseigner.

Brevet d'enseignement honoraire

42. Le registraire peut délivrer, en conformité avec les directives du ministre, un brevet d'enseignement honoraire à un aîné, en reconnaissance de la contribution faite par ce dernier à l'éducation des élèves dans les Territoires.

Permis d'enseignement

43. (1) Lorsqu'aucun enseignant titulaire d'un brevet d'enseignement ou admissible à un brevet d'enseignement n'est disponible pour enseigner une matière ou à un niveau scolaire exigés par un organisme scolaire, le registraire peut délivrer un permis d'enseignement à un enseignant titulaire d'un brevet d'enseignement — ou admissible à ce dernier

subject or grade specified in the letter of authority.

(2) Where there is no teacher available under subsection (1) to teach a subject or grade required by an education body, the Registrar may issue a letter of authority on the terms and conditions directed under subsection (3) to a person who

- (a) does not have the required qualifications for any teaching certificate referred to in these regulations; and
- (b) furnishes evidence satisfactory to the Registrar that he or she
 - (i) possesses special knowledge or qualifications for teaching a specified course of instruction, or
 - (ii) possesses specific skills and knowledge relating to the culture, language or lifestyle of the students in a particular school.

(3) The Minister may issue directives respecting the terms and conditions of a letter of authority issued under subsection (2).

(4) A letter of authority issued under this section is a teaching certificate for the purposes of the Act and these regulations.

(5) The Registrar shall indicate in the letter of authority the date the letter of authority expires and in no case shall the Registrar issue a letter of authority for a period expiring later than the end of the school year in which the letter of authority is issued.

SUSPENSION OR CANCELLATION OF TEACHING CERTIFICATE

General

44. The Registrar may, in accordance with these regulations, suspend or cancel a teaching certificate on any of the following grounds:

- (a) professional incompetence of a teacher or former teacher;
- (b) unprofessional conduct on the part of a

— délivré en vertu du présent règlement, afin d'autoriser cet enseignant à enseigner la matière ou le niveau scolaire indiqués dans le permis d'enseignement.

(2) Lorsqu'aucun enseignant n'est disponible, en vertu du paragraphe (1), pour enseigner une matière ou à un niveau scolaire exigés par un organisme scolaire, le registraire peut délivrer un permis d'enseignement, selon les conditions fixés au paragraphe (3), aux personnes qui :

- a) ne possèdent pas les compétences requises pour l'obtention d'un brevet d'enseignement prévu au présent règlement;
- b) lui fournissent une preuve satisfaisante pour établir :
 - (i) soit qu'elles possèdent des connaissances ou une compétence spéciale pour enseigner un cours donné,
 - (ii) soit qu'elles possèdent des habiletés et des connaissances spécifiques sur la culture, la langue ou le mode de vie des élèves dans une école en particulier.

(3) Le ministre peut donner des directives relativement aux conditions d'un permis d'enseignement délivré en vertu du paragraphe (2).

(4) Un permis d'enseignement délivré en vertu du présent article est réputé un brevet d'enseignement pour l'application de la Loi et du présent règlement.

(5) Le registraire précise dans le permis d'enseignement la date d'échéance de celui-ci et ne peut en aucun cas délivrer un permis d'enseignement pour une période dépassant la fin de l'année scolaire de sa délivrance.

SUSPENSION OU ANNULATION D'UN BREVET D'ENSEIGNEMENT

Dispositions générales

44. Le registraire peut, en conformité avec le présent règlement, suspendre ou annuler un brevet d'enseignement pour l'un des motifs suivants :

- a) incompetence professionnelle;
- b) manquement aux devoirs de la profession;

- teacher or former teacher;
- (c) a misrepresentation by a teacher or former teacher of his or her qualifications;
 - (d) failure to possess the qualifications required by these regulations at the time the teaching certificate was issued.

Information Leading to Review

45. (1) Where a contract of employment of a teacher is terminated for any reason and the Superintendent responsible for the education district in which the teacher was employed is aware of information or other evidence that may lead to a finding of professional incompetence or unprofessional conduct, the Superintendent shall, in writing, inform the Registrar of that information or evidence and of the termination of employment of the teacher.

(2) The provision of information in accordance with subsection (1) is, for the purposes of these regulations, a complaint under section 47.

46. (1) Where the Registrar receives notice of the conviction of a teacher or former teacher under the *Criminal Code* or the suspension or cancellation of the teaching certificate of a teacher in another jurisdiction in Canada, the Registrar shall forward the notice to the Deputy Minister for review.

(2) The Deputy Minister shall review any information provided under subsection (1) and shall, subject to subsection (3), direct the Registrar to

- (a) take no further action;
- (b) suspend the teaching certificate of the teacher; or
- (c) cancel the teaching certificate of the teacher.

(3) Where the Deputy Minister is considering directing the Registrar to suspend or cancel the teaching certificate of the teacher, the Deputy Minister shall provide the information provided under subsection (1) to the teacher and consider any information or argument submitted by the teacher before making the decision.

- c) déclaration inexacte faite par l'enseignant ou l'ancien enseignant relativement à ses compétences;
- d) absence des compétences exigées en vertu du présent règlement au moment de la délivrance du brevet d'enseignement.

Renseignements pouvant mener à l'examen du dossier de l'enseignant

45. (1) Lorsque le contrat de travail d'un enseignant est résilié pour tout motif, et que le surintendant responsable du district scolaire dans lequel l'enseignant était employé dispose de renseignements ou autres preuves qui peuvent mener à découvrir une incompetence professionnelle ou un manquement aux devoirs de la profession, le surintendant informe par écrit le registraire de ces renseignements ou preuves ainsi que de la résiliation du contrat de travail de cet enseignant.

(2) Aux fins du présent règlement, le fait de fournir des renseignements en vertu du paragraphe (1) constitue une plainte aux termes de l'article 47.

46. (1) Lorsque le registraire est avisé de la déclaration de culpabilité d'un enseignant ou d'un ancien enseignant, en vertu du *Code criminel*, ou de la suspension ou de l'annulation du brevet d'enseignement d'un enseignant dans un autre ressort au Canada, le registraire fait parvenir l'avis au sous-ministre et lui demande d'examiner la question.

(2) Le sous-ministre examine tous les renseignements fournis en vertu du paragraphe (1) et, sous réserve du paragraphe (3), ordonne au registraire, selon le cas :

- a) de ne prendre aucune autre mesure;
- b) de suspendre le brevet d'enseignement de l'enseignant;
- c) d'annuler le brevet d'enseignement de l'enseignant.

(3) Lorsqu'il envisage d'ordonner au registraire de suspendre ou d'annuler le brevet d'enseignement de l'enseignant, le sous-ministre, avant de prendre sa décision, fournit à l'enseignant les renseignements qui lui ont été fournis en vertu du paragraphe (1) et tient compte de tout renseignement ou argument que lui soumet l'enseignant.

(4) The decision of the Deputy Minister under subsection (2) is final.

Complaints

47. (1) A person or an education body may make a complaint in writing to the Registrar requesting that the teaching certificate of a teacher or former teacher be suspended or cancelled.

(2) The person or education body making a complaint under subsection (1) must set out in the complaint

- (a) the name of the teacher or former teacher;
- (b) the grounds for the request that the teaching certificate be suspended or cancelled;
- (c) details of the factual basis for the request that the teaching certificate be suspended or cancelled; and
- (d) the name and address of the complainant.

(3) A complaint must be sent by registered mail to the Registrar at the following address:

Registrar, Teacher Certification
Department of Education,
Culture and Employment
P.O. Box 1320
Yellowknife, NT X1A 2L9.

48. On receipt of a complaint under these regulations, the Registrar shall forward it to the Deputy Minister for review.

49. (1) The Deputy Minister shall, within 30 days after receiving a complaint,

- (a) investigate the grounds set out in the complaint; and
- (b) dismiss the complaint or establish a hearing committee under subsection (2).

(2) Where the Deputy Minister determines that

- (a) the grounds set out in a complaint do not appear to fall within the grounds referred to in section 44 or the complaint is frivolous or vexatious, the Deputy Minister shall dismiss the complaint; or
- (b) the grounds set out in the complaint appear to fall within the grounds referred

(4) La décision du sous-ministre en vertu du paragraphe (2) est sans appel.

Plaintes

47. (1) Toute personne ou tout organisme scolaire peut porter plainte par écrit auprès du registraire afin de demander la suspension ou l'annulation du brevet d'enseignement d'un enseignant ou d'un ancien enseignant.

(2) La personne ou l'organisme scolaire qui porte plainte en vertu du paragraphe (1) indique dans la plainte :

- a) le nom de l'enseignant ou de l'ancien enseignant;
- b) les motifs appuyant la demande de suspension ou d'annulation du brevet d'enseignement;
- c) les détails des faits sur lesquels est fondée la demande de suspension ou d'annulation du brevet d'enseignement;
- d) les nom et adresse du plaignant.

(3) Toute plainte doit être envoyée par courrier recommandé à l'adresse suivante :

Registraire, octroi des brevets d'enseignement
Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la
Formation
C.P. 1320
Yellowknife, NT X1A 2L9.

48. Le registraire fait parvenir, dès qu'il la reçoit, la plainte portée en vertu du présent règlement au sous-ministre pour examen.

49. (1) Dans les 30 jours qui suivent la réception de la plainte, le sous-ministre :

- a) enquête sur les motifs de celle-ci;
- b) rejette la plainte ou met sur pied un comité d'enquête en vertu du paragraphe (2).

(2) Le sous-ministre :

- a) soit rejette la plainte, lorsqu'il détermine que les motifs mentionnés dans la plainte ne semblent pas tomber sous le coup de l'article 44 ou lorsque la plainte est frivole ou vexatoire;
- b) soit demande au ministre de mettre sur pied un comité d'enquête en vertu du

to in section 44, the Deputy Minister shall request that the Minister establish a hearing committee to determine whether the teaching certificate should be suspended or cancelled.

(3) A decision made under subsection (2) is final.

(4) Within 30 days after a decision is made under subsection (2), the Deputy Minister shall give notice of the decision

- (a) to the teacher or former teacher whose certificate is at issue; and
- (b) to the complainant.

Hearing Committee

50. (1) When establishing a hearing committee, the Minister shall appoint to the committee

- (a) a person recommended by the Northwest Territories Teachers' Association;
- (b) a person recommended by the District Education Authority, *commission scolaire francophone de division* or Divisional Education Council responsible for the education district in which the teacher is employed; and
- (c) a lawyer who is a member of the Law Society of the Northwest Territories.

(2) The lawyer appointed to a hearing committee under paragraph (1)(c) is the chairperson of the hearing committee.

(3) The hearing committee shall receive honoraria in accordance with the directions of the Minister.

51. (1) The Deputy Minister shall, where a complaint was made, provide to the chairperson of the hearing committee a copy of the complaint.

(2) The Registrar shall, where information or other evidence was provided under section 45, provide to the chairperson of the hearing committee the information or other evidence known to the Registrar that may lead to a finding of professional

présent règlement qui déterminera s'il doit y avoir suspension ou annulation du brevet d'enseignement, lorsqu'il détermine que les motifs mentionnés dans la plainte tombent sous le coup de l'article 44.

(3) La décision prise en vertu du paragraphe (2) est sans appel.

(4) Dans les 30 jours suivant la date à laquelle une décision est prise en vertu du paragraphe (2), le sous-ministre doit en aviser :

- a) le titulaire du brevet d'enseignement qui fait l'objet de litige;
- b) le plaignant.

Comité d'enquête

50. (1) Lorsqu'il met sur pied un comité d'enquête, le ministre nomme :

- a) une personne recommandée par l'Association des enseignants et enseignantes des Territoires du Nord-Ouest;
- b) une personne recommandée par l'administration scolaire de district, la commission scolaire francophone de division ou le conseil scolaire de division responsable du district scolaire dans lequel est employé l'enseignant;
- c) un avocat membre du barreau des Territoires du Nord-Ouest.

(2) L'avocat nommé au comité d'enquête en vertu de l'alinéa (1)c) en est le président.

(3) Le comité d'enquête perçoit des honoraires en conformité avec les directives du ministre.

51. (1) Lorsqu'une plainte a été portée, le sous-ministre en fournit une copie au président du comité d'enquête.

(2) Lorsque des renseignements ou autres preuves sont fournis en vertu de l'article 45, le registraire fait parvenir au président du comité d'enquête les renseignements ou autres preuves connues du registraire qui peuvent révéler une incompétence

incompetence or unprofessional conduct.

52. On receipt of a copy of the complaint or the information or other evidence, the chairperson of the hearing committee shall

- (a) set a date which is within 90 days of the receipt of the complaint or information, and a place for the hearing;
- (b) give to the Deputy Minister and the teacher or former teacher whose teaching certificate is at issue written notice of the hearing at least 30 days before the date set for the hearing; and
- (c) where a complaint was made, give the complainant written notice of the hearing at least 30 days before date set for the hearing.

53. (1) A hearing by the hearing committee shall be held *in camera* and shall be conducted in accordance with the principles of natural justice, but the rules of evidence are not binding on the hearing committee.

(2) The hearing committee may, for the purposes of a hearing, engage

- (a) the services of experts, clerks, reporters and assistants that the hearing committee considers necessary or advisable; and
- (b) the services of counsel.

(3) At the request of the teacher or former teacher whose teaching certificate is at issue, the Deputy Minister shall provide that person with an opportunity to examine, before the hearing, reports or evidence that relate to the subject matter of the hearing.

(4) At the hearing,

- (a) the Deputy Minister and teacher or former teacher may be represented by counsel; and
- (b) the Deputy Minister or counsel for the Deputy Minister shall present the evidence of the complainant, where there is a complainant, or the information or other evidence provided to the Registrar under section 45, where such information or evidence has been provided.

(5) The hearing committee shall keep a record of the hearing.

professionnelle ou un manquement au devoir de la profession.

52. Sur réception d'une copie de la plainte ou des renseignements ou autres preuves fournis en vertu du présent règlement, le président du comité d'enquête :

- a) fixe un lieu d'audience ainsi qu'une date, qui doit être dans les 90 jours de la réception de la plainte ou des renseignements;
- b) avise par écrit de la tenue de l'audience, le sous-ministre et le titulaire du brevet qui fait l'objet de litige au moins 30 jours avant la date prévue pour l'audience;
- c) lorsqu'une plainte a été portée, avise par écrit le plaignant de la tenue de l'audience au moins 30 jours avant la date prévue de celle-ci.

53. (1) L'audience du comité d'enquête se déroule à huis clos et selon les règles de justice naturelle. Toutefois, le comité n'est pas lié par les règles de preuve.

(2) Le comité d'enquête peut, aux fins de l'enquête, retenir les services :

- a) d'experts, de greffiers, de sténographes et de collaborateurs dont il juge le concours utile;
- b) d'avocats.

(3) Sur demande de l'enseignant ou de l'ancien enseignant titulaire du brevet qui fait l'objet de litige, le sous-ministre donne à celui-ci la possibilité de consulter, avant la tenue de l'audience, les rapports ou éléments de preuve relatifs à l'objet de l'audience.

(4) Lors de l'audience :

- a) le sous-ministre et le titulaire du brevet qui fait l'objet de litige peuvent être représentés par un avocat;
- b) lorsqu'il y a un plaignant, le sous-ministre ou son avocat présente la preuve du plaignant ou les autres renseignements ou éléments de preuves fournis au registraire en vertu de l'article 45, si ceux-ci lui ont été fournis.

(5) Le comité d'enquête tient un procès-verbal de l'audience.

(6) The hearing committee may, on reasonable notice,

- (a) summon any person as a witness;
- (b) require any person to give evidence on oath or affirmation; and
- (c) require any person to produce the documents and things that the hearing committee considers necessary for a full and proper hearing.

(7) The hearing committee has the same power as is vested in a court of record in civil cases

- (a) to administer oaths and affirmations;
- (b) to enforce the attendance of any person as a witness;
- (c) to compel any person to give evidence; and
- (d) to compel any person to produce any document or thing.

(8) A witness at a hearing shall be informed by the hearing committee of the right of the witness to object to answer any question under section 5 of the *Canada Evidence Act*.

(9) A witness at a hearing shall be deemed to have objected to answering any question asked of the witness where the answer of the witness may tend to incriminate the witness or may tend to establish the liability of the witness in a civil proceeding.

(10) No answer given by a witness at a hearing shall be used or be admissible in evidence against the witness in any trial or other proceedings against the witness taking place after the hearing, other than a prosecution for perjury in the giving of that evidence.

(11) Subject to this section, the hearing committee may proceed in the absence of the teacher or former teacher whose teaching certificate is at issue and in the absence of submissions made by or on behalf of the teacher or former teacher.

54. (1) After a hearing, the hearing committee shall instruct the Registrar to

- (a) refuse to suspend or cancel the teaching certificate;
- (b) renew the teaching certificate;
- (c) cancel the teaching certificate;
- (d) suspend the teaching certificate for a

(6) Le comité d'enquête peut, sur avis raisonnable :

- a) assigner des témoins;
- b) enjoindre à quiconque de témoigner sous serment ou sous affirmation solennelle;
- c) enjoindre à quiconque de produire les documents et pièces que le comité d'enquête juge nécessaires à une enquête complète et régulière.

(7) Le comité d'enquête a les mêmes pouvoirs qu'une cour d'archives en matière civile pour :

- a) faire prêter serment et recevoir des affirmations solennelles;
- b) contraindre à comparaître;
- c) contraindre à déposer;
- d) contraindre à produire des documents ou pièces.

(8) Le comité d'enquête informe tout témoin appelé à déposer au cours d'une audience de son droit de s'opposer à répondre à toute question en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la preuve au Canada*.

(9) Le témoin au cours d'une audience est réputé s'être opposé à répondre à toute question qui lui est posée si sa réponse est susceptible de l'incriminer ou de prouver sa responsabilité dans une procédure civile.

(10) Aucune réponse donnée par un témoin lors de l'audience ne peut être invoquée ni admise en preuve contre celui-ci lors d'un procès ou d'une autre instance tenus contre lui après l'enquête, à l'exception d'une poursuite pour parjure relativement à ce même témoignage.

(11) Sous réserve du présent article, le comité d'enquête peut procéder en l'absence du titulaire du brevet d'enseignement qui fait l'objet de litige et en l'absence d'arguments présentés par celui-ci ou en son nom.

54. (1) Suite à l'audience, le comité d'enquête charge le registraire, selon le cas :

- a) de refuser de suspendre ou d'annuler le brevet d'enseignement;
- b) de renouveler le brevet d'enseignement;
- c) d'annuler le brevet d'enseignement;
- d) de suspendre le brevet d'enseignement

stated period of time; or

- (e) suspend the teaching certificate for a stated period of time and impose conditions specified by the hearing committee for reinstatement of the teaching certificate.

(2) Where the hearing committee instructs the Registrar to renew a teaching certificate or to refuse to suspend or cancel a teaching certificate, it shall give, within 30 days after the last day of the hearing, written notice of the refusal and the reasons for the refusal

- (a) to the teacher or former teacher whose teaching certificate is at issue;
- (b) to the Deputy Minister;
- (c) to the Registrar;
- (d) to the complainant, where there is one; and
- (e) to the Superintendent responsible for the education district in which the teacher is employed.

(3) Where the hearing committee instructs the Registrar to suspend or cancel a teaching certificate, it shall give, within 30 days after the last day of the hearing, written notice of the suspension or cancellation and, where there is a suspension, any conditions for reinstatement of the teaching certificate

- (a) to the teacher or former teacher whose teaching certificate is at issue;
- (b) to the Deputy Minister;
- (c) to the Registrar;
- (d) to the complainant, where there is one; and
- (e) to the Superintendent responsible for the education district in which the teacher is employed.

(4) A determination made under paragraph (1)(a) or (b) is final.

(5) Once the hearing committee has made a determination, the chairperson of the hearing committee shall send the record of the hearing to the Minister.

55. On the expiration of the time period referred to in section 56, the members of the hearing committee are discharged and the hearing committee has no further authority under these regulations.

Review by Minister

pour la période qu'il fixe;

- e) de suspendre le brevet d'enseignement pour la période qu'il fixe et imposer les conditions de son rétablissement précisées par le comité d'enquête.

(2) Lorsqu'il charge le registraire de renouveler le brevet d'enseignement ou de refuser de le suspendre ou de l'annuler, le comité d'enquête avise par écrit du refus et des motifs du refus, dans les 30 jours suivant le dernier jour de l'audience, les personnes suivantes :

- a) le titulaire du brevet d'enseignement qui fait l'objet de litige;
- b) le sous-ministre;
- c) le registraire;
- d) le plaignant, le cas échéant;
- e) le surintendant responsable du district scolaire dans lequel est employé l'enseignant.

(3) Le comité d'enquête qui charge le registraire de suspendre ou d'annuler un brevet, avise par écrit de la suspension ou de l'annulation, et des conditions de rétablissement du brevet dans le cas d'une suspension, dans les 30 jours suivant le dernier jour de l'audience, les personnes suivantes :

- a) le titulaire du brevet qui fait l'objet de litige;
- b) le sous-ministre;
- c) le registraire;
- d) le plaignant, le cas échéant;
- e) le surintendant responsable du district scolaire dans lequel est employé l'enseignant.

(4) La décision prise en vertu des alinéas (1)a) ou b) est sans appel.

(5) Une fois la décision du comité d'enquête prise, le président du comité d'enquête fait parvenir le procès-verbal de l'enquête au ministre.

55. À l'expiration du délai visé à l'article 56, les membres du comité d'enquête sont libérés de leurs fonctions et le comité d'enquête n'a plus compétence en vertu du présent règlement.

Examen par le ministre

56. A teacher wishing to request a review under section 52 of the Act shall make the request, within 30 days after receipt of notification of the suspension or cancellation of a teaching certificate, by serving on the Registrar and the chairperson of the hearing committee the request for review stating the grounds for the review.

57. (1) The Minister shall, within 60 days of receipt of a request for a review, review the material provided and make a decision.

(2) The Minister shall provide, in writing, the decision and reasons for the decision

- (a) to the teacher or former teacher whose teaching certificate is at issue;
- (b) to the Deputy Minister;
- (c) to the Registrar;
- (d) to the complainant, where there is one; and
- (e) to the Superintendent responsible for the education district in which the teacher is employed.

Reinstatement of Teaching Certificate

58. (1) Where the teaching certificate of a teacher or former teacher has been suspended, the period of suspension has elapsed and the teacher has met any conditions imposed for reinstatement of the teaching certificate, the teacher or former teacher may apply, in writing, to the Registrar to have the teaching certificate reinstated.

(2) Where an application is made under subsection (1), the Registrar shall, within 30 days after the day the application is made,

- (a) reinstate the teaching certificate; or
- (b) refuse to reinstate the teaching certificate on the basis that the teacher or former teacher has not met the conditions imposed for reinstatement and notify, in writing, the teacher or former teacher of the refusal stating the reasons for the refusal.

(3) Where the Registrar refuses to reinstate a teaching certificate, the teacher or former teacher may apply to the Minister for a review within 30 days after receipt of notification of the refusal.

56. L'enseignant qui désire faire une demande d'examen en vertu de l'article 52 de la Loi signifie au registraire et au président du comité d'enquête, dans les 30 jours suivant la réception de l'avis de suspension ou d'annulation du brevet d'enseignement, la demande d'examen exposant les motifs.

57. (1) Le ministre, dans les 60 jours suivant la réception de la demande d'examen, examine les documents qu'il a reçus et prend une décision.

(2) Le ministre fournit une décision écrite et motivée aux personnes suivantes :

- a) le titulaire du brevet d'enseignement qui fait l'objet de litige;
- b) le sous-ministre;
- c) le registraire;
- d) le plaignant, le cas échéant;
- e) le surintendant responsable du district scolaire dans lequel l'enseignant est employé.

Rétablissement du brevet d'enseignement

58. (1) Lorsque la période de suspension est écoulée et que les conditions de rétablissement ont été remplies, l'enseignant ou l'ancien enseignant titulaire du brevet d'enseignement suspendu peut demander par écrit, au registraire, le rétablissement de son brevet d'enseignement.

(2) Lorsqu'une demande est déposée en vertu du paragraphe (1), le registraire doit, dans les 30 jours suivant la date de la demande :

- a) rétablir le brevet d'enseignement;
- b) refuser de rétablir le brevet lorsque le titulaire n'a pas rempli les conditions de rétablissement du brevet d'enseignement, et remettre au titulaire du brevet d'enseignement suspendu un avis écrit et motivé du refus.

(3) Lorsque le registraire refuse de rétablir le brevet, le titulaire peut demander au ministre d'examiner le refus dans les 30 jours suivant la réception de l'avis de refus.

(4) An application for a review shall be made by serving on the Registrar a notice in writing that states the grounds for the application.

(5) On receipt of an application for a review, the Registrar shall send to the Minister a copy of the notification of the refusal and of the application.

(6) On receipt of the copy of the notification of the refusal and of the application, the Minister shall determine whether the conditions imposed for reinstatement have been met by the teacher or former teacher and shall instruct the Registrar to reinstate or not reinstate the teaching certificate.

(7) In the course of the Minister's determination, the Minister shall

- (a) give the teacher or former teacher whose teaching certificate is at issue an opportunity to examine, before the determination is made, reports or evidence that relate to the determination; and
- (b) consider the notification of the refusal and any information and argument, in writing, submitted by the teacher or former teacher and by the Registrar.

(8) The decision of the Minister under subsection (6) is final.

59. A teaching certificate that is cancelled may not be reinstated.

SCHOOL COUNSELLORS

60. (1) For the purposes of this section, "school counsellor" means a person who

- (a) discusses with a student personal issues raised by that student, education staff or other students;
- (b) refers a student to counselling or support services outside the school; or
- (c) counsels a student or a group of students regarding personal issues.

(2) Subject to subsection (3), no person may be employed as a school counsellor unless that person has

(4) La demande d'examen est présentée en signifiant au registraire un avis écrit qui expose les motifs de la demande.

(5) Sur réception de la demande d'examen le registraire envoie au ministre une copie de l'avis de refus et de la demande.

(6) Sur réception de la copie de l'avis de refus et de la demande, le ministre détermine si les conditions de rétablissement du brevet d'enseignement ont été remplies par le titulaire et ordonne au registraire de rétablir ou non le brevet d'enseignement, selon le cas.

(7) Le ministre, lors de son examen :

- a) donne au titulaire du brevet d'enseignement qui fait l'objet de litige la possibilité de consulter, avant la prise de décision, les rapports ou la preuve relatifs à la décision;
- b) prend en considération l'avis de refus et tout renseignement ou argument présenté par écrit par l'enseignant ou l'ancien enseignant et par le registraire.

(8) La décision du ministre prise en vertu du paragraphe (6) est sans appel.

59. Le brevet d'enseignement qui a été annulé ne peut être rétabli.

CONSEILLERS D'ORIENTATION

60. (1) Aux fins du présent article, «conseiller d'orientation» s'entend d'une personne qui, selon le cas :

- a) parle avec un élève de questions personnelles soulevées par celui-ci, le personnel d'éducation ou d'autres élèves;
- b) oriente l'élève vers des conseillers ou des services de soutien à l'extérieur de l'école;
- c) conseille l'élève ou les groupes d'élèves relativement à des questions personnelles.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), nul ne peut être employé à titre de conseiller d'orientation à

- (a) successfully completed an approved counsellor training program in the Territories;
- (b) has a bachelor of education degree with a specialty in guidance; or
- (c) has equivalent educational qualifications approved by the Registrar.

(3) Where there is no person with the qualifications set out in subsection (2) available for employment as a school counsellor, a prospective employer may apply, in writing, to the Registrar for permission to employ a person with other qualifications as a school counsellor.

(4) The Registrar may, in writing, permit an education body to employ a person who does not have the qualifications set out in subsection (2) as a school counsellor for a period expiring no later than the end of the school year in which the permission is given.

TRANSITIONAL

61. (1) A valid interim certificate issued under the *Education Regulations*, R.R.N.W.T. 1990, c.E-13, before the coming into force of these regulations remains valid until the expiry date of the interim certificate.

(2) A teaching certificate, other than a interim certificate, issued under the *Education Regulations*, R.R.N.W.T. 1990, c.E-13, before the coming into force of these regulations is valid until July 1, 1997.

62. Sections 1 to 47 and 58 to 60 of the *Education Regulations*, R.R.N.W.T. 1990, c.E-13, are repealed.

Dated at Yellowknife, August 26, 1996.

moins, selon le cas :

- a) d'avoir réussi un programme de formation de conseiller approuvé dans les Territoires;
- b) d'avoir un baccalauréat en éducation avec une spécialisation en orientation;
- c) d'avoir des compétences éducationnelles équivalentes approuvées par le registraire.

(3) Lorsqu'aucune personne possédant les compétences établies au paragraphe (2) n'est disponible pour travailler à titre de conseiller d'orientation, un employeur potentiel peut, par écrit, demander au registraire la permission d'employer, à titre de conseiller d'orientation, une personne ayant d'autres compétences.

(4) Le registraire peut, par écrit, autoriser un organisme scolaire à employer à titre de conseiller d'orientation, pour une période se terminant au plus tard à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle il a donné son autorisation, une personne qui ne possède pas les compétences établies au paragraphe (2).

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

61. (1) Tout brevet provisoire valide délivré en vertu du *Règlement sur l'éducation*, R.R.T.N.-O. 1990, ch. E-13, avant l'entrée en vigueur du présent règlement est valide jusqu'à sa date d'expiration.

(2) Tout brevet d'enseignement, autre qu'un brevet provisoire délivré en vertu du *Règlement sur l'éducation*, R.R.T.N.-O. 1990, ch. E-13, avant l'entrée en vigueur du présent règlement, est valide jusqu'au 1^{er} juillet 1997.

62. Les articles 1 à 47 et 58 à 60 du *Règlement sur l'éducation*, R.R.T.N.-O. 1990, ch. E-13, sont abrogés.

Fait à Yellowknife, le 26 août 1996.


Charles Dent
Minister/Ministre

SCHEDULE A (Sections 6 and 8)

ANNEXE A (articles 6 et 8)

Item	Service Provided	Fee	Numéro	Nature du service	Droit payable
1.	Review of application for interim teaching certificate and issuance of that certificate	\$60	1.	Examen d'une demande et délivrance d'un brevet d'enseignement provisoire	60 \$
2.	Review of application for a teaching certificate, other than an interim certificate, and issuance of that certificate	\$20	2.	Examen d'une demande de brevet d'enseignement, autre qu'un brevet d'enseignement provisoire et délivrance de ce brevet d'enseignement	20 \$
3.	Issuance of replacement teaching certificate	\$20	3.	Délivrance d'un brevet d'enseignement de remplacement	20 \$
4.	Renewal of teaching certificate	\$20	4.	Renouvellement d'un brevet d'enseignement	20 \$
5.	Issuance of statement of professional standing	\$20	5.	Délivrance d'une confirmation de statut professionnel	20 \$



Canadian Heritage Patrimoine canadien

8144-5-96

Your file Votre référence

Our file Notre référence

AUG 26 1996
AOUT

Mr. Eric Colbourne
A/Deputy Minister
Department of Education, Culture and Employment
Government of the Northwest Territories
Yellowknife, Northwest Territories
X1A 2L9

Dear Mr. Colbourne:

On July 11 1996, our Deputy Minister wrote to you indicating that our department would welcome the opportunity to resume discussions with your department on the future of École Allain St-Cyr.

We have since reviewed the matter and it is clear that, unless your government contributes significantly to the project of a new school, we might have to look at other alternatives for the Yellowknife Francophone community. We have earmarked funds for this project with the understanding that your government would also contribute. It appears to me that, without such a commitment, further discussions on this project would be fruitless.

If your government decides not to pursue the option of a new school, we would be willing to consider other proposals from your department to accommodate the needs of the Francophone population of Yellowknife, including renovations to the existing École Allain St-Cyr. We would then welcome the opportunity to meet with you to discuss the details of such proposals and see how we can best respond to the aspirations of the Francophone community. I would like to suggest October 4 as a good time for us to meet since I plan to travel to Yellowknife to attend the annual general meeting of the Fédération franco-ténoise. Mr. Ken East, Director, Northwest Territories Office, would be accompanying me at the meeting. You may also want to consider organizing a joint meeting with the representatives of the Francophone parents so that we can apprise them of the result of our discussions.

.../2

Canada



- 2 -

I am looking forward to hearing from you on this matter.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Hilaire Lemoine". The signature is written in a cursive, flowing style.

Hilaire Lemoine
Director General
Official Languages Support
Programs Branch

cc: Mr. Ken East



Northwest
Territories Canada

Registered in the
Regulations Register
Aug. 23, 1996
under registration
number R-168-96

Inscrit au
registre des règlements
le 23 août 1996
n° d'enregistrement
R-168-96

Filed by *KP*

Déposé par *KP*

At Newell
Registrar of Regulations
registreur des règlements

EDUCATION ACT

STUDENT RECORD REGULATIONS

The Minister, under section 151 of the *Education Act* and every enabling power, makes the *Student Record Regulations*.

1. In these regulations, "Act" means the *Education Act*.

2. The agreement referred to in subsection 3(2) of the Act may be in any form agreed to by the parties and the principal.

3. (1) The principal of a school shall ensure that a record exists for each student registered with the school, within 30 days of the start of the academic year or the day the student is registered, whichever is later.

(2) The principal shall ensure that each student record is kept up to date and shall review each student record at least once during each academic year.

(3) Where a student ceases to attend a school the principal of that school shall remove the student's name from the school register and shall transfer the student's record in accordance with section 9 or retain the student's record in accordance with section 10.

4. (1) Every student record must contain the following information, with regard to the student for whom it is prepared:

- (a) name;
- (b) date of birth;
- (c) gender;
- (d) country of citizenship;
- (e) ethnicity;
- (f) parent's name and address and a telephone number at which the parent may be reached during school hours;

LOI SUR L'ÉDUCATION

RÈGLEMENT SUR LES DOSSIERS SCOLAIRES

Le ministre, en vertu de l'article 151 de la *Loi sur l'éducation* et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur les dossiers scolaires*.

1. Dans le présent règlement, «Loi» s'entend de la *Loi sur l'éducation*.

2. L'accord visé au paragraphe 3(2) de la Loi peut être rédigé en la forme convenue par les parties et le directeur d'école.

3. (1) Le directeur d'école fait en sorte qu'il existe, dans les 30 jours suivant le début de l'année d'enseignement ou le jour d'inscription de l'élève, selon la plus tardive de ces dates, un dossier pour chaque élève inscrit à l'école.

(2) Le directeur d'école fait en sorte que chaque dossier scolaire soit tenu à jour et revoit chaque dossier scolaire au moins une fois par année d'enseignement.

(3) Lorsqu'un élève cesse de fréquenter l'école, le directeur retire le nom de l'élève des registres et transfère son dossier conformément à l'article 9 ou le conserve conformément à l'article 10.

4. (1) Le dossier scolaire d'un élève contient les renseignements suivants :

- a) le nom de l'élève;
- b) sa date de naissance;
- c) son sexe;
- d) son pays de citoyenneté;
- e) son origine ethnique;
- f) les nom et adresse d'un parent ainsi qu'un numéro de téléphone où il peut être joint pendant les heures de classes;
- g) l'adresse de l'élève ainsi qu'un numéro de



- (g) student's residential address and a telephone number at which the student may be reached;
- (h) name and address of schools previously attended, the date registered and the duration of the attendance;
- (i) grade;
- (j) mother tongue and language spoken most often at home;
- (k) eligibility for French first language instruction, as defined in regulations made under the Act, under section 23 of the *Constitution Act, 1982*;
- (l) an annual summary of attendance and participation in the school program;
- (m) a copy of any individual education plan in effect;
- (n) a semi-annual summary of progress in the education program, individual education plan or program of education, as the case may be;
- (o) a semi-annual summary of any recommended learning strategies;
- (p) information relating to a suspension or an expulsion;
- (q) information relating to any serious violent incident that leads to a suspension, an expulsion or the involvement of the police on school premises, including
 - (i) a description of the incident that led to the suspension, expulsion or involvement of the police,
 - (ii) a description of any involvement of the police,
 - (iii) a description of any disciplinary steps taken by school staff or by the *commission scolaire francophone de division* or the District Education Authority, and
 - (iv) a copy of all correspondence regarding the incident to the student or the student's parent from the school or from the *commission scolaire francophone de division* or the District Education Authority.

- téléphone où il peut être joint;
- h) les nom et adresse des écoles précédemment fréquentées ainsi que les dates d'inscription et les durées de fréquentation;
- i) son niveau scolaire;
- j) sa langue maternelle et la langue principalement utilisée à la maison;
- k) son admissibilité à l'instruction en français langue première, au sens des règlements pris en vertu de la Loi, en vertu de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1982*;
- l) un résumé annuel de sa fréquentation scolaire et de sa participation au programme scolaire;
- m) une copie du plan d'études individuel en vigueur;
- n) un résumé semestriel des progrès réalisés dans le programme d'enseignement, le plan d'études individuel ou le programme d'études, selon le cas;
- o) un résumé semestriel des stratégies d'apprentissage recommandées;
- p) les renseignements relativement à sa suspension ou à son expulsion;
- q) les renseignements relativement à tout incident violent de nature sérieuse provoquant sa suspension, son expulsion ou l'intervention de la police sur les lieux scolaires, y compris :
 - (i) la description de l'incident qui a provoqué sa suspension, son expulsion ou l'intervention de la police,
 - (ii) la description de toute intervention policière,
 - (iii) la description de toute mesure disciplinaire prise à son endroit par le personnel scolaire, la commission scolaire francophone de division ou l'administration scolaire de district,
 - (iv) une copie de la correspondance relative à l'incident envoyée par l'école, la commission scolaire francophone de division ou l'administration scolaire de district à l'élève ou au parent de l'élève.

(2) Every student record for a student registered in a high school must also contain the following information, with regard to the student for whom it is prepared:

- (a) mailing address;
- (b) courses enroled in;
- (c) number of credits earned;
- (d) marks earned or progress shown in courses the student is enroled in or has completed.

(3) A student record may, with the consent of a parent or, where a student is an adult, the student, contain the following information, with regard to the student for whom it is prepared:

- (a) health care number;
- (b) information related to physical health.

(4) Each academic year, the principal shall inform the Superintendent of the number of students and the name and grade of each student registered with the school.

5. No person shall include in a student record

- (a) a medical or psychological report;
- (b) any information relating to an investigation under the *Child Welfare Act* regarding a student or the family of a student; or
- (c) notes prepared by a teacher or the principal for the exclusive use of that teacher or principal that deal with matters other than the student's progress in the education program, an individual education plan or the program of education.

6. The principal shall ensure that the following information is removed from a student record:

- (a) information relating to a serious violent incident that led to a suspension, if after three years no further serious violent incidents that have led to a suspension, an expulsion or involvement with the police have occurred;
- (b) information relating to a serious violent incident that led to an expulsion, if after five years no further serious violent incidents that have led to a suspension, an expulsion or involvement with the

(2) Le dossier scolaire de l'élève inscrit dans une école secondaire doit également contenir les renseignements suivants :

- a) l'adresse postale de l'élève;
- b) la liste des cours dans lesquels il est inscrit;
- c) le nombre de crédits accumulés;
- d) les notes reçues et les progrès réalisés dans les cours terminés ou dans lesquels il est inscrit.

(3) Le dossier scolaire peut, avec l'accord d'un parent ou de l'élève, si ce dernier est un adulte, contenir les renseignements suivants :

- a) le numéro d'assurance-maladie de l'élève;
- b) des renseignements relativement à sa santé physique.

(4) À chaque année d'enseignement, le directeur d'école informe le surintendant du nombre d'élèves inscrits, de leurs noms et de leur niveau scolaire.

5. Il est interdit de verser l'un des documents suivants au dossier scolaire :

- a) un rapport médical ou psychologique;
- b) des renseignements sur une enquête faite en vertu de la *Loi sur la protection de l'enfance* relativement à l'élève ou à sa famille;
- c) les notes d'un enseignant ou d'un directeur d'école, préparées pour leur usage exclusif, sur des sujets autres que les progrès de l'élève dans le programme d'enseignement, dans le plan d'études individuel ou dans le programme d'études.

6. Le directeur d'école fait en sorte que soient retirés du dossier scolaire les renseignements suivants :

- a) des renseignements sur un incident violent de nature sérieuse qui a provoqué la suspension, si, dans les trois années subséquentes, aucun autre incident violent de nature sérieuse provoquant la suspension, l'expulsion ou l'intervention de la police ne s'est produit;
- b) des renseignements sur un incident violent de nature sérieuse qui a provoqué l'expulsion, si, dans les cinq années subséquentes, aucun autre incident

- police have occurred;
- (c) information relating to any other serious violent incident, if after three years no further violent incidents that have led to a suspension, an expulsion or involvement with the police have occurred.

7. (1) A request to the principal to correct inaccurate or incomplete information under subsection 31(1) of the Act must be made in writing.

- (2) Within 14 days after the date of receipt of the request referred to in subsection (1), the principal shall
- (a) review the student record;
 - (b) decide whether the student record needs to be corrected;
 - (c) in writing, advise the parent or student of his or her decision; and
 - (d) correct the student record accordingly.

8. Where a student or a parent does not speak or understand the language in which the student record of that student is maintained, and requests that the student record be translated into an Official Language, the principal shall, within a reasonable period of time, provide an oral or written translation of the student record.

9. (1) Where a student transfers from one school to another, the principal of the school to which the student transfers shall contact the principal of the school from which the student transferred and shall request the student record of the student.

(2) A principal in the Territories who receives a request under subsection (1) shall, as soon as practicable, send the student record requested by registered mail.

(3) The principal of a school in the Territories from which a student has transferred shall, as soon as the records of the student are sent under subsection (2), remove the student's name from the school register.

(4) The principal shall advise the Superintendent

violent de nature sérieuse provoquant la suspension, l'expulsion ou l'intervention de la police ne s'est produit;

- c) des renseignements sur tout autre incident violent de nature sérieuse, si, dans les trois années subséquentes, aucun autre incident violent de nature sérieuse provoquant la suspension, l'expulsion ou l'intervention de la police ne s'est produit.

7. (1) La demande de correction de renseignements inexacts ou incomplets, présentée au directeur d'école en vertu du paragraphe 31(1) de la Loi, doit être faite par écrit.

- (2) Dans les 14 jours suivant la réception de la demande visée au paragraphe (1), le directeur d'école :
- a) revoit le dossier scolaire;
 - b) décide s'il y a lieu ou non de corriger le dossier scolaire;
 - c) avise par écrit l'élève ou le parent de sa décision;
 - d) corrige le dossier scolaire en conséquence.

8. Lorsqu'un élève ou un parent ne parle pas ou ne comprend pas la langue dans laquelle le dossier scolaire est rédigé et qu'il demande que le dossier scolaire lui soit traduit dans une langue officielle, le directeur d'école en fournit, dans un délai raisonnable, une traduction orale ou écrite.

9. (1) Lorsqu'un élève change d'école, le directeur de sa nouvelle école contacte le directeur de l'école d'origine afin d'obtenir le dossier scolaire de l'élève.

(2) Le directeur de l'école située dans les Territoires qui reçoit une demande en vertu du paragraphe (1) envoie par courrier recommandé, dès que possible, le dossier scolaire demandé.

(3) Dès que le dossier scolaire de l'élève a été envoyé en vertu du paragraphe (2), le directeur de l'école située dans les Territoires d'où provient l'élève retire le nom de celui-ci des registres de l'école.

(4) Le directeur d'école avise le surintendant dès

as soon as possible after the removal of the name of a student from the school register.

10. (1) Where a student graduates from a school, the principal shall remove that student's name from the school register and shall ensure that the student record is retained in a secure, confidential manner until 10 years from the date on which the student graduates from grade 12.

(2) Where a student has ceased to attend a school and the principal has not received notice of the transfer of the student, the principal shall remove that student's name from the school register and shall ensure that the student record of that student is retained in a secure, confidential manner until the principal receives notice of the transfer of the student to another school or for 10 years from the date on which the student would be expected to graduate from grade 12, whichever is sooner.

(3) The principal shall advise the Superintendent as soon as possible after the removal of the name of a student from the school register.

11. (1) The Superintendent shall, for each student registered with a school in the area within his or her jurisdiction and in accordance with the directions of the Minister, provide the following information to the Minister:

- (a) name;
- (b) date of birth;
- (c) country of citizenship;
- (d) ethnicity;
- (e) grade;
- (f) eligibility for French first language instruction, as defined in regulations made under the Act, under section 23 of the *Constitution Act, 1982*;
- (g) whether the student is home schooled;
- (h) an annual summary of attendance and participation in the school program;
- (i) where the student is a high school student, mailing address, courses enrolled in, number of credits earned and school marks earned or progress shown in courses the student is enrolled in and has completed.

que possible du retrait du nom de l'élève des registres de l'école.

10. (1) Lorsqu'un élève devient diplômé d'une école, le directeur de l'école retire le nom de l'élève des registres et fait en sorte que son dossier soit conservé de manière sécuritaire et confidentielle pendant les 10 années suivant la date à laquelle l'élève devient diplômé.

(2) Lorsqu'un élève cesse de fréquenter une école et que le directeur de l'école n'a pas été avisé du transfert de l'élève, le directeur de l'école retire le nom de cet élève des registres de l'école et fait en sorte que son dossier scolaire soit conservé de manière sécuritaire et confidentielle jusqu'à ce qu'il soit avisé du transfert de l'élève vers une autre école ou pendant les 10 années qui suivent la date à laquelle l'élève aurait normalement été diplômé de l'école, selon la première de ces dates.

(3) Le directeur d'école avise le surintendant dès que possible du retrait du nom de l'élève des registres de l'école.

11. (1) Le surintendant fournit au ministre, pour chaque élève inscrit dans une école dans le territoire qui relève de sa compétence et en conformité avec les directives du ministre, les renseignements suivants :

- a) le nom de l'élève;
- b) sa date de naissance;
- c) son pays de citoyenneté;
- d) son origine ethnique;
- e) son niveau scolaire;
- f) son admissibilité à l'instruction en français langue première, au sens des règlements pris en vertu de la Loi, en vertu de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1982*;
- g) une indication, selon le cas, que l'élève prend part à un programme d'enseignement à domicile;
- h) un résumé annuel de sa fréquentation scolaire et de sa participation au programme scolaire;
- i) lorsqu'il s'agit d'un élève du secondaire, son adresse postale, les cours dans lesquels il est inscrit, le nombre de crédits accumulés, ses notes scolaires obtenues ou les progrès réalisés dans les cours terminés ou dans lesquels il est

inscrit.

(2) The Superintendent may, with the consent of a parent or, where a student is an adult, the student, provide the Minister with the student's health care number.

(3) The Superintendent shall advise the Minister of the removal of a student's name from a school register within 30 days of receiving that information.

12. Every principal of a school shall ensure that each student record in existence at July 1, 1996 complies with these regulations by May 1, 1997.

(2) Le surintendant peut, avec le consentement d'un parent ou de l'élève, si ce dernier est un adulte, fournir au ministre le numéro d'assurance-maladie de cet élève.

(3) Le surintendant avise le ministre du retrait du nom d'un élève des registres de l'école dans les 30 jours suivant la réception de ce renseignement.

12. Chaque directeur d'école fait en sorte que tous les dossiers scolaires existant au 1^{er} juillet 1996 soient conformes aux exigences du présent règlement au 1^{er} mai 1997.

Dated at Yellowknife, August 21, 1996.

Fait à Yellowknife, le 21 août 1996.



Charles Dent
Minister
Ministre



Northwest
Territories Canada

Registered in the
Regulations Register
AUG 23 1996
under registration
number R-1166-96

Inscrit au
registre des règlements
le 23 août 1996
n° d'enregistrement
R-1166-96

Filed by *VP*

Déposé par *[Signature]*

[Signature]
Registrar of Regulations
registrier des règlements
LOI SUR L'ÉDUCATION

EDUCATION ACT

FRENCH FIRST LANGUAGE EDUCATION REGULATIONS

The Minister, under section 151 of the *Education Act* and every enabling power, makes the *French First Language Education Regulations*.

Interpretation

1. In these regulations,

"Act" means the *Education Act*; (*Loi*)

"French first language instruction" means instruction in the education program in French but does not include a French immersion program or the teaching of French as a second language. (*enseignement en français langue première*)

Establishment of Program

2. (1) Where the Minister determines that the right under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* of French first language instruction applies in an education district, the Minister shall direct the District Education Authority for that education district to establish a program of French first language instruction.

(2) In order to determine whether the right under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* of French first language instruction applies in an education district, the Minister shall consider

- (a) the existence of a program of French first language instruction in a neighbouring education district;
- (b) the number of and ages of eligible children in the education district;
- (c) the number of and ages of the eligible children in a neighbouring education

RÈGLEMENT SUR L'INSTRUCTION EN FRANÇAIS LANGUE PREMIÈRE

Le ministre, en vertu de l'article 151 de la *Loi sur l'éducation* et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur l'instruction en français langue première*.

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

«enseignement en français langue première» S'entend de l'enseignement d'un programme d'enseignement en français, à l'exclusion du programme d'immersion en français ou de l'enseignement du français langue seconde. (*French first language instruction*)

«Loi» La *Loi sur l'éducation*. (*Act*)

Création du programme

2. (1) Lorsqu'il conclut à l'exercice du droit reconnu par l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* à l'enseignement en français langue première dans un district scolaire, le ministre ordonne à l'administration scolaire de ce district de créer un programme d'enseignement en français langue première.

(2) Afin de vérifier si le droit reconnu par l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* s'applique à l'enseignement en français langue première dans un district scolaire, le ministre tient compte :

- a) de l'existence d'un programme d'enseignement en français langue première dans un district scolaire avoisinant;
- b) du nombre d'enfants qui satisfont aux conditions requises dans le district



- district;
- (d) the number of potential registrations of children in the education district and of children in a neighbouring education district; and
 - (e) the distance over which eligible children would have to be transported.

3. Where a program of French first language instruction is established, the Minister and the District Education Authority shall make every effort to continue that program for a minimum of three years.

Comités de parents francophones

4. (1) Where a program of French first language instruction exists and a *conseil scolaire francophone* or *commission scolaire francophone de division* is not established in respect of that program, three or more parents of children eligible for the program may, in writing, request the District Education Authority responsible for the education district in which the parents reside to establish a *comité de parents francophones*.

(2) A District Education Authority receiving a request under subsection (1) shall establish a *comité de parents francophones*.

(3) A District Education Authority may establish more than one *comité de parents francophones* in an education district, but no more than one *comité de parents francophones* may be established in respect of any one school.

(4) A *comité de parents francophones* shall make by-laws and policies to govern the conduct of its business that are consistent with the Act and the regulations made under the Act.

Conseils scolaires francophones

5. (1) A District Education Authority shall establish a *conseil scolaire francophone* where a *comité de parents francophones* has been in existence for at least one school year and the *comité de parents francophones* requests, in writing, that the District

scolaire et de leur âge:

- c) du nombre d'enfants qui satisfont aux conditions requises dans un district scolaire avoisinant et de leur âge;
- d) du nombre probable d'enfants inscrits dans le district scolaire et dans un district scolaire avoisinant;
- e) de la distance à parcourir pour transporter les enfants qui satisfont aux conditions requises.

3. Le ministre et l'administration scolaire de district font tous les efforts possibles pour maintenir pendant une période minimale de trois ans le programme d'enseignement en français langue première.

Comités de parents francophones

4. (1) Lorsqu'il existe un programme d'enseignement en français langue première et qu'un conseil scolaire francophone ou une commission scolaire francophone de division n'ont pas été constitués relativement à ce programme, au moins trois parents d'enfants qui satisfont aux conditions requises peuvent, par écrit, demander à l'administration scolaire de district responsable du district scolaire où résident les parents de constituer un comité de parents francophones.

(2) L'administration scolaire de district qui reçoit une demande en vertu du paragraphe (1) constitue un comité de parents francophones.

(3) L'administration scolaire de district peut constituer plusieurs comités de parents francophones dans un district scolaire, mais pas plus d'un par école.

(4) Le comité de parents francophones adopte des règlements administratifs et des politiques portant sur le déroulement de ses affaires et qui sont conformes à la Loi et ses règlements.

Conseils scolaires francophones

5. (1) L'administration scolaire de district, sur demande écrite d'un comité de parents francophones existant depuis au moins une année scolaire, constitue un conseil scolaire francophone.

Education Authority establish a *conseil scolaire francophone*.

(2) A District Education Authority establishing a *conseil scolaire francophone* under subsection (1) shall, by by-law, specify the number of members of the *conseil scolaire francophone*, which number must be between three and five and as requested by the *comité de parents francophones*.

(3) A District Education Authority may establish more than one *conseil scolaire francophone* in an education district, but no more than one *conseil scolaire francophone* may be established in respect of any one school.

(4) Subject to section 6, the District Education Authority that established the *conseil scolaire francophone* shall conduct the election for members of the *conseil* publicly in the manner in which it would conduct an election of its members under the *Local Authorities Elections Act* and the *Local Authorities Elections Act* applies, with such modifications as the circumstances require, to the election.

(5) A District Education Authority or a *conseil scolaire francophone*, or both, may submit a question to the voters under section 7 of the *Local Authorities Elections Act* at the same time an election for members of the *conseil scolaire francophone* is held.

(6) A member of a *conseil scolaire francophone* holds office for three years or until the day of the next general election for members of the District Education Authority that established the *conseil*, whichever is sooner, except that where there is less than 12 months remaining before the next general election for members of the District Education Authority, the member of the *conseil scolaire francophone* holds office until the end of the term of the members of the District Education Authority who are elected at the next general election of the District Education Authority.

(7) A *conseil scolaire francophone* shall select from its members a chairperson and a vice-chairperson.

6. (1) A District Education Authority shall ensure

(2) L'administration scolaire de district qui constitue un conseil scolaire francophone en vertu du paragraphe (1) fixe, par règlement administratif, et tel que le demande le comité de parents francophones, le nombre — de trois à cinq — de membres au conseil.

(3) L'administration scolaire de district peut constituer plusieurs conseils scolaires francophones dans un district scolaire, mais pas plus d'un par école.

(4) Sous réserve de l'article 6, l'administration scolaire de district qui constitue le conseil scolaire francophone s'assure que l'élection des membres du conseil se déroule publiquement de la même façon qu'elle se déroulerait pour l'élection de ses membres en vertu de la *Loi sur les élections des administrations locales*, laquelle s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'élection.

(5) L'administration scolaire de district ou le conseil scolaire francophone, ou les deux, peuvent soumettre une question aux électeurs en vertu de l'article 7 de la *Loi sur les élections des administrations locales* en même temps qu'a lieu l'élection des membres du conseil scolaire francophone.

(6) Le membre du conseil scolaire francophone demeure en poste pour une durée de trois ans ou jusqu'à la date de la prochaine élection générale des membres de l'administration scolaire de district qui a constitué le conseil, selon la première de ces dates. S'il reste moins de 12 mois avant la prochaine élection générale, le membre du conseil scolaire francophone demeure en poste jusqu'à la fin du mandat des membres de l'administration scolaire de district qui sont élus lors de la prochaine élection générale de l'administration scolaire de district.

(7) Le conseil scolaire francophone choisit parmi ses membres un président et un vice-président.

6. (1) L'administration scolaire de district,

that every person having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and who has a child registered in a French first language program is enumerated as a voter for the election for members of a *conseil scolaire francophone* and shall prepare a list of voters in advance of the election.

(2) No person other than a person having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* may be nominated or stand as a candidate in an election for members of a *conseil scolaire francophone*.

7. (1) A District Education Authority establishing a *conseil scolaire francophone* shall, with regard to the delivery of a program of French first language instruction, delegate to that *conseil scolaire francophone* the duty to

- (a) consider any comments and recommendations, with regard to a school, that are provided by the students, student representatives, parents and school staff who have an interest in that school;
- (b) at the beginning of each academic year, invite each principal to have a student representative from each school attend and participate in the public meetings of the *conseil scolaire francophone* and establish guidelines for the participation of student representatives in those meetings;
- (c) provide students with text books and other learning materials and, where in the opinion of the *conseil scolaire francophone* it is necessary, fix prices for those books and materials;
- (d) provide library, audio-visual and other resource materials;
- (e) subject to sections 38 to 43 of the Act, attempt to settle all disputes relating to French first language instruction and individual education plans that arise between a student or his or her parent and education staff;
- (f) with the advice of education staff, parents, persons having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and other community members, develop and

relativement à l'élection des membres d'un conseil scolaire francophone, fait en sorte que toute personne qui détient des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et dont un enfant est inscrit à un programme d'enseignement en français langue première soit recensée, et dresse une liste électorale avant l'élection.

(2) Seules les personnes qui détiennent des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* peuvent être nommées ou se porter candidates à une élection des membres d'un conseil scolaire francophone.

7. (1) Relativement à la dispense du programme de français langue première, l'administration scolaire de district qui constitue le conseil scolaire francophone délègue à ce dernier le pouvoir en vertu duquel il :

- a) étudie les commentaires et les recommandations que lui font, à l'égard d'une école, les élèves, les représentants des élèves, les parents et le personnel scolaire qui ont un intérêt dans cette école;
- b) au début de chaque année d'enseignement, invite chaque directeur d'école à faire assister et participer aux réunions publiques du conseil scolaire francophone un représentant des élèves de chaque école et établit les lignes directrices pour la participation des représentants des élèves à ses réunions;
- c) fournit aux élèves des manuels et d'autre matériel didactique et, s'il estime que cela est nécessaire, fixe le prix de ces manuels et de ces fournitures;
- d) fournit des bibliothèques, du matériel audio-visuel et d'autres ressources;
- e) sous réserve des articles 38 à 43 de la Loi, tente de régler tout litige qui survient entre un élève ou son parent et le personnel d'éducation au sujet de l'enseignement en français langue première et des plans d'études individuels;
- f) sur l'avis du personnel d'éducation, des parents, des personnes qui détiennent des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et des autres membres de la communauté, élabore et offre des programmes scolaires

deliver culture based school programs in accordance with the requirements of the curriculum:

- (g) hold a public meeting annually to consult with persons having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* regarding the goals and plans for the program of French first language instruction for the next school year;
- (h) in accordance with the directions of the District Education Authority, monitor, evaluate and direct the delivery of school programs to assure the highest possible education standards in the schools;
- (i) in accordance with the directions of the District Education Authority, evaluate program plans and provide direction with respect to those plans;
- (j) in cooperation with the District Education Authority, evaluate and provide support to home schooling programs in French first language instruction; and
- (k) in accordance with the directions of the District Education Authority, establish and advise the District Education Authority of the hours of instruction for the academic year for schools, the opening and closing dates for schools, the dates established for the development of the skills of the education staff, the dates established for the performance of non-instructional duties by education staff, and dates for vacations and for the observance of holidays for schools.

(2) A District Education Authority establishing a *conseil scolaire francophone* shall also, with regard to the delivery of a program of French first language instruction, delegate to that *conseil* the duty to

- (a) in cooperation with the District Education Authority, provide equipment and facilities for school programs for physical education, athletics and recreation;
- (b) in accordance with the directions of the District Education Authority, enter into

fondés sur la culture en conformité avec les exigences du programme d'études:

- g) tient une réunion publique annuellement afin de consulter les personnes qui détiennent des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* relativement aux objectifs et aux plans du programme d'enseignement en français langue première pour l'année scolaire suivante;
- h) en conformité avec les directives de l'administration scolaire de district, contrôle, évalue et dirige la dispense des programmes scolaires afin que les normes pédagogiques soient les plus élevées possibles dans les écoles;
- i) en conformité avec les directives de l'administration scolaire de district, évalue les plans relatifs au programme scolaire et donne des directives à leur égard;
- j) en coopération avec l'administration scolaire de district, évalue les programmes d'enseignement à domicile pour le français langue première et leur fournit du soutien;
- k) en conformité avec les directives de l'administration scolaire de district, détermine les heures de classe pour l'année d'enseignement, les dates d'ouverture et de fermeture des écoles, les dates prévues pour la formation du personnel d'éducation, les dates prévues pour l'exécution des tâches non-pédagogiques par le personnel d'éducation et les dates des vacances scolaires et des jours fériés à observer dans les écoles, et en avise l'administration scolaire de district.

(2) Relativement à la dispense du programme d'enseignement en français langue première, l'administration scolaire de district délègue aussi au conseil scolaire francophone le pouvoir en vertu duquel il :

- a) fournit, en coopération avec l'administration scolaire de district, le matériel et les installations nécessaires aux programmes scolaires en ce qui a trait à l'éducation physique, à l'athlétisme et aux activités récréatives;

- agreements that provide for the maximum possible use of education facilities for purposes outside the education program;
- (c) have custody and safekeeping of all the education facilities that are used for the education program and maintain the education facilities in good condition;
 - (d) employ and bond a financial officer or officers as it considers necessary;
 - (e) receive the moneys that are provided by grant or contribution by the Minister for the use of the *conseil scolaire francophone* for the delivery of the education program;
 - (f) make expenditures to meet the requirements of the education program and the Act and supervise and be accountable for all expenditures;
 - (g) provide advice to the District Education Authority regarding the purchase or construction of education facilities;
 - (h) keep a full and accurate record of its proceedings and financial transactions and affairs;
 - (i) subject to subsection 136(5) of the Act, prepare for the approval of the District Education Authority, in accordance with the regulations made under the Act, an annual estimate of revenue and expenditures for the operation and maintenance of the education program in the area within its jurisdiction for the next school year;
 - (j) subject to subsection 136(5) of the Act, prepare, for the approval of the District Education Authority and in accordance with the directions of the Minister, an annual estimate of revenue and expenditures for all capital items for the education program in the area within its jurisdiction for the next school year; and
 - (k) prepare, for the approval of the Minister and in accordance with the regulations made under the Act, an operational plan for the education program in the area within its jurisdiction.
- b) conclut, en conformité avec les directives de l'administration scolaire de district, des accords qui prévoient la maximalisation de l'utilisation des installations scolaires à d'autres fins que celles du programme d'enseignement;
 - c) assure la garde et la surveillance de toutes les installations scolaires qui servent dans le cadre du programme d'enseignement, et maintient ces installations en bon état;
 - d) engage un ou des agents financiers et fournit un cautionnement à leur égard, selon ce qu'il estime nécessaire;
 - e) reçoit les sommes que lui fournit le ministre, par subvention ou contribution, en vue de leur affectation au programme d'enseignement;
 - f) engage des dépenses en vue de satisfaire aux exigences du programme d'enseignement et de la Loi, contrôle toutes les dépenses et en rend compte;
 - g) donne des avis à l'administration scolaire de district relativement à l'achat ou à la construction d'installations scolaires;
 - h) tient un relevé complet et exact de toutes ses délibérations ainsi que de toutes ses opérations et affaires financières;
 - i) sous réserve du paragraphe 136(5) de la Loi, prépare pour l'approbation de l'administration scolaire de district, en conformité avec les règlements pris en vertu de la Loi, les prévisions annuelles de ses recettes et de ses dépenses en ce qui concerne le fonctionnement et le maintien du programme d'enseignement pour l'année scolaire suivante;
 - j) sous réserve du paragraphe 136(5) de la Loi, prépare pour l'approbation de l'administration scolaire de district, en conformité avec les directives du ministre, les prévisions annuelles de ses recettes et de ses dépenses en ce qui concerne l'ensemble des immobilisations nécessaires au programme d'enseignement pour l'année scolaire suivante;
 - k) prépare pour l'approbation du ministre, en conformité avec les règlements pris en vertu de la Loi, un plan opérationnel pour le programme d'enseignement.

(3) A *conseil scolaire francophone* shall make by-laws and policies to govern the conduct of its business including the financial responsibilities of the *conseil scolaire francophone*.

(4) By-laws and policies made under subsection (3) must be consistent with the Act and the regulations made under the Act and allow the District Education Authority to fulfil its duties under the Act and the regulations made under the Act.

8. A District Education Authority establishing a *conseil scolaire francophone* shall, with regard to the delivery of a program of French first language instruction, delegate to that *conseil scolaire francophone* the power to

- (a) develop and produce learning resources and materials to support the delivery of culture based school programs and other local programs;
- (b) authorize, supervise and evaluate the use of distance learning programs in the provision of the education program;
- (c) establish committees of the *conseil scolaire francophone* and assign powers and duties to those committees;
- (d) guide the District Education Authority with regard to the entering into of agreements with other education bodies to deliver the education program including the payment of tuition in the circumstances set out in subsection 14(2) of the Act;
- (e) pay an honorarium and expenses to each of its members in accordance with the regulations made under the Act;
- (f) in addition to the school program, develop and deliver early childhood development, adult education, cultural, religious or other programs to enhance learning and charge fees for the programs;
- (g) collect or maintain information that affects decisions made about the education of a student and maintain a record of the decisions; and
- (h) with regard to the education staff assigned to the *conseil scolaire francophone* for French first language instruction, provide direction to the Superintendent regarding the recruitment.

(3) Le conseil scolaire francophone adopte des règlements administratifs et des politiques portant sur le déroulement de ses affaires, notamment sur ses responsabilités financières.

(4) Les règlements administratifs et les politiques adoptés en vertu du paragraphe (3) doivent être conformes à la Loi et ses règlements et permettre à l'administration scolaire de district d'exécuter ses obligations prévues par la Loi et ses règlements.

8. Relativement à la dispense du programme d'enseignement en français langue première, l'administration scolaire de district délègue au conseil scolaire francophone qu'elle a constitué le pouvoir :

- a) de préparer et de produire des ressources et du matériel didactiques afin de soutenir l'application des programmes scolaires ou des autres programmes locaux fondés sur la culture;
- b) d'autoriser, de superviser et d'évaluer l'utilisation des programmes d'apprentissage à distance dans l'application du programme d'enseignement;
- c) de constituer des comités du conseil scolaire francophone et de leur attribuer des pouvoirs et des fonctions;
- d) de conseiller l'administration scolaire de district dans la conclusion d'accords avec d'autres organismes scolaires en vue de dispenser le programme d'enseignement, et notamment en vue du paiement des frais de scolarité dans les circonstances prévues au paragraphe 14(2) de la Loi;
- e) de verser à chacun de ses membres des honoraires et des indemnités en conformité avec les règlements pris en vertu de la Loi;
- f) en plus du programme scolaire, d'élaborer et d'offrir des programmes visant à faciliter l'apprentissage, notamment des programmes de développement des jeunes enfants, des programmes d'éducation des adultes ou des programmes culturels ou religieux et exiger le paiement de frais pour ces programmes;
- g) d'obtenir ou de conserver des renseignements concernant les décisions prises au sujet de l'éducation de tout

interviewing and hiring of applicants.

Commission scolaire francophone de division

9. (1) Where two or more *conseils scolaires francophones* wish to request, under section 84 of the Act, the Minister to establish a *commission scolaire francophone de division*, the *conseils scolaires francophones* shall provide the following information to the Minister:

- (a) projected enrolment for the program of French first language instruction;
- (b) proposed budget for the *commission scolaire francophone de division*;
- (c) proposed governance structure for the *commission scolaire francophone de division*;
- (d) plans for staffing for the program of French first language instruction;
- (e) name and address of a person who may be contacted should more information be required and a telephone number at which the person may be reached;
- (f) the method for the fulfilment of the duties of a Superintendent set out in the Act.

(2) Where the Minister receives the information listed in subsection (1) and the Minister is not satisfied that the criteria set out in paragraph (3)(a) are met, the Minister may request more information from the person referred to in paragraph (1)(e).

(3) The *conseils scolaires francophones* that provided the information under subsection (1) may request the Minister to establish a *commission scolaire francophone de division* where

- (a) the Minister is satisfied, based on the information provided under subsections (1) and (2), that the *commission scolaire francophone de division* will
 - (i) fulfil the duties of an education

élève ainsi qu'un relevé de ces décisions:

- h) relativement au personnel d'éducation affecté au conseil scolaire francophone pour l'enseignement en français langue première, de donner des directives au surintendant au sujet du recrutement, des entrevues et de l'embauche des candidats.

Commission scolaire francophone de division

9. (1) La demande de constitution d'une commission scolaire francophone de division, présentée au ministre en vertu de l'article 84 de la Loi par au moins deux conseils scolaires francophones, comporte les renseignements suivants :

- a) le nombre d'inscriptions prévu pour le programme d'enseignement en français langue première;
- b) une proposition de budget pour la commission scolaire francophone de division;
- c) une proposition de structure de gestion pour la commission scolaire francophone de division;
- d) une proposition sur la dotation en personnel pour le programme d'enseignement en français langue première;
- e) les nom et adresse d'une personne-ressource et le numéro de téléphone où elle peut être jointe;
- f) la façon dont les fonctions du surintendant décrites dans la Loi seront exercées.

(2) Le ministre qui reçoit les renseignements prévus au paragraphe (1) et qui n'est pas convaincu que les critères fixés à l'alinéa (3)a) sont respectés peut demander un complément d'information à la personne visée à l'alinéa (1)e).

(3) Les conseils scolaires francophones qui ont fourni les renseignements en vertu du paragraphe (1) peuvent demander au ministre de constituer une commission scolaire francophone de division si, selon le cas :

- a) le ministre est convaincu, sur la base des renseignements fournis en vertu des paragraphes (1) et (2), que la commission scolaire francophone de division, à la fois :

- body under the Act.
 - (ii) meet the standards established by the Minister for the education program, and
 - (iii) be able to fulfil the duties of a Superintendent under the Act; or
- (b) more than 500 students are registered in the program of French first language instruction in the area that would be within the jurisdiction of the *commission*.

10. Every *commission scolaire francophone de division* is a corporation.

11. (1) On the establishment of a *commission scolaire francophone de division*, the District Education Authorities responsible for the *conseils scolaires francophones* that requested that the *commission scolaire francophone de division* be established shall dissolve the *conseils scolaires francophones*.

(2) A *commission scolaire francophone de division* shall consist of

- (a) three persons from each education district within the jurisdiction of *commission scolaire francophone de division*, where there are less than four education districts; or
- (b) two persons from each education district within the jurisdiction of the *commission scolaire francophone de division*, where there are four or more education districts.

(3) Subject to section 12, the election of persons as members of the *commission scolaire francophone de division* shall be conducted publicly in the same manner as the election of members of a District Education Authority under the *Local Authorities Elections Act* and the *Local Authorities Elections Act* applies, with such modifications as the circumstances require, to the election.

12. (1) A person having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* may be nominated and stand as a candidate in an election for

- (i) respectera les obligations d'un organisme scolaire prévues par la Loi,
 - (ii) répondra aux normes fixées par le ministre pour le programme d'enseignement,
 - (iii) sera en mesure d'exercer les fonctions du surintendant prévues par la Loi;
- b) plus de 500 élèves sont inscrits au programme d'enseignement en français langue première dans le territoire qui relèverait de la compétence de la *commission*.

10. Chaque *commission scolaire francophone de division* est une personne morale.

11. (1) Suite à la constitution d'une *commission scolaire de division*, les administrations scolaires de district dissolvent les conseils scolaires francophones relevant de leur compétence qui ont fait une demande de constitution de *commission scolaire francophone de division*.

(2) La *commission scolaire francophone de division* se compose :

- a) lorsqu'il y a moins de quatre districts scolaires, de trois personnes de chaque district scolaire relevant de la compétence de la *commission scolaire francophone de division*;
- b) lorsqu'il y a au moins quatre districts scolaires, de deux personnes de chaque district scolaire relevant de la compétence de la *commission scolaire francophone de division*.

(3) Sous réserve de l'article 12, l'élection des personnes à titre de membres de la *commission scolaire francophone de division* se déroule publiquement de la même façon que celle des membres de l'administration scolaire de district en vertu de la *Loi sur les élections des administrations locales*, laquelle s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'élection.

12. (1) La personne qui détient des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* peut être nommée ou se porter candidate à une

members of a *commission scolaire francophone de division*.

(2) A person having rights under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and who has a child registered in a French first language program may vote in an election for members of a *commission scolaire francophone de division*.

(3) A member of a *commission scolaire francophone de division* holds office for three years or until the day of the next general election for members of the District Education Authority for the education district in respect of which that member is elected, whichever is sooner, except that where there is less than 12 months remaining before the next general election for the members of the District Education Authority, the member of the *commission scolaire francophone de division* holds office until the end of the term of members of the District Education Authority who are elected at the next general election of the District Education Authority.

(4) The *commission scolaire francophone de division* shall select from its members a chairperson and a vice-chairperson.

13. Where a *commission scolaire francophone de division* has been established, a District Education Authority responsible for an education district that is not within the jurisdiction of the *commission scolaire francophone de division* shall, in accordance with the directions of the Minister, consult with the *commission scolaire francophone de division* regarding the provision of a program of French first language instruction.

Application of Act to *commission scolaire francophone de division*

14. The following provisions of the Act apply to or in respect of a *commission scolaire francophone de division* as if it were a District Education Authority:

- (a) section 6;
- (b) subsections 9(1) and 13(2);
- (c) section 17;
- (d) subsection 18(3);
- (e) sections 22 and 23;
- (f) subsection 28(2);
- (g) sections 34, 35, 36, 63 and 69;

élection des membres d'une commission scolaire francophone de division.

(2) La personne qui détient des droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et dont un enfant est inscrit à un programme d'enseignement en français langue première peut voter à une élection des membres d'une commission scolaire francophone de division.

(3) Le membre d'une commission scolaire francophone de division demeure en poste pour une durée de trois ans ou jusqu'à la date de la prochaine élection générale des membres de l'administration scolaire du district scolaire pour lequel ce membre a été élu, selon la première de ces dates. S'il reste moins de 12 mois avant la prochaine élection générale, le membre de la commission scolaire francophone de division demeure en poste jusqu'à la fin du mandat des membres de l'administration scolaire de district qui sont élus à la prochaine élection générale de l'administration scolaire de district.

(4) La commission scolaire francophone de division choisit parmi ses membres un président et un vice-président.

13. Lorsqu'une commission scolaire francophone de division a été constituée, l'administration scolaire d'un district scolaire qui ne relève pas de la compétence de la commission scolaire francophone de division consulte, en conformité avec les directives du ministre, la commission scolaire francophone de division sur la mise en oeuvre d'un programme d'enseignement en français langue première.

Application de la Loi à la commission scolaire francophone de division

14. Les dispositions suivantes de la Loi s'appliquent à l'égard d'une commission scolaire francophone de division de la même façon que s'il s'agissait d'une administration scolaire de district :

- a) l'article 6;
- b) les paragraphes 9(1) et 13(2);
- c) l'article 17;
- d) le paragraphe 18(3);
- e) les articles 22 et 23;
- f) le paragraphe 28(2);

- (h) subsection 77(2);
- (i) paragraph 78(2)(h);
- (j) section 114;
- (k) paragraph (a) of the definition "member" in section 121.

- g) les articles 34, 35, 36, 63 et 69;
- h) le paragraphe 77(2);
- i) l'alinéa 78(2)h);
- j) l'article 114;
- k) l'alinéa a) de la définition de «membre», à l'article 121.

Dated at Yellowknife, August 21, 1996.

Fait à Yellowknife, le 21 août 1996.



Charles Dent
Minister
Ministre



Northwest
Territories Canada

Registered in the
Regulations Register
under registration
number R-136-96

Filed by

Minister of Regulation
Ministre des règlements

Inscrit au
registre des règlements
le 15 juillet 1996
n° d'enregistrement
R-136-96

Deposé par

EDUCATION ACT

ACADEMIC YEAR AND SCHOOL ATTENDANCE REGULATIONS

The Minister, under section 151 of the *Education Act* and every enabling power, makes the *Academic Year and School Attendance Regulations*.

1. In these regulations,

"Act" means the *Education Act*; (*Loi*)

"attend" means to participate in the school program provided by the school with which a student is registered: (*fréquenter*)

"hours of instruction" means the time during which a student receives instruction in the education program or a program of education in a private school. (*heures d'enseignement*)

2. Subject to subsection 126(4) of the Act, an education body given the power set out in paragraph 117(1)(s) of the Act shall, for the area within its jurisdiction, establish the hours of instruction for the academic year

- (a) for kindergarten to be
 - (i) no less than 485 hours as the number of hours of instruction in each year, and
 - (ii) no more than six hours as the number of hours of instruction in each day;
- (b) for grades one to six to be no more than six hours as the number of hours of instruction in each day; and
- (c) for grades seven to 12 to be no more than 6.5 hours as the number of hours of instruction in each day.

LOI SUR L'ÉDUCATION

RÈGLEMENT SUR L'ANNÉE D'ENSEIGNEMENT ET LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE

Le ministre, en vertu de l'article 151 de la *Loi sur l'éducation* et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur l'année d'enseignement et la fréquentation scolaire*.

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

«fréquenter» Participer au programme scolaire de l'école dans laquelle l'élève est inscrit. (*attend*)

«heures d'enseignement» Période pendant laquelle un élève reçoit de l'instruction dans un programme d'enseignement ou un programme d'étude d'une école privée. (*hours of instruction*)

«Loi» La *Loi sur l'éducation*. (*Act*)

2. Sous réserve du paragraphe 126(4) de la Loi, l'organisme scolaire investi du pouvoir visé à l'alinéa 117(1)s) de la Loi fixe, dans le territoire qui relève de sa compétence, le nombre d'heures d'enseignement pour l'année d'enseignement des niveaux scolaires suivants :

- a) pour la maternelle :
 - (i) au moins 485 heures d'enseignement par année,
 - (ii) au plus six heures d'enseignement par jour;
- b) de la première à la sixième année, au plus six heures d'enseignement par jour;
- c) de la septième à la douzième année, au plus 6.5 heures d'enseignement par jour.



3. (1) Every District Education Authority and *commission scolaire francophone de division* shall prepare a calendar for the academic year for each school in the area within its jurisdiction and shall include in that calendar

- (a) the opening and closing dates of the school;
- (b) the dates for vacations and the observance of holidays;
- (c) the hours of instruction; and
- (d) the dates established for
 - (i) the development and improvement of the skills of the education staff, and
 - (ii) the performance of non-instruction duties by the education staff.

(2) The District Education Authority and *commission scolaire francophone de division* shall make the calendar prepared under subsection (1) available to the public by April 1 of the academic year prior to the academic year for which the calendar is prepared.

4. A District Education Authority or *commission scolaire francophone de division* may temporarily close a school for health or safety reasons.

5. (1) Every District Education Authority and *commission scolaire francophone de division* shall, through policy, provide for the encouragement and enforcement of regular and punctual attendance at schools in the area within its jurisdiction.

- (2) A policy made under subsection (1) shall
 - (a) establish procedures to encourage students to attend school punctually and regularly;
 - (b) contain procedures for informing students and parents of the policy;
 - (c) establish procedures for the notification of parents and students of the obligation to attend school under the Act and the regulations made under the Act;
 - (d) set out the procedure for the preparation of and the content of reports, to be sent to the District Education Authority or the *commission scolaire francophone de division*, prepared by the principal or the principal's delegate regarding the

3. (1) Toute administration scolaire de district ou *commission scolaire francophone de division* prépare un calendrier pour l'année d'enseignement de chaque école dans le territoire qui relève de sa compétence, et y prévoit :

- a) les dates d'ouverture et de fermeture de l'école;
- b) les dates de vacances scolaires et des jours fériés;
- c) le nombre d'heures d'enseignement;
- d) les dates pour :
 - (i) le perfectionnement du personnel d'éducation,
 - (ii) l'exécution d'activités parascolaires par le personnel d'éducation.

(2) L'administration scolaire de district et la *commission scolaire francophone de division* mettent le calendrier préparé en vertu du paragraphe (1) à la disposition du public avant le 1^{er} avril de l'année d'enseignement précédant l'année d'enseignement pour laquelle le calendrier est préparé.

4. L'administration scolaire de district et la *commission scolaire francophone de division* peuvent fermer temporairement une école pour des raisons de santé ou de sécurité.

5. (1) Toute administration scolaire de district ou *commission scolaire francophone de division*, par le biais de politiques, vise à inciter et à faire observer une fréquentation assidue et ponctuelle dans les écoles du territoire qui relève de sa compétence.

- (2) Une politique, introduite en vertu du paragraphe (1) :
 - a) établit des procédures incitant les élèves à fréquenter l'école de façon assidue et ponctuelle;
 - b) prévoit des procédures visant à informer les élèves et les parents de l'existence de la politique;
 - c) établit des procédures visant à aviser les parents et les élèves de l'obligation de fréquenter l'école en vertu de la Loi et de ses règlements;
 - d) prévoit la procédure pour la préparation et le contenu des rapports envoyés par le directeur d'école ou son délégué à l'administration scolaire de district ou à

attendance of students, student absences and the steps taken to encourage attendance, including attempts made to contact students and parents;

- (e) set out the criteria for identifying chronic or severe attendance problems and the procedure for commencing a prosecution under the Act; and
- (f) establish procedures for notifying a parent of action to be taken to enforce attendance.


la commission scolaire francophone de division relativement à l'assiduité et aux absences des élèves, ainsi que les mesures prises pour inciter la fréquentation, notamment les tentatives faites pour entrer en contact avec les élèves ou les parents;

- e) prévoit les critères d'identification de problèmes chroniques ou sérieux de fréquentation ainsi que la procédure à suivre pour introduire une poursuite en vertu de la Loi;
- f) établit des procédures visant à aviser les parents des mesures à prendre pour faire observer la fréquentation.

Dated at Yellowknife, July 15, 1996.

Fait à Yellowknife, le

juillet 1996.



Charles Dent
Minister
Ministre



Registered in the
Territorial Register
June 27, 1996
Order registration
R-071-96
Filed by KLP

Enregistré au
registre des règlements
le 27 juin 1996
n° d'enregistrement
R-071-96
Déposé par KLP

Signature
Secretary of Regulations
Secrétaire des règlements

EDUCATION ACT

CONSULTATION REGISTER REGULATIONS

The Minister, under section 151 of the *Education Act*, S.N.W.T. 1995, c.28 and every enabling power, makes the *Consultation Register Regulations*.

1. In these regulations,

"Act" means the *Education Act*; (*Loi*)

"registered organization" means an organization that has registered under subsection 151(7) of the Act. (*organisation inscrite*)

2. (1) A register is established at the headquarters office of the Department of Education, Culture and Employment in Yellowknife, Northwest Territories for the purposes of registering organizations that wish to be consulted under subsection 151(6) of the Act.

(2) An organization that wishes to be added to the register may do so by contacting the Department of Education, Culture and Employment

- (a) by mail at Box 1320, Yellowknife, NT X1A 2L9;
- (b) by facsimile transmission at 403-873-0155;
- (c) by telephone at 403-920-6221; or
- (d) by any other means and to the persons that the Deputy Minister responsible for the Department of Education, Culture and Employment may designate from time to time.

(3) An organization that wishes to be added to the register shall provide the following information:

- (a) the name of the organization;
- (b) the name, mailing address and, where

LOI SUR L'ÉDUCATION

RÈGLEMENT SUR LE REGISTRE DE CONSULTATION

Le ministre, en vertu de l'article 151 de la *Loi sur l'éducation*, L.T.N.-O. 1995, ch. 28, et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur le registre de consultation*.

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

«Loi» La *Loi sur l'éducation*. (*Act*)

«organisation inscrite» L'organisation inscrite en vertu du paragraphe 151(7) de la Loi. (*registered organization*)

2. (1) Un registre est établi au bureau de l'administration centrale du ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, à Yellowknife, Territoires du Nord-Ouest, afin d'y inscrire les organisations qui désirent être consultées en vertu du paragraphe 151(6) de la Loi.

(2) L'organisation qui le désire peut être inscrite au registre en communiquant avec le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, selon le cas :

- a) par courrier, au casier postal 1320, Yellowknife (T. N.-O.) X1A 2L9;
- b) par télécopie, au 403-873-0155;
- c) par téléphone, au 403-920-6221;
- d) de toute autre façon et en contactant les personnes que le sous-ministre responsable au ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation peut nommer.

(3) L'organisation qui désire être inscrite au registre fait parvenir les renseignements suivants :

- a) le nom de l'organisation;
- b) les nom et adresse et, le cas échéant, le



available, facsimile transmission number of a person who may be contacted on behalf of the organization and a telephone number at which that person may be reached;

(c) which of the following categories of regulations the organization wishes to comment on:

- (i) students, language of instruction and school programs;
- (ii) education staff and Superintendents;
- (iii) education bodies;
- (iv) financial;
- (v) other specific areas of interest;
- (vi) all categories.

(4) A person may review the contents of the register between 9 a.m. and 4 p.m., Monday to Friday.

3. (1) A registered organization shall renew its registration once during each school year.

(2) The Minister may strike from the register a registered organization that does not renew its registration under subsection (1) and the Minister is not required to consult an organization that has been struck from the register until the organization registers again under these regulations.

4. (1) A registered organization shall advise the Minister if any of the information about it that is contained in the register is not accurate or changes.

(2) The Minister is not responsible to ensure that the information contained in the register is accurate or complete.

5. (1) The Minister shall send a copy of the proposed contents of the regulations to education bodies and to registered organizations and may, in writing, establish dates by which the education bodies and registered organization must provide their comments.

(2) The Minister shall consider all comments regarding the proposed contents of the regulations that are received from education bodies and from registered organizations before any date established under subsection (1).

numéro de télécopieur de la personne à contacter au nom de l'organisme, ainsi qu'un numéro de téléphone où il est possible de la joindre;

c) une indication du type de règlement, parmi ceux qui suivent, sur lequel elle entend faire des commentaires :

- (i) les élèves, la langue d'enseignement et les programmes scolaires,
- (ii) le personnel d'éducation et les surintendants,
- (iii) les organismes scolaires,
- (iv) les finances,
- (v) l'un ou plusieurs autres types qui ne sont pas énumérés,
- (vi) tous les types de règlement.

(4) Le registre peut être consulté du lundi au vendredi entre 9 h et 16 h.

3. (1) L'organisation inscrite renouvelle son inscription à chaque année scolaire.

(2) Le ministre peut rayer du registre l'organisation qui ne renouvelle pas son inscription aux termes du paragraphe (1), et il n'est pas tenu de consulter cette dernière jusqu'à sa réinscription au registre en vertu du présent règlement.

4. (1) L'organisation inscrite avise le ministre de tout renseignement inexact ou changement dans les données portées au registre.

(2) Il n'incombe pas au ministre de faire en sorte que les renseignements dans les données portées au registre soient exacts ou complets.

5. (1) Le ministre fait parvenir une copie du contenu proposé des règlements aux organismes scolaires et aux organisations inscrites et peut, par écrit, fixer des délais pour la soumission de leurs commentaires.

(2) Le ministre examine, avant l'expiration du délai fixé en vertu du paragraphe (1), l'ensemble des commentaires concernant le contenu proposé des règlements qu'ont soumis les organismes scolaires et les organisations inscrites.

(1) The Minister shall send a draft of the regulations to education bodies and to registered organizations and may, in writing, establish dates by which the education bodies and registered organizations must provide their comments.

(2) The Minister shall consider all comments regarding the draft of the regulations that are received from education bodies and from registered organizations before any date established under subsection (1).

7. These regulations come into force July 1, 1996.

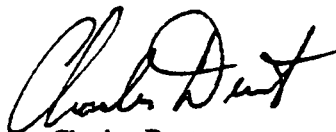
6. (1) Le ministre fait parvenir une ébauche des règlements aux organismes scolaires et aux organisations inscrites et peut, par écrit, fixer des délais pour la soumission de leurs commentaires.

(2) Le ministre examine, avant l'expiration du délai fixé en vertu du paragraphe (1), l'ensemble des commentaires concernant le contenu de l'ébauche des règlements qu'ont soumis les organismes scolaires et les organisations inscrites.

7. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juillet 1996.

Dated at Yellowknife, June 27, 1996.

Fait à Yellowknife, le 27 juin 1996.



Charles Dent
Minister
Ministre

REGULATIONS REGISTRE
REGISTRE DES RÈGLEMENTS



Northwest
Territories Canada

Registered in the
Regulations Registry
July 15, 1996
under registration
number R-137-96

Inscrit au
registre des règlements
le 15 juillet 1996
n° d'enregistrement
R-137-96

Filed by WCP

Déposé par WCP

Registrar of Regulations
registraire des règlements

EDUCATION ACT

LOI SUR L'ÉDUCATION

PETITION REGULATIONS

RÈGLEMENT SUR LES DEMANDES

The Minister, under section 151 of the *Education Act* and every enabling power, makes the *Petition Regulations*.

Le ministre, en vertu de l'article 151 de la *Loi sur l'éducation* et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur les demandes*.

Interpretation

Définition

1. In these regulations, "Act" means the *Education Act*.

1. Dans le présent règlement, «Loi» s'entend de la *Loi sur l'éducation*.

Petition to Alter or Establish an Education District or a District Education Authority

Demandes visant la modification ou la constitution d'un district scolaire ou d'une administration scolaire de district

2. Residents of a community who petition the Minister to establish an education district or to alter the limits of an existing education district under section 79.1 of the Act, shall provide the following information in the petition:

2. Les résidents d'une collectivité qui demandent au ministre, en vertu de l'article 79.1 de la Loi, de constituer un district scolaire ou de modifier les limites territoriales d'un district scolaire existant lui font parvenir les renseignements suivants :

- the signatures of 50 adult residents of the community or 50% of the adult population of the community, whichever is less;
- the printed name and address of each petitioner;
- where the community is a tax-based community, an indication of whether each petitioner is a ratepayer and which education district the ratepayer supports;
- the desired change, including the approximate boundaries of the new education district or the alteration to one or more existing education districts, as the case may be;
- the reason for the petition;
- the date of submission of the petition;
- the name of a person who may be contacted should more information or a public meeting be required.

- la signature de 50 résidents adultes de la collectivité ou de 50 % de la population adulte, selon le nombre le moins élevé;
- les nom et adresse en caractères d'imprimerie de chaque demandeur;
- dans le cas d'une collectivité à incidence fiscale, le nom des contribuables parmi les demandeurs et le nom du district scolaire que chacun d'eux soutient;
- la nature du changement envisagé, y compris la description approximative des limites territoriales du nouveau district scolaire, ou des modifications apportées aux districts scolaires existants, selon le cas;
- la raison de la demande;
- la date de soumission de la demande;
- le nom de la personne à contacter afin d'obtenir de plus amples renseignements ou dans le cas où il y a lieu de tenir une réunion publique.

3. Residents of an education district who petition the

3. Les résidents d'un district scolaire qui demandent



Minister for the establishment or operation of a District Education Authority under subsection 86(1) of the Act, shall provide the following information in the petition:

- (a) the signatures of 50 adults residing in the education district or 50% of the adult population residing in the education district, whichever is less;
- (b) the printed name and address of each petitioner;
- (c) where the education district falls within a community that is tax-based, an indication of whether each petitioner is a ratepayer and which education district the ratepayer supports;
- (d) the desired change, including a detailed description of the proposed structure or method of operation, as the case may be;
- (e) the reason for the petition;
- (f) the date of submission of the petition;
- (g) the name of a person who may be contacted should more information or a public meeting be required.

4. The Minister shall, within 90 days of the receipt of a petition under section 2 or 3, consider the petition and may

- (a) request additional information from the petitioners in accordance with section 5;
- (b) contact the municipal council of the community in which the education district is located or, where there is no municipal council, the band council in the community, and contact other community groups or organizations and other education bodies that may be affected by the proposed change, to ask for comments relating to the proposed change;
- (c) request the petitioners to hold a public meeting in accordance with section 6;
- (d) arrange, pursuant to section 7, for a referendum to be held at the next election, in the community or communities affected by the petition, of members of a local authority under the *Local Authorities Elections Act*;
- (e) grant the petition; or
- (f) reject the petition.

au ministre de prévoir la constitution ou le fonctionnement d'une administration scolaire de district en vertu du paragraphe 86(1) de la Loi lui font parvenir les renseignements suivants :

- a) la signature de 50 résidents adultes du district scolaire ou de 50 % de la population résidente adulte, selon le nombre le moins élevé;
- b) les nom et adresse en caractères d'imprimerie de chaque demandeur;
- c) dans le cas d'un district scolaire situé dans une collectivité à incidence fiscale, le nom des contribuables parmi les demandeurs et le nom du district scolaire que chacun d'eux soutient;
- d) la nature du changement envisagé, y compris une description détaillée de la structure et du mode de fonctionnement proposés, selon le cas;
- e) la raison de la demande;
- f) la date de soumission de la demande;
- g) le nom de la personne à contacter afin d'obtenir de plus amples renseignements ou dans le cas où il y a lieu de tenir une réunion publique.

4. Le ministre examine la demande prévue à l'article 2 ou 3 dans les 90 jours suivant sa réception et peut :

- a) demander des renseignements complémentaires, conformément à l'article 5;
- b) recueillir les commentaires du conseil municipal de la collectivité dans laquelle est situé le district scolaire ou, lorsqu'il n'y a pas de conseil municipal, du conseil de bande de la collectivité, et contacter d'autres groupes ou organisations communautaires et organismes scolaires pouvant être visés par le changement;
- c) demander aux demandeurs de tenir une réunion publique en conformité avec l'article 6;
- d) tenir, en application de l'article 7, un référendum dans les collectivités visées par la demande lors de la prochaine élection des membres d'une administration locale en vertu de la *Loi sur les élections des administrations locales*;

5. (1) Where the Minister requires further information in order to make a decision regarding a petition, the Minister may request that information from the person named in the petition for that purpose and may request that the person provide the required information within a specific time.

(2) The Minister shall further respond to the petition under section 4 within 30 days of receiving all requested information.

6. (1) Where the Minister requests a public meeting under paragraph 4(c), the Minister shall contact the person named in the petition for that purpose to request that the petitioners hold, in the communities affected by the petition that are specified by the Minister, a public meeting to discuss the contents of the petition.

- (2) The Minister may request that
- (a) specified questions be posed to the persons attending each public meeting; and
 - (b) the information gathered at each public meeting be provided under subsection (3) in a specified manner and within a specified time.

(3) The person named in the petition shall provide to the Minister the information gathered at each public meeting within 30 days after the date of the public meeting.

(4) The Minister shall consider the information received under subsection (3) and, within 60 days after the date of the last public meeting, shall consider any objections made and may grant or reject the petition.

7. (1) The Minister may arrange for a referendum to be held in any or all of the communities affected by the petition in conjunction with an election of members of a local authority under the *Local Authorities Elections Act* and shall prepare the question to be posed in the referendum.

(2) The question posed in the referendum shall explain the request in the petition and ask whether the

- e) accueillir la demande;
- f) rejeter la demande.

5. (1) Le ministre peut, afin de rendre sa décision, demander tout renseignement complémentaire à la personne nommée à cet effet dans la demande, laquelle les lui fournit dans les délais qu'il fixe.

(2) Le ministre donne suite à la demande en vertu de l'article 4 dans les 30 jours suivant la réception des renseignements.

6. (1) Lorsqu'il demande la tenue d'une réunion publique en vertu de l'alinéa 4c), le ministre demande, par le biais de la personne nommée à cet effet dans la demande, la tenue d'une réunion publique par les demandeurs, dans les collectivités visées par la demande et désignées par le ministre, afin d'en discuter le contenu.

- (2) Le ministre peut demander :
- a) que des questions spécifiques soient posées aux personnes qui assistent aux réunions publiques;
 - b) que les renseignements recueillis lors des réunions publiques soient transmis en vertu du paragraphe (3), de la manière et dans les délais prescrits.

(3) La personne nommée dans la demande transmet au ministre, dans les 30 jours suivant la date de la réunion, les renseignements qui y ont été recueillis.

(4) Le ministre examine les renseignements reçus en vertu du paragraphe (3) et, dans les 60 jours suivant la dernière réunion publique, tient compte des objections formulées et peut accueillir ou rejeter la demande.

7. (1) Le ministre peut tenir, lors d'une élection des membres d'une administration locale en vertu de la *Loi sur les élections des administrations locales*, un référendum dans les collectivités visées par la demande, et prépare la question à être posée lors de celui-ci.

(2) La question posée lors du référendum doit exposer les motifs de la demande et demander aux

voters are in favour of the request in the petition.

(3) Where 60% or more of the persons voting in the referendum vote in favour of the request in the petition, the Minister shall grant the petition.

(4) Where less than 60% of the persons voting in the referendum vote in favour of the request in the petition, the Minister shall reject the petition.

**Petition to Remove, Add or Move
an Education District**

8. A District Education Authority that petitions to have the education district for which it is responsible removed from an education division, added to an education division or moved to a different education division under subsection 83(1) of the Act, shall provide the following information in the petition:

- (a) the desired change;
- (b) the reason for the petition;
- (c) the date of submission of the petition;
- (d) the name of a person from the District Education Authority who may be contacted should more information or a public meeting be required.

9. The Minister shall, within 90 days of the receipt of a petition under section 8, consider the petition and may

- (a) request additional information from the petitioner in accordance with section 10;
- (b) contact the municipal council of the community in which the education district is located or, where there is no municipal council, the band council in the community, and contact other community groups or organizations and other education bodies that may be affected by the proposed change, to ask for comments relating to the proposed change;
- (c) request the petitioner to hold a public meeting in accordance with section 11;
- (d) grant the petition; or
- (e) reject the petition.

10. (1) Where the Minister requires further information in order to make a decision regarding a

électeurs s'ils sont en faveur de celle-ci.

(3) Si, lors du référendum, 60 % ou plus des électeurs votent en faveur de la demande, le ministre accueille la demande.

(4) Si, lors du référendum, moins de 60 % des électeurs votent en faveur de la demande, le ministre rejette la demande.

**Demandes visant le retrait, l'ajout ou
le transfert d'un district scolaire**

8. L'administration scolaire de district qui demande au ministre de retirer le district scolaire dont elle est responsable d'une division scolaire, de l'ajouter à cette dernière ou de le transférer à une autre division scolaire en vertu du paragraphe 83(1) de la Loi, fait parvenir au ministre les renseignements suivants :

- a) la nature du changement envisagé;
- b) la raison de la demande;
- c) la date de soumission de la demande;
- d) le nom d'une personne à contacter de l'administration scolaire de district afin d'obtenir de plus amples renseignements ou dans le cas où il y a lieu de tenir une réunion publique.

9. Le ministre examine la demande prévue à l'article 8 dans les 90 jours suivant sa réception, et peut :

- a) demander des renseignements complémentaires, en conformité avec l'article 10;
- b) recueillir les commentaires du conseil municipal de la collectivité dans laquelle est situé le district scolaire ou, lorsqu'il n'y a pas de conseil municipal, du conseil de bande de la collectivité, et contacter d'autres groupes ou organisations communautaires et organismes scolaires pouvant être visés par le changement;
- c) demander aux demandeurs de tenir une réunion publique en conformité avec l'article 11;
- d) accueillir la demande;
- e) rejeter la demande.

10. (1) Le ministre peut, afin de rendre sa décision, demander tout renseignement complémentaire à la

petition, the Minister may request that information from the person named in the petition for that purpose and may request that the person provide the required information within a specific time.

(2) The Minister shall further respond to the petition in accordance with section 9 within 30 days of receiving all requested information.

11. (1) Where the Minister requests a public meeting under paragraph 9(c), the Minister shall contact the person named in the petition for that purpose to request that the petitioner hold, in the education districts affected by the petition that are specified by the Minister, a public meeting to discuss the contents of the petition.

- (2) The Minister may request that
- (a) specified questions be posed to the persons attending each public meeting; and
 - (b) the information gathered at each public meeting be provided under subsection (3) in a specified manner and within a specified time.

(3) The person named in the petition shall provide to the Minister the information gathered at each public meeting within 30 days after the date of the public meeting.

(4) The Minister shall consider the information received under subsection (3) and, within 60 days after the date of the last public meeting, shall consider any objections made and may grant or reject the petition.

Petition to Alter or Establish a Divisional Education Council

12. The District Education Authorities in an education division that petition for the establishment or operation of a Divisional Education Council under subsection 103(1) of the Act, shall provide the following information in the petition:

- (a) the desired change, including a detailed description of the proposed structure or method of operation, as the case may be;
- (b) the reason for the petition;
- (c) the date of submission of the petition;
- (d) the name of a person from each District Education Authority who may be

personne nommée à cet effet dans la demande, laquelle les lui fournit dans les délais qu'il fixe.

(2) Le ministre donne suite à la demande en conformité avec l'article 9 dans les 30 jours suivant la réception des renseignements.

11. (1) Lorsqu'il demande la tenue d'une réunion publique en vertu de l'alinéa 9c), le ministre demande, par le biais de la personne nommée à cet effet dans la demande, la tenue d'une réunion publique par les demandeurs, dans les districts scolaires visés par la demande et désignés par le ministre, afin d'en discuter le contenu.

- (2) Le ministre peut demander :
- a) que des questions spécifiques soient posées aux personnes qui assistent aux réunions;
 - b) que les renseignements recueillis lors des réunions soient transmis en vertu du paragraphe (3), de la manière et dans les délais prescrits.

(3) La personne nommée dans la demande transmet au ministre, dans les 30 jours suivant la date de la réunion, les renseignements qui y ont été recueillis.

(4) Le ministre examine les renseignements reçus en vertu du paragraphe (3) et, dans les 60 jours suivant la date de la dernière réunion publique, tient compte des objections formulées et peut accueillir ou non la demande.

Demandes visant la modification ou la constitution d'un conseil scolaire de division

12. L'administration scolaire de district d'une division scolaire qui demande au ministre de prévoir la constitution ou le fonctionnement d'un conseil scolaire de division en vertu du paragraphe 103(1) de la Loi, lui fait parvenir les renseignements suivants :

- a) la nature du changement envisagé, y compris la description détaillée de la structure et du mode de fonctionnement proposés, selon le cas;
- b) la raison de la demande;
- c) la date de soumission de la demande;
- d) le nom d'une personne à contacter, dans

contacted should more information or a public meeting be required.

13. The Minister shall, within 90 days of the receipt of a petition under section 12, consider the petition and may

- (a) request additional information from the petitioners in accordance with section 14;
- (b) contact the municipal council of the community in which the education district is located or, where there is no municipal council, the band council in the community, and contact other community groups or organizations and other education bodies that may be affected by the proposed change, to ask for comments relating to the proposed change;
- (c) request the petitioners to hold a public meeting in accordance with section 15;
- (d) grant the petition; or
- (e) reject the petition.

14. (1) Where the Minister requires further information in order to make a decision regarding a petition, the Minister may request that information from the person named in the petition for that purpose and may request that the person provide the required information within a specific time.

(2) The Minister shall further respond to the petition in accordance with section 13 within 30 days of receiving all requested information.

15. (1) Where the Minister requests a public meeting under paragraph 13(c), the Minister shall contact the person named in the petition for that purpose, to request that the petitioners hold, in the education districts affected by the petition that are specified by the Minister, a public meeting to discuss the contents of the petition.

- (2) The Minister may request that
 - (a) specified questions be posed to the persons attending each public meeting; and
 - (b) the information gathered at each public meeting be provided under subsection (3) in a specified manner and within a

chaque administration scolaire de district, afin d'obtenir de plus amples renseignements ou dans le cas où il y a lieu de tenir une réunion publique.

13. Le ministre examine la demande prévue à l'article 12 dans les 90 jours suivant sa réception, et peut :

- a) demander des renseignements complémentaires, en conformité avec l'article 14;
- b) recueillir les commentaires du conseil municipal de la collectivité dans laquelle est situé le district scolaire ou, lorsqu'il n'y a pas de conseil municipal, du conseil de bande de la collectivité, et contacter d'autres groupes ou organisations communautaires et organismes scolaires pouvant être visés par le changement;
- c) demander aux demandeurs de tenir une réunion publique en conformité avec l'article 15;
- d) accueillir la demande;
- e) rejeter la demande.

14. (1) Le ministre peut, afin de rendre sa décision, demander tout renseignement complémentaire à la personne nommée dans la demande à cet effet, laquelle les lui fournit dans les délais qu'il fixe.

(2) Le ministre donne suite à la demande en conformité avec l'article 13 dans les 30 jours suivant la réception des renseignements.

15. (1) Lorsqu'il demande la tenue d'une réunion publique en vertu de l'alinéa 13c), le ministre demande, par le biais de la personne nommée à cet effet dans la demande, la tenue d'une réunion publique par les demandeurs, dans les districts scolaires visés par la demande et désignés par le ministre, afin d'en discuter le contenu.

- (2) Le ministre peut demander :
 - a) que des questions spécifiques soient posées aux personnes qui assistent aux réunions;
 - b) que les renseignements recueillis lors des réunions soient transmis en vertu du paragraphe (3), de la manière et dans les

specified time.

(3) The person named in the petition shall provide to the Minister the information gathered at each public meeting within 30 days after the date of the public meeting.

(4) The Minister shall consider the information received under subsection (3) and, within 60 days after the date of the last public meeting, shall consider any objections made and may grant or reject the petition.

délais prescrits.

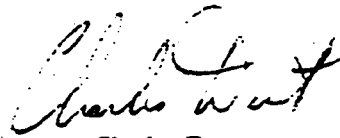
(3) La personne nommée dans la demande transmet au ministre, dans les 30 jours suivant la date de la réunion, les renseignements qui y ont été recueillis.

(4) Le ministre examine les renseignements reçus en vertu du paragraphe (3) et, dans les 60 jours suivant la date de la dernière réunion publique, tient compte des objections formulées et peut accueillir ou rejeter la demande.

Dated at Yellowknife, July 15, 1996.

Fait à Yellowknife, le

juillet 1996.



Charles Dent
Minister
Ministre



Northwest
Territories Canada

Registered in the
Regulations Register
July 5, 1996
under registration
number R-138-96

Filed by

KP

Registrar of Regulations
registraire des règlements

Inscrit au
registre des règlements
le 5 juillet 1996
n° d'enregistrement
R-138-96

Déposé par

KP

EDUCATION ACT

PRINCIPAL CERTIFICATION REGULATIONS

The Minister, under section 151 of the *Education Act*, S.N.W.T. 1995, c.28, and every enabling power, makes the *Principal Certification Regulations*.

INTERPRETATION

1. In these regulations,

"Act" means the *Education Act*; (*Loi*)

"Deputy Minister" means the Deputy Minister of the Department of Education, Culture and Employment; (*sous-ministre*)

"Director" means the person appointed under subsection 4(1); (*directeur*)

"Registrar" means the person appointed under section 49 of the Act. (*registraire*)

Qualifications for Principal

2. (1) A teacher who wishes to be employed as a principal must hold a Standard or Professional Teaching Certificate issued in the Territories and

- (a) hold a certificate of eligibility as principal;
- (b) be enrolled in and make a written commitment to the Deputy Minister to complete the principal certification program at the earliest opportunity; or
- (c) make a written commitment to the Deputy Minister to apply for admission in, and complete, the principal certification program and have the recommendation for admission from the education body employing that teacher or

LOI SUR L'ÉDUCATION

RÈGLEMENT SUR L'ACCREDITATION DES DIRECTEURS D'ÉCOLE

Le ministre, en vertu de l'article 151 de la *Loi sur l'éducation*, L.T.N.-O. 1995, ch. 28, et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur l'accréditation des directeurs d'école*.

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

«directeur» La personne nommée en vertu du paragraphe 4(1). (*Director*)

«Loi» La *Loi sur l'éducation*. (*Act*)

«registraire» La personne nommée en vertu de l'article 49 de la Loi. (*Registrar*)

«sous-ministre» Le sous-ministre du ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation. (*Deputy Minister*)

Qualités requises

2. (1) L'enseignant qui désire être nommé directeur d'école doit détenir un brevet d'enseignement spécialisé ou régulier délivré dans les territoires et, selon le cas :

- a) détenir un certificat d'admissibilité au poste de directeur d'école;
- b) être inscrit au programme d'accréditation des directeurs d'école, et s'engager par écrit, auprès du sous-ministre, à le terminer dans les meilleurs délais;
- c) s'engager par écrit, auprès du sous-ministre, à faire une demande d'admission au programme d'accréditation et à le terminer, et être



from the Superintendent responsible for the school in which that teacher is employed.

(2) A person referred to in paragraph (1)(b) or (c) who is employed as a principal must obtain a certificate of eligibility as principal in accordance with subsection 65(3) and section 66 of the Act.

Principal Certification Program

3. (1) Subject to the approval of the Minister, the Deputy Minister shall establish a principal certification program for the Territories.

(2) Participants in the principal certification program must attend a minimum of 240 hours of instruction and complete at least two practicum projects.

4. (1) The Minister may appoint a person to be Director of the principal certification program.

(2) The Director shall establish the minimum requirements, in addition to those set out in subsection 3(2), for completion of the principal certification program.

5. (1) A teacher or a person who holds a teaching certificate for the Territories or who is eligible to hold a teaching certificate for the Territories may apply to the Director for admission to the principal certification program.

(2) If a limited number of spaces is available in the principal certification program, the Director shall give priority for admission to applicants who are principals or who have an offer of a principalship.

6. The Director shall submit to the Deputy Minister the names of the persons who have successfully completed the program.

7. (1) At the request of the Deputy Minister, the Registrar shall issue a certificate of eligibility to each person who has successfully completed the principal certification program.

recommandé soit par l'organisme scolaire employeur, soit par le surintendant responsable de l'école dans laquelle l'enseignant travaille.

(2) La personne visée à l'alinéa (1)b) ou c) qui est employée à titre de directeur d'école doit obtenir un certificat d'admissibilité à titre de directeur d'école, conformément au paragraphe 65(3) et à l'article 66 de la Loi.

Programme d'accréditation des directeurs d'école

3. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre, le sous-ministre crée un programme d'accréditation des directeurs d'école pour les territoires.

(2) Les participants au programme doivent assister à un minimum de 240 heures d'instruction et compléter au moins deux projets de nature pratique.

4. (1) Le ministre peut nommer une personne à titre de directeur du programme d'accréditation des directeurs d'école.

(2) Le directeur fixe, en plus des exigences prévues au paragraphe 3(2), les exigences minimales nécessaires pour terminer le programme d'accréditation.

5. (1) L'enseignant ou la personne qui détient un brevet d'enseignement dans les territoires — ou qui est admissible à en détenir un — peut présenter au directeur une demande d'admission au programme d'accréditation des directeurs d'école.

(2) Dans le cas où le nombre d'inscriptions au programme d'accréditation des directeurs d'école est limité, la demande d'admission présentée par le directeur d'école ou la personne qui a reçu une offre d'emploi à la direction a priorité sur toute autre demande d'admission.

6. Le directeur remet au sous-ministre les noms des personnes ayant réussi le programme.

7. (1) À la demande du sous-ministre, le registraire délivre un certificat d'admissibilité à chaque personne ayant réussi le programme d'accréditation des directeurs d'école.

(2) Every certificate of eligibility issued pursuant to subsection (1) shall be in a form approved by the Deputy Minister and shall state the academic year in which it takes effect and the date on which it expires.

8. A certificate of eligibility as principal issued under the Act or under legislation previously in force expires five years from the end of the academic year in which it takes effect or five years from the end of the academic year in which these regulations come into force, whichever is later.

9. The Registrar may renew a certificate of eligibility as principal where the holder of the certificate has met the requirements for recertification referred to in the *Education Staff Regulations* made under the Act.

10. The *Principal Training Program Regulations*, R.R.N.W.T. 1990, c. E-20, are repealed.

(2) Un certificat d'admissibilité délivré en conformité avec le paragraphe (1) est établi en la forme approuvée par le sous-ministre et mentionne l'année d'enseignement de sa prise d'effet et sa date d'expiration.

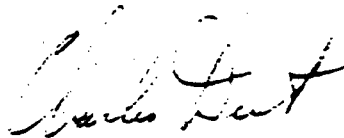
8. Le certificat d'admissibilité à titre de directeur d'école, délivré en vertu de la Loi ou d'une loi antérieure, expire cinq ans après la fin de l'année d'enseignement de sa prise d'effet ou cinq ans après la fin de l'année d'enseignement de l'entrée en vigueur du présent règlement, selon la date la plus tardive.

9. Le registraire peut renouveler le certificat d'admissibilité à titre de directeur d'école lorsque son titulaire satisfait aux exigences de réaccréditation prévues au *Règlement sur le personnel d'éducation* pris en vertu de la Loi.

10. Le *Règlement sur le programme de formation de directeurs d'école*, R.R.T.N.-O. 1990, ch. E-20, est abrogé.

Dated at Yellowknife, July 15, 1996.

Fait à Yellowknife, le juillet 1996.



Charles Dent
Minister
Ministre

On a vu que les données de la population
sont très importantes pour les gouvernements
et les entreprises. Elles sont utilisées pour
prendre des décisions et pour planifier.

Les données de la population sont
très importantes pour les gouvernements
et les entreprises. Elles sont utilisées
pour prendre des décisions et pour planifier.



Northwest
Territories Canada

Deposited in the
Regulations (Loi)
July 10, 1996
under registration
number R-090-96
Filed by *VP*

Loi sur l'accès à l'information
registre des règlements
le 10 juillet 1996
n° d'enregistrement
R-090-96
Déposé par *VP*

M. de la Loi
Minister of Regulation
and Control

EDUCATION ACT

HOME SCHOOLING REGULATIONS

The Minister, under section 151 of the *Education Act*, S.N.W.T. 1995, c.28, and every enabling power, makes the *Home Schooling Regulations*.

Interpretation

1. In these regulations,

"Act" means the *Education Act*; (*Loi*)

"education body" means the *commission scolaire francophone de division* or District Education Authority that supervises a home schooling program; (*organisme scolaire*)

"principal" means the principal responsible for the school with which a student attending a home schooling program is registered. (*directeur d'école*)

Duties of a Parent

2. A parent conducting a home schooling program shall

- (a) have the primary responsibility for the provision of the home schooling program;
- (b) ensure that the home schooling program fulfils the curriculum standards set by the Minister for the education program;
- (c) agree with the principal on a method of assessment of the student that is consistent with the home schooling program;
- (d) provide the information requested by the principal respecting the program of education to be used for the home schooling program to the principal at the

LOI SUR L'ÉDUCATION

RÈGLEMENT SUR LES PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT À DOMICILE

Le ministre, en vertu de l'article 151 de la *Loi sur l'éducation*, L.T.N.-O. 1995, ch. 28, et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur les programmes d'enseignement à domicile*.

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

«directeur d'école» Le directeur de l'école à laquelle est inscrit l'élève qui prend part au programme d'enseignement à domicile. (*principal*)

«Loi» La *Loi sur l'éducation*. (*Act*)

«organisme scolaire» La commission scolaire francophone de division ou l'administration scolaire de district qui supervise le programme d'enseignement à domicile. (*education body*)

Obligations du parent

2. Le parent qui dispense un programme d'enseignement à domicile :

- a) a la responsabilité principale pour la dispense du programme;
- b) fait en sorte que le programme satisfasse aux normes du programme d'études établies par le ministre relativement au programme d'enseignement;
- c) convient avec le directeur d'école d'une méthode d'évaluation qui est conforme au programme d'enseignement à domicile;
- d) fait parvenir au directeur d'école, au début de l'année d'enseignement, les renseignements que ce dernier a demandés concernant le programme



- beginning of the academic year;
- (e) provide to the principal, twice during the academic year, a sampling of assessments that show the progress of the student in the home schooling program;
 - (f) twice during the academic year, discuss the progress of the student with the principal;
 - (g) make all reasonable efforts to implement any changes, suggested by the principal or the Superintendent, to the home schooling program that would improve the progress of the student; and
 - (h) meet with the principal or the Superintendent to discuss any recommendations that the principal or Superintendent make regarding the home schooling program.

3. A parent may share the responsibility for the home schooling of a child with the parent of another child who is receiving home schooling.

Duties of a Principal

4. (1) The principal shall
- (a) wherever possible, provide access to school facilities and provide support for parents providing home schooling;
 - (b) agree with parents providing home schooling on a method of assessment of the students that is consistent with the home schooling program;
 - (c) twice during the academic year, discuss the progress of the students with parents providing home schooling; and
 - (d) report annually to the Superintendent regarding the home schooling program and the progress of each student attending home schooling.
- (2) The principal may
- (a) where the principal is of the opinion that a student attending a home schooling program is not progressing satisfactorily, recommend to a parent providing home

- d'enseignement à suivre;
- e) fait parvenir au directeur d'école, deux fois au cours de l'année d'enseignement, un échantillon des résultats des évaluations qui indiquent les progrès réalisés par l'élève;
 - f) deux fois au cours de l'année d'enseignement, discute des progrès de l'élève avec le directeur d'école;
 - g) fournit des efforts raisonnables afin de mettre en pratique les suggestions du directeur d'école ou du surintendant, concernant le programme d'enseignement à domicile, en vue de faire progresser les élèves;
 - h) rencontre le directeur d'école ou le surintendant afin de discuter des recommandations de ces derniers concernant le programme d'enseignement à domicile.

3. Le parent peut partager la responsabilité d'un programme d'enseignement à domicile avec le parent d'un autre enfant qui reçoit un enseignement à domicile.

Obligations du directeur d'école

4. (1) Le directeur d'école :
- a) dans la mesure du possible, donne accès aux installations scolaires, et donne son appui aux parents qui dispensent un programme d'enseignement à domicile;
 - b) convient, avec les parents qui dispensent de l'enseignement à domicile, d'une méthode d'évaluation des élèves qui est conforme au programme d'enseignement à domicile;
 - c) deux fois au cours de l'année d'enseignement, discute des progrès des élèves avec les parents qui dispensent un programme d'enseignement à domicile;
 - d) soumet au surintendant un rapport annuel portant sur le programme d'enseignement à domicile et sur les progrès de chaque élève qui prend part au programme.
- (2) Le directeur d'école peut :
- a) s'il est d'avis que l'élève qui prend part au programme d'enseignement à domicile ne progresse pas de façon satisfaisante, recommander au parent qui dispense le

schooling ways that the parent may improve the delivery of the home schooling program;

- (b) where the principal is of the opinion that a student attending a home schooling program is not progressing satisfactorily, report the progress of the student to the Superintendent at any time;
- (c) request the Superintendent to investigate a home schooling program; and
- (d) recommend to the Superintendent that a home schooling program be terminated.

(3) The principal shall provide a copy of each report made under paragraph (1) (d) to the parent delivering the home schooling program.

(4) Where the principal makes recommendations to a parent for changes to a home schooling program, the principal shall provide a copy of those recommendations to the Superintendent.

(5) The Superintendent may designate a person other than the principal to perform the duties and exercise the powers of a principal under paragraphs (1)(b) to (d) and subsections (2) to (4) and, where such a designation is made, sections 2 and 5 shall be read with such modifications as the circumstances require.

Duties of a Superintendent

5. (1) The Superintendent shall review each report and recommendation provided by a principal.

(2) Where a principal recommends the termination of a home schooling program, the Superintendent shall

- (a) investigate the recommendation by interviewing the parents providing the home schooling program and by reviewing all relevant material; and
- (b) recommend, in writing, to the education body, the principal and the parent providing the home schooling program, that the home schooling program
 - (i) continue,
 - (ii) continue with the changes the

programme des méthodes qui lui permettront de mieux appliquer celui-ci;

- b) s'il est d'avis que l'élève qui prend part au programme d'enseignement à domicile ne progresse pas à un rythme satisfaisant, en faire rapport au surintendant;
- c) demander au surintendant d'enquêter sur un programme d'enseignement à domicile;
- d) recommander au surintendant la cessation d'un programme d'enseignement à domicile.

(3) Le directeur d'école fait parvenir, au parent qui dispense le programme d'enseignement à domicile, une copie de chaque rapport préparé en vertu de l'alinéa (1)d).

(4) Lorsque le directeur d'école fait ses recommandations au parent relativement à des changements au programme d'enseignement à domicile, il fait parvenir une copie de ces recommandations au surintendant.

(5) Le surintendant peut désigner une personne autre que le directeur d'école pour exercer les pouvoirs et fonctions du directeur d'école en vertu des alinéas (1)b) à d) et des paragraphes (2) à (4). Les articles 2 et 5 doivent alors être interprétés avec les adaptations nécessaires.

Obligations du surintendant

5. (1) Le surintendant examine chaque rapport et recommandation que lui fait parvenir le directeur d'école.

(2) Lorsque le directeur d'école recommande la cessation d'un programme d'enseignement à domicile, le surintendant :

- a) enquête, relativement à la recommandation, en interrogeant les parents qui dispensent le programme et en examinant l'ensemble des documents pertinents;
- b) recommande, par écrit, à l'organisme scolaire, au directeur d'école et au parent qui dispense le programme d'enseignement à domicile :
 - (i) soit la poursuite du programme,

Superintendent considers appropriate, or
(iii) be terminated as of a specified date.

(ii) soit la poursuite du programme, en incorporant les changements que le surintendant estime indiqués,
iii) soit la cessation du programme à la date qu'il fixe.

(3) The Superintendent may delegate to a person, by contract or otherwise, the Superintendent's powers and duties in respect of an investigation under paragraph (2)(a) and the delegate shall, on investigation, provide to the Superintendent a report regarding the recommendations of the principal.

(3) Le surintendant peut déléguer, notamment par contrat, ses pouvoirs et fonctions relativement à une enquête prévue à l'alinéa (2)a). Suite à l'enquête, la personne déléguée lui présente un rapport concernant les recommandations faites par le directeur d'école.

Duties of the Education Body

6. The education body shall, in accordance with the directions of the Minister, provide funding to a parent for program costs related to the delivery of a home schooling program.

7. (1) The education body shall review recommendations received under section 5 and may continue, continue with changes the education body considers appropriate or terminate a home schooling program.

(2) Where an education body terminates a home schooling program, the education body shall ensure that any affected student has access to the education program.

Obligations de l'organisme scolaire

6. L'organisme scolaire accorde, en conformité avec les directives du ministre, un financement au parent pour les frais liés à la dispense du programme d'enseignement à domicile.

7. (1) L'organisme scolaire examine les recommandations reçues en vertu de l'article 5, et peut faire poursuivre le programme d'enseignement à domicile, le faire poursuivre en incorporant les changements que l'organisme scolaire estime indiqués ou le faire cesser.

(2) Lorsqu'il fait cesser le programme d'enseignement à domicile, l'organisme scolaire fait en sorte que les élèves visés par cette cessation reçoivent le programme d'enseignement.

Dated at Yellowknife, July 9, 1996.

Fait à Yellowknife, le 9 juillet 1996.



Charles Dent
Minister
Ministre



Northwest
Territories Canada

Registered in the
Declarations Register
July 10, 1996
under registration
no. R-091-96

Inscrit au
registre des règlements
le 10 juillet 1996
n° d'enregistrement
R-091-96

For by KP

Registrar of Regulations
Régistrateur des règlements

EDUCATION ACT

PRIVATE SCHOOL REGULATIONS

The Minister, under section 151 of the *Education Act*, S.N.W.T. 1995, c.28, and every enabling power, makes the *Private School Regulations*.

1. In these regulations, "Act" means the *Education Act*.

2. A person who applies to the Minister to register a private school under section 21 of the Act, shall provide to the Minister the following information:

- (a) the goals and objectives of the private school;
- (b) a copy of the program of education to be used in the private school, where it is different from the education program;
- (c) a statement that the private school would not, in theory or in practice, promote or foster the doctrines of
 - (i) racial or ethnic superiority or persecution,
 - (ii) religious intolerance or persecution,
 - (iii) social change through violent action, or
 - (iv) sedition;
- (d) grades to be taught;
- (e) projected enrolment for the private school;
- (f) proposed hours of instruction for the private school;
- (g) proposed opening date of the private school;
- (h) proposed facilities for the private school;
- (i) proposed budget for the private school;
- (j) proposed governance structure for the private school;
- (k) plans for staffing the private school;
- (l) name and address of the applicant and a telephone number at which the applicant may be reached;
- (m) a \$200 application fee.

LOI SUR L'ÉDUCATION

RÈGLEMENT SUR LES ÉCOLES PRIVÉES

Le ministre, en vertu de l'article 151 de la *Loi sur l'éducation*, L.T.N.-O. 1995, ch. 28, et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur les écoles privées*.

1. Dans le présent règlement, «Loi» s'entend de la *Loi sur l'éducation*.

2. Quiconque demande au ministre d'enregistrer une école privée en vertu de l'article 21 de la Loi lui soumet les renseignements suivants :

- a) l'énoncé des buts de l'école;
- b) une copie du programme d'études de l'école lorsque celui-ci est différent du programme d'enseignement;
- c) une déclaration voulant que l'école n'encouragerait pas, en théorie ou en pratique, des principes portant sur :
 - i) la supériorité ou la persécution raciale ou ethnique,
 - ii) l'intolérance ou la persécution religieuse,
 - iii) le changement social par le biais de la violence,
 - iv) la sédition;
- d) les niveaux scolaires qui seront enseignés;
- e) une prévision du nombre d'inscriptions pour l'école;
- f) les heures d'enseignement prévues pour l'école;
- g) la date d'ouverture prévue de l'école;
- h) les installations prévues;
- i) le budget prévu;
- j) la structure de gestion prévue;
- k) les plans d'embauche;
- l) ses nom et adresse ainsi qu'un numéro de téléphone auquel le demandeur peut être joint;
- m) des droits de demande de 200 \$.



3. (1) Within 90 days of the receipt of an application made in accordance with section 2, the Minister shall, in writing, advise the applicant

- (a) whether the private school has been registered;
- (b) whether further information is required and what that information is; and
- (c) where the application has been refused, reasons for the refusal and the steps the applicant must take to successfully have the private school registered.

(2) Where the Minister registers a private school, he or she may issue directives to the person in charge of the private school concerning

- (a) the enrolment of students;
- (b) the qualifications of teachers;
- (c) the administration of the private school;
- (d) the reports required by the Minister;
- (e) the funding that may be available for the private school; and
- (f) any other matters concerning the operation of the private school.

4. (1) The Minister may direct a person to monitor a private school and may direct that person to report at specific times and in a specific manner.

(2) The person directed to monitor a private school under subsection (1) may, in accordance with the directions of the Minister, delegate to a person, by contract or otherwise, the powers and duties related to the monitoring of a private school and the delegate shall prepare such reports regarding the facilities used for the private school or relating to the program of education provided by the private school as are required by the Minister.

(3) The person in charge of a private school shall allow the person responsible under subsection (1) or (2), to monitor that private school to

- (a) enter facilities used for private school activities for the purpose of conducting evaluations and inspections;
- (b) inspect any records relating to the operation or administration of the private school;
- (c) examine any reports relating to the achievement of the students;
- (d) observe students and teachers during instruction; and
- (e) obtain any information required to allow

3. (1) Dans les 90 jours suivant la réception de la demande faite conformément à l'article 2, le ministre informe par écrit le demandeur :

- a) de l'enregistrement ou non de l'école privée;
- b) de la nécessité de renseignements supplémentaires et la nature de ceux-ci;
- c) du refus de sa demande et des raisons de celui-ci ainsi que des mesures que le demandeur doit prendre pour que l'école privée soit enregistrée.

(2) Lorsque le ministre enregistre une école privée, il peut donner des directives à la personne qui la dirige, relativement :

- a) à l'inscription des élèves;
- b) aux qualifications des enseignants;
- c) à la gestion de l'école;
- d) aux rapports que celui-ci exige;
- e) au financement éventuellement disponible pour l'école;
- f) à tout sujet lié au fonctionnement de l'école.

4. (1) Le ministre peut demander à une personne de surveiller une école privée et de lui faire rapport à des moments précis et d'une manière précise.

(2) La personne à qui il est demandé de surveiller l'école privée en vertu du paragraphe (1) peut, en conformité avec les directives du ministre, déléguer, notamment par contrat, les pouvoirs et fonctions reliées à l'inspection de l'école. Cette personne doit aussi rédiger les rapports requis par le ministre concernant les installations utilisées par l'école ou le programme d'études offert par celle-ci.

(3) La personne qui dirige l'école privée autorise la personne responsable de la surveillance, en vertu du paragraphe (1) ou (2), à :

- a) pénétrer dans les lieux afin de procéder à des évaluations et des inspections;
- b) inspecter tout dossier relatif au fonctionnement ou à la gestion de l'école;
- c) examiner tout rapport relativement aux résultats des élèves;
- d) observer des élèves et des enseignants en classe;
- e) obtenir tous les renseignements nécessaires pour lui permettre

that person to interview students, parents of students and teachers.

(4) The person in charge of a private school shall cooperate with the person responsible to monitor the private school under subsection (1) or (2) and shall provide that person with any information he or she requires.

5. (1) Within a reasonable time after the completion of an evaluation or inspection of a private school, the Minister shall advise the person in charge of the private school

- (a) of the result of the evaluation or inspection;
- (b) of any changes that must be made to the operation of the private school; and
- (c) of the time within which the changes must be made and whether the private school may continue to operate while the changes are being made.

(2) The Minister may direct the person in charge of the private school to report to the Minister concerning the changes to be made and may specify the time for the completion of the report.

(3) The person in charge of a private school shall make the changes as required by the Minister under subsection (2) and shall report as specified by the Minister.

(4) Where the person in charge of a private school does not make the changes as required by the Minister under subsection (2), the Minister may

- (a) suspend the registration of the private school until the changes have been made; or
- (b) if in the opinion of the Minister it is in the best interests of the students attending the private school, cancel the registration of the private school.

(5) Where the person in charge of a private school continues to operate the private school where the registration of the private school has been suspended, the Minister may, if in the opinion of the Minister it is in the best interests of the students attending the private school, cancel the registration of the private school.

d'interroger les élèves, les parents et les enseignants.

(4) La personne qui dirige une école privée coopère avec la personne chargée de la surveiller en vertu du paragraphe (1) ou (2) et lui fournit tous les renseignements qu'elle demande.

5. (1) Dans un délai raisonnable suivant l'évaluation ou l'inspection d'une école privée, le ministre avise la personne qui dirige l'école :

- a) du résultat de l'évaluation ou de l'inspection;
- b) de toute modification qui doit être apportée au fonctionnement de l'école;
- c) du délai accordé pour réaliser ces modifications et de la possibilité pour l'école de continuer à fonctionner durant la réalisation de celles-ci.

(2) Le ministre peut ordonner à la personne qui dirige l'école privée de lui présenter, dans le délai qu'il peut fixer, un rapport relativement aux modifications à effectuer.

(3) La personne qui dirige l'école privée effectue les modifications exigées par le ministre en vertu du paragraphe (2) et lui fait rapport de la façon précisée par le ministre.

(4) Si la personne qui dirige l'école privée n'effectue pas les modifications exigées par le ministre en vertu du paragraphe (2), le ministre peut :

- a) soit suspendre l'enregistrement de l'école jusqu'à ce que les modifications aient été effectuées;
- b) soit annuler l'enregistrement de l'école, s'il est d'avis qu'il en est du meilleur intérêt des élèves.

(5) Si la personne qui dirige l'école privée en poursuit le fonctionnement alors que son enregistrement est suspendu, le ministre peut, s'il est d'avis qu'il en est du meilleur intérêt des élèves, annuler l'enregistrement de l'école.

(6) Where the Minister cancels the registration of a private school under paragraph (4)(b) or subsection (5), the Minister shall give notice of the cancellation of the registration of the private school to

- (a) the District Education Authority within whose area of jurisdiction the private school operated; and
- (b) the students and parents of the students who attended the private school.

6. (1) The person in charge of a private school shall provide at least 90 days notice to the Minister and to the students and parents of the students attending the private school, where the person intends to cease operation of the private school.

(2) Where the Minister receives a notice under subsection (1), the Minister shall give notice of the closing of the private school to

- (a) the District Education Authority within whose area of jurisdiction the private school operates; and
- (b) the students and parents of the students attending the private school.

(6) Si le ministre annule l'enregistrement d'une école privée en vertu de l'alinéa 4b) ou du paragraphe (5), il en avise :

- a) l'administration scolaire de district de qui relève le territoire dans lequel l'école privée fonctionne;
- b) les élèves et les parents des élèves qui la fréquentaient.

6. (1) La personne qui dirige l'école privée donne au ministre, aux élèves et aux parents des élèves qui fréquentaient l'école un avis d'au moins 90 jours de son intention de suspendre le fonctionnement de celle-ci.

(2) Sur réception de l'avis en vertu du paragraphe (1), le ministre avise de la fermeture de l'école privée :

- a) l'administration scolaire de district de qui relève le territoire dans lequel l'école fonctionne;
- b) les élèves et les parents des élèves qui la fréquentent.

Dated at Yellowknife, July 9, 1996.

Fait à Yellowknife, le 9 juillet 1996.



Charles Dent
Minister
Ministre



Registered in the
Regulations Register
June 27, 1996
under registration
number R-070-96

Inscrit au
registre des règlements
le 27 juin 1996
n° d'enregistrement
R-070-96

Filed by KP

Déposé par SS

Duckward
Registrar of Regulations
registreur des règlements

EDUCATION ACT

PUBLIC DENOMINATIONAL EDUCATION BODY PETITION REGULATIONS

The Minister, under section 151 of the *Education Act*, S.N.W.T. 1995,c.28 and every enabling power, makes the *Public Denominational Education Body Petition Regulations*.

1. In these regulations, "Act" means the *Education Act*.

2. Ratepayers who petition the Minister under section 97 of the Act shall include the following information in the petition:

- the education district where the petitioners reside;
- the religious faith of the petitioners;
- information showing that the petitioners belong to a Roman Catholic or Protestant minority in the education district;
- the signature of each petitioner;
- the printed name and address of each petitioner;
- the name and address of a person who may be contacted should more information be required, and a telephone number at which the person may be reached.

3. (1) Where the Minister has instructed a Superintendent to call a meeting to be held for the purpose of determining whether the ratepayers wish to create a public denominational education district, the Superintendent shall, not less than 30 days before the day of the meeting, advertise the meeting in the education district.

LOI SUR L'ÉDUCATION

RÈGLEMENT SUR LA DEMANDE DE CONSTITUTION DES ORGANISMES SCOLAIRES CONFESIONNELS PUBLICS

Le ministre, en vertu de l'article 151 de la *Loi sur l'éducation*, L.T.N.-O. 1995, ch. 28, et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur la demande de constitution des organismes scolaires confessionnels publics*.

1. Dans le présent règlement, «Loi» s'entend de la *Loi sur l'éducation*.

2. Les contribuables qui présentent une demande au ministre en vertu de l'article 97 de la Loi accompagnent cette dernière des renseignements suivants :

- le nom du district scolaire dans lequel ils résident;
- leur croyance religieuse;
- des renseignements démontrant qu'ils font partie d'une minorité catholique romaine ou protestante dans le district scolaire;
- leur signature;
- leurs nom et adresse en caractères d'imprimerie;
- les nom et adresse d'une personne à contacter afin d'obtenir de plus amples renseignements, et un numéro de téléphone où il est possible de la joindre.

3. (1) Lorsque le ministre ordonne au surintendant de convoquer une assemblée pour déterminer si les contribuables désirent constituer un district scolaire confessionnel public, le surintendant en fait l'annonce dans le district scolaire pendant au moins 30 jours avant la date de l'assemblée.



(2) The Superintendent shall advertise under subsection (1) in English and at least one other Official Language and, where that other Official Language is French, one additional Official Language that is spoken in the education district.

4. The Superintendent shall, at a meeting referred to in subsection 3(1), conduct a poll of the ratepayers in such manner as he or she considers proper and shall, without delay after the poll, convey the results of the poll to the Minister.

5. These regulations come into force July 1, 1996.


(2) L'annonce visée au paragraphe (1) doit être faite en anglais et dans au moins une autre langue officielle et, dans le cas où l'autre langue officielle est le français, dans une autre langue officielle parlée dans le district scolaire.

4. Lors de l'assemblée visée au paragraphe 3(1), le surintendant tient un vote des contribuables de la façon qu'il juge appropriée et transmet immédiatement au ministre les résultats du scrutin.

5. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juillet 1996.

Dated at Yellowknife, June 27, 1996.

Fait à Yellowknife, le 27 juin 1996.



Charles Dent
Minister
Ministre